Montréal, P. Q.
M. le Percepteur du
Revenu Provincial,
445, St-Gabriel.

Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 12 JUIN 1937.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 12TH JUNE, 1937.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cts par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: $1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insections required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: $1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.

Hôtel du Gouvernement. 2309—18-9-o

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers required more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. 2310—18-9-o

Lettres patentes

"Beaver Dam Gold Mines Limited".
(Libre de responsabilité personnelle.)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par son honneur l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de mai 1937, constituant en corporation: René Chênevert, Paul Desy, Georges Desranleau, Gerard Raymond, Mario E. Lattoni, avocats, Germaine Boisvert et Gilberte Lemire, toutes deux filles majeures, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

Sans affecter la Loi des Mines de Québec et sans restreindre en aucune manière ses pouvoirs généraux;

(1) Faire des explorations et des recherches, pour découvrir des mines et des minéraux;

(2) Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces dits minerais par quelque procédé que ce soit et les vendre ou autrement en disposer;

(3) Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains, droits de mine, droit de préemption ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

(4) Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

(5) Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec (chap. 80), en la manière y prescrite;

(6) Fabriquer, acheter, et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Letters patent

"Beaver Dam Gold Mines Limited".
(No Personal Liability.)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1937, incorporating: René Chênevert, Paul Desy, Georges Desranleau, Gerard Raymond, Mario E. Lattoni, advocates, Germaine Boisvert and Gilberte Lemire, both spinters, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Without affecting the Quebec Mining Act and without in any way restricting its general powers to:

(1) Prospect and explore for mines and minerals;

(2) Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelter, refined, crushed or treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatsoever and sell or otherwise dispose thereof;

(3) Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

(4) Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouse and stores necessary or useful to its operations;

(5) Exercise all the powers enumerated in Sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (Chap. 80) in the manner therein prescribed;

(6) Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

(7) Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires à ses opérations et au transport de ses produits;

(8) Recevoir, détenir et disposer d'actions, d'obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière en paiement de minéraux, terrains, marchandises et travaux;

(9) Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de personnes ou compagnies exerçant aucune industrie ou commerce qu'elle peut elle-même exercer en vertu de cette loi et les payer en tout ou en partie, si telle personne ou compagnie y consent, avec des actions acquittées, et en assumer les dettes et charges;

(10) Faire tous tels actes et opérations qui sont des accessoires à ceux ci-dessus mentionnés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle est constituée en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Beaver Dam Gold Mines, Limited", (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de un million quatre cent mille dollars, ($1,400,000.00), divisé en un million quatre cent mille (1,400,000) actions, d'une valeur au pair de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
3099 Sous-secrétaire de la Province.

"Cardinal Securities Corporation"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de mai 1937, constituant en corporation: René Chênevert, avocat, Germaine Boisvert et Gilberte Lemire, filles majeures sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Souscrire éventuellement à forfait, acheter, vendre, échanger, nantir, hypothéquer et généralement faire le commerce et le négoce d'obligations, actions et autres valeurs de gouvernement, municipales, industrielles et minières et faire le commerce et le négoce d'obligations et hypothèques ou autres titres de créance ou de propriété de tout individu, firme ou corporation, et faire le commerce et le négoce d'actions, débentures, récépissés de fiducie et autres valeurs des corporations, domestiques et étrangères; et durant la possession des dites valeurs exercer les droits et privilèges de propriétaire, y compris le droit de voter y attaché, et émettre en échange d'icelle ses propres actions, parts ou autres obligations et généralement exercer le commerce de marchands d'actions et d'obligations, courtiers ou autrement;

(*b*) Promouvoir, organiser, développer, administrer ou contribuer à la promotion, l'organisation, le développement et l'administration de toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou industrie et comme fins incidentes à ce qui précède, entreprendre, administrer, contrôler ou autrement négocier le commerce, les biens, engagements et entreprises de toute corporations, firme ou individu, et procurer du capital, du crédit ou autre assistance à cette fin;

(*c*) Agir comme agent dans le but d'émettre ou de contresigner les certificats d'actions, bons

(7) Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

(8) Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise and works;

(9) Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business, which it itself carry on under this Act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

(10) Do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it is incorporated;

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid for or agreed to be paid to the Company for its shares, under the name of "Beaver Dam Gold Mines Limited" (No personal liability) with a total capital stock of one million four hundred thousand dollars ($1,400,000.00), divided into one million four hundred thousand (1,400,000) shares of a par value of one dollar ($1.00) each.

The head office of the Company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
3100-o Assistant Provincial Secretary.

"Cardinal Securities Corporation"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1937, incorporating:Rene Chenevert, Advocate, Germaine Boisvert and Gilberte Lemire, Spinsters, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To underwrite, buy, sell, exchange, pledge, morgage, and generally deal in and with government, municipal, industrial and mining bonds, stocks and other securities and in and with bonds and mortgages or other evidences of indebtedness or ownership of any individual, firm or corporation, and in and with stock, debentures, trust receipts and other securities of corporations, both domestic and foreign; and while the owner thereof to exercise the rights and privileges of ownership including the right to vote thereon, and to issue in exchange therefor its own stock, bonds or other obligations and generally to carry on the business of stock and bond dealers, brokers or otherwise;

(*b*) To promote, organize, develop, manage or assist in the promotion, organization, development and management of any corporation, company, syndicate, entreprise or undertaking and as incidental thereto to undertake, manage, control or otherwise deal with the business, assets, liabilities and undertaking of any corporation, firm or individual, and to procure capital, credit or other assistance for that purpose;

(*c*) To act as agent for the purpose of issuing or countersigning certificates of stock, bonds or

ou autres obligations de toute association ou corporation municipale ou autre; agir comme agent de transfert et registraires en rapport avec les dites actions, bons ou autres obligations et administrer tous fonds d'amortissement pour iceux moyennant les termes qui seront convenus;

(*d*) Exercer le commerce d'agent d'immeuble et de courtier en assurance;

(*e*) Faire des avances ou des prêts d'argents sur la garantie de tous articles, effets et marchandises, machineries, automobiles et autres vehicules, concessions minières, propriétés, droits, actions, valeurs ou biens de toute description et acheter ou autrement acquérir toute convention de vente, billets privilégiés ou autre garantie sur toute telle propriété;

(*f*) Acheter, vendre, échanger, faire le commerce et percevoir les comptes recevables, billets, dettes, redevances, requêtes et obligations et réclamations de toutes sortes;

(*g*) Exercer le commerce et les opérations d'une compagnie de mine, de moulin, de réduction et de développement; faire des recherches, jalonner, acquérir par achat, bail, échange ou autrement et prendre sous option, faire des explorations, négocier, vendre, aliéner, développer seule ou en association avec d'autres ou autrement, des claims miniers, propriétés minières de toute description, droits miniers, droits de préemption, actions de mines; valeurs minières, actif de mine de toutes sortes ou tout intérêt en iceux;

(*h*) Manufacturer, produire, acheter, acquérir, explorer, faire produire de la terre, affiner, fondre, emmagasiner, distribuer, vendre, disposer et faire le commerce des métaux, minéraux et substances minérales et tous ou l'un quelconque de leurs produits et à cette fin explorer, faire des recherches, miner, extraire, forer, creuser des puits, construire des usines ou autrement agir de la manière qui sera jugée nécessaire;

(*i*) Acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de matériel, machinerie, outillage, convenances, provisions et choses susceptibles d'être utilisés en rapport avec les opérations métallurgiques;

(*j*) Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(*k*) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant un commerce que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

(*l*) Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité d'utiliser aucun secret ou autre renseignement concernant toute invention qui semblera susceptible d'être utilisé pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

(*m*) S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou

other obligations of any association or municipal or other corporation; to act as transfer agents and registrars in connection with said stock, bonds, or other obligations and to manage any sinking funds therefor on such terms as may be agreed upon;

(*d*) To carry on business as real estate agent and insurance brokers;

(*e*) To make advances or loans upon the security of any goods, wares and merchandise, machinery, automobiles and other vehicles, mining claims, properties, rights, shares, securities or assets of any description and to purchase or otherwise acquire any sale agreement, lien note or other security upon any such property;

(*f*) To buy, sell, exchange, deal in and collect accounts receivable, bills, debts, dues, demands and obligations and claims of all kinds;

(*g*) To carry on the business and operations of a mining, milling, reduction and development company; to prospect, stake, acquire by purchase, lease, exchange or otherwise take under option, explore, deal in, sell, dispose of, develop alone or in co-partnership with others or otherwise, mining claims, mining proiperties of any description, mining rights, preemption rights, mining shares, mining securities, mining assets of any kind or any interest therein;

(*h*) To manufacture, produce, purchase, acquire, search for, win from the earth, refine, smelt, store, distribute, sell, dispose of and deal in metals, minerals, and mineral substances and all or any products thereof and in and to that end to explore, prospect, mine, quarry, bore, sink wells, construct works or otherwise proceed as may be necessary;

(*i*) To buy, sell, manufacture and deal in plants, machinery, implements, conveniences, provisions and things capable of being used in connection with metallurgical operations;

(*j*) To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(*k*) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company:

(*l*) To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(*m*) To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or trans-

transaction susceptible que la compagne a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

(*n*) Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconque des dits objets, et obtenir des dites autorités, tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, et exécuter, exercer les dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(*o*) Construire, améliorer, entretenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler toutes manufactures, entrepôts, usines électriques, boutiques, magasins et autres travaux et convenances qui sembleront de nature à promouvoir directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, et contribuer à, subventionner ou autrement aider ou prendre part à la construction, l'amélioration, l'entreprise, l'exploitation, l'administration, l'exécution ou le contrôle des dites opérations;

(*p*) Prêter des deniers aux clients et aux autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

(*q*) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(*r*) Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*s*) Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, exercer, exécuter et avoir la jouissance de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concessiom, droits ou privilèges, que tout gouvernement ou autorité ou toute corporation ou autre corps aurait le pouvoir d'accorder et les payer, les aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter aucune des actions, obligations et biens de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires;

(*t*) Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger, et désigner les personnes conformément aux lois de ce pays étranger pour représenter cette compagnie et accepter assignation pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

(*u*) Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus, en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

(*v*) Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*w*) Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

action which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(*n*) To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(*o*) To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

(*p*) To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

(*q*) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(*r*) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(*s*) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(*t*) To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this compamy and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

(*u*) To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(*v*) To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

(*w*) To invest the money of the company not immediately required in such a manner as may from time to time be determined;

(*x*) Prélever et contribuer à prélever des deniers, et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie, corporation, ou par toute telle personne ou personnes;

(*y*) Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

(*z*) Faire toute ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

(*aa*) Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Cardinal Securities Corporation", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

3101

(*x*) To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

(*y*) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

(*z*) To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(*aa*) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Cardinal Securities Corporation", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
Assistant Provincial Secretary.

3102–o

"Club Aramis Limitée—Aramis Club Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingtième jour de mai 1937, constituant en corporation: Léo Arel, Caulis F. Brassard, Manufacturiers, Joseph A. Bourgault, Marchand, Cléophas D. Croteau, Entrepreneur, Arthur O. Durocher, Chef de gare, Raymond H. Durocher, Contremaitre, et Raoul A. Durocher, Courtier en assurances, tous de la cité de Granby, district de Bedford, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail ou autrement et entretenir une maison de Club, aux lieux et places qu'il lui plaira et conviendra, dans le but de récréer, enseigner, divertir ou fournir le logement dans la dite maison, pour ses membres du club; meubler et entretenir la dite maison qui sera utilisée pour les membres du club et diriger un club et promouvoir les relations sociales et amicales;

Adopter les règlements pour la direction de ce club, non contraires aux lois de la province de Québec, qui pourront être requis pour la direction et l'administration de ses affaires, et les modifier et les révoquer conformément aux lois;

Fournir et servir les repas à ses membres et à leurs hôtes, et vendre la bière et le vin et autres liqueurs alcooliques conformément aux lois concernant la Loi des Licences de Québec, pour la vente des liqueurs alcooliques et ses amendements;

Acquérir, détenir, améliorer, gérer, exploiter, développer, exercer tous les droits y attachés, et louer, hypothéquer, vendre, échanger, aliéner et transporter, céder, faire valoir et autrement utiliser des terrains, édifices, concessions, brevets, maisons d'affaires et entreprises commerciales, droits immobilier et propriétés de toutes sortes, soit mobilières ou immobilières, et tout autre intérêt y afférant;

"Club Aramis Limitée—Aramis Club Limited"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twentieth day of May, 1937, incorporating: Léo Arel, Caulis F. Brassard, manufacturers, Joseph A. Bourgault, merchant, Cléophas D. Croteau, contractor, Arthur O. Durocher, station master, Raymond H. Durocher, foreman, and Raoul A. Durocher, insurance broker, all of the City of Granby, District of Bedford, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease or otherwise and to maintain a club house in any localities and places which may be desired, for the purpose of recreation, instruction, amusement and provision of lodging therein for the members of the Club; to furnish and maintain the same and the same to be used for members of the said club, and to conduct a club and promote social and friendly intercourse;

To adopt for the conduct of the club, such by-laws, not inconsistent with the laws of the Province of Quebec, as may be required for the administration of its affairs, and the same to alter and repeal according to laws;

To provide and serve meals for its members and their guests and to sell beer, wine and other alcoholic beverages, in accordance with the Quebec Alcoholic Liquor Act and its amendements;

To acquire, hold, improve, manage, exploit, develop, exercise any rights attached thereto and lease, hypothecate, sell, exchange, alienate and transfer, cede, turn to account and otherwise utilize lands, buildings, concessions, patents, business firms and commercial undertakings, immovable rights and property of any kind, either movable or immoveable, and any other interest incidental thereto;

Faire les affaires d'une compagnie d'immeubles et d'agents d'immeubles dans toutes leurs spécialités;

Bâtir et construire sur aucun terrain que louera ou possédera la compagnie ou dans lequel elle est d'aucune manière intéressée, des bâtisses pour aucuns objets, installer et exploiter des clubs musées, bibliothèques et autres lieux de récréation, enseignement et divertissement;

Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphes et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, piscines, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, pistes de courses, usines, bâtiments, courts de tennis, de golf, de tir, et autres amusements, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations, le tout en conformité avec les lois de la province et autres;

Exercer toute autre activité que les directeurs croiront incidentes ou favorables à la réalisation des objets de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur d'aucun des biens et droits de la compagnie ou de les mettre à profit;

Exercer les opérations d'agents de transfert et de transport, soit par terre ou par mer, de la manière que la compagnie croira avantageuse ou convenable pour les fins de ses opérations;

Prendre les moyens jugées nécessaires pour faire connaitre les activités de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par la radiodiffusion, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et revues périodiques, conformément, cependant aux lois et réglementations locales, le tout après avoir été autorisé par les autorités locales;

Payer pour toutes propriétés mobilières ou immobilières que la compagnie pourrait acquérir avec des deniers comptants ou avec des actions acquittées ou non sujettes à appel de versements, des obligations ou autres valeurs de la compagnie ou partie en deniers comptants ou partie en actions acquittées ou non sujettes à appel de versements, obligations ou valeurs;

Acquérir la totalité ou aucune partie de l'achalandage d'aucun commerce de la compétence de la compagnie et des terrains, privilèges, droits, contrats, propriétés ou effets détenus ou utilisés en rapport avec tel commerce, et sur cette acquisition assumer le passif d'aucune compagnie, association, société ou personne dont on l'aura acquis, aussi les payer entièrement ou partiellement en actions libérées ou en argent;

Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie, dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant un commerce susceptible d'être conduit de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toutes autres compagnies ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

To carry on the business of a real estate company and of a real estate agent in all the specialties thereof;

To build and construct upon any land leased or owned by the company, or in which it may in any manner be interest, buildings for any purpose to install and operate clubs, museums, libraries and other places of recreation, instruction and amusement;

Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, swimming pools, water powers, electric and other powers, waterworks, roads, race-courses, plants, buildings, tennis courts, golf links, target-shooting grounds and other amusements, mills, warehouses and sheds required or useful for its operations, the whole in conformity with the laws of the Province and others;

To carry on any other activity which the Directors may deem incidental or conducive to the attainment of the company's purposes, or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the company's property and rights;

To carry on business as transfer and transportation agents, whether by land or sea, as the company may find advantageous or expedient for the purposes of the business;

To adopt such means of making known the activities of the company as may seem expedient, and in particular, by advertising in the press, by circulars, by radio boardcasts, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals subject, however, to the local laws and regulations, the whole upon being authorized by local authorities;

To pay for any moveable or immoveable property which the company may acquire, in cash or with paid-up and non-assessable shares, bonds or other securities of the company, or partly in cash and partly in paid-up and non-assessable shares, bonds or securities;

To acquire the whole or any part of the goodwill, of any business within the scope of the powers of the company, and any lands, privileges, rights, contracts, property or goods held or used in connection with such business, and upon such acquisition, to take over the liabilities of any company, association, partnership or person from whom the same may have been acquired; also, to pay therefor, in whole or in part, in paid-up shares of the company or in cash;

To take, or otherwise acquire and hold, shares in any other company, having objects altogether or in part similar to those of the Company, or carrying on any business capable of being conducted, so as directly or indirectly to benefit the Company;

To sell or dispose of the whole undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular, for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

Se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, conclure des arrangements relatifs au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour aucun autre but avec aucune personne, firme, ou compagnie exerçant, se livrant à sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions ou valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, gager, détenir, revendre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter, négocier, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, lettres de crédit, mandats ou autres instruments négociables et transférables;

Avoir la permission de demander et d'obtenir des prêts de tout actionnaire, ou officier de la compagnie, ou de tout banquier, ou de toute banque du Canada à charte, ou de toute autre partie ou parties qui consentiront à faire des prêts à la compagnie;

Hypothéquer, grever, ou engager toute propriété mobilière ou immobilière appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débentures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou autres obligations dont la compagnie est responsable ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Rémunérer, soit en argent ou en actions entièrement acquittées, ou en valeurs de la compagnie, toute firme, association, syndicat ou individu pour dépenses encourues, et pour services rendus ou à être rendus à la compagnie, en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes obligations, débentues ou autres valeurs de la compagnie ou dans ou relativement à l'organisation, la formation ou la promotion de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarées légalement à même les surplus ou profits nets de la compagnie, ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, tout actif de la compagnie entre ses membres ou actionnaires et particulièrement toutes actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues en considération de la vente de la totalité ou de toute partie des propriétés de la compagnie ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour entreprendre la totalité ou partie de l'actif ou du passif de cette compagnie;

Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs sus-énumérés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soit comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, entrepreneurs, facteurs, gérants, bailleurs, locataires ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres, et poursuivre, exercer et exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets pouvoirs étant censés être distincts et indépendants les uns des autres, et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause des présentes, ni ne sera interprétée comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec, sous le nom de "Club Aramis Limitée—Aramis Club Limited", avec un capital total de dix mille

To amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company, and to enter into any arrangements for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or firm or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to engage in or carry on, and to take or otherwise acquire and hold shares or securities of any such company, and to sell, pledge, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To draw, subscribe for, accept, endorse, discount, negotiate, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, letters of credit, warrants or other negotiable and transferable instruments;

To be permitted to apply for and obtain loans from any shareholder or officer of the company, or from any banker, or from any incorporated Bank of Canada, or from any other party or parties who consent to make loans to the company;

To hypothecate, mortgage, pledge any property moveable or immoveable, belonging to the company for the purpose of securing any bonds debentures stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or other liabilities for which the company may be liable or any money borrowed for the purposes of the company;

To remunerate, either in cash or shares fully paid up or in securities of the Company, any company, firm, association, syndicate or individual for expenses incurred and for services rendered or to be rendered to the Company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the Company's capital, or any bonds, debentures or other securities of the Company, or in or about the organization, formation or promotion of the Company or the conduct of its business;

To distribute in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus or net profits of the Company or in the manner prescribed by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the Company among its members or shareholders, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the Company or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this Company;

To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and all other necessary or useful objects and powers, and either as or through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, lessors, lessees or otherwise, and either alone or in conjunction with others and to pursue, exercise and carry on any one or more of such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the company, and no clause thereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec, under the name of "Club Aramis Limitée—Aramis Club Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one thousand (1000)

dollars ($10,000.00) divisé en mille (1000) actions de dix dollars ($10.00) chacune. Le dit capital social ne pourra être souscrit que par les membres du club dits "membres financiers".

Les directeurs pourront, par règlement, déterminer le nombre de parts qu'un seul membre pourra souscrire et détenir, comme tous autres sujets qu'ils jugeront opportuns et dans l'intérêt du Club.

Ils pourront également statuer sur l'admission d'autres catégories de membres, tels que des membres honoraires, membres actifs, ou autres, mais seuls les membres souscripteurs pourront voter.

Le bureau principal de la compagnie sera à Granby, dans le comté de Shefford, district de Bedford.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
3103-o Sous-secrétaire de la Province.

shares of ten dollars ($10.00) each. The said capital stock may be subscribed for, only by those members of the club called "financial members".

The Directors, may, by by-law, fix the number of shares which one single member may subscribe for and hold, and also decide upon any other subjects which they may deem expedient and in the interest of the club.

They may also pass regulations concerning the admission of other classes of membership, such as honorary members, active members or others, but the subscribing members only shall be entitled to vote.

The head office of the company will be at Granby, in the County of Shefford, District of Bedford.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
3104 Assistant Provincial Secretary.

"Duverny-Dalquier Gold Mines Company Limited".

(Sans responsabilité personnelle.)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies Minières de Québec il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mai 1937, constituant en corporation: Conrad Boyer, Comptable, Roland Bélanger, Commis, tous deux de la cité de Montréal, et Marie-Jacques Turcotte, sténographe fille majeure et usant de ses droits, de St-Lambert, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

a) Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et des minerais;

b) Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

c) Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption, ou tous intérêts en ces droits ou propriétés; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

d) Construire, entretnir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le controle des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

e) Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des Mines de Québec, (chap. 80), en la manière y prescrite;

f) Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, de marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

g) Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

h) Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émises par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

i) Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou

"Duverny-Dalquier Gold Mines Company Limited".

(No Personal Liability.)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May 1937, incorporating: Conrad Boyer, Accountant, Roland Bélanger, clerk, both of the city of Montreal, and Marie-Jacques Turcotte, sténographer, spinster of the age of majority and in the use of her rights, of St-Lambert, all of the district of Montreal, for the following purposes:

a) Prospect and explore for mines and minerals;

b) Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, fort the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever; and sell or otherwise dispose thereof;

c) Acquire, lease, possess and alienate mines, minings lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

d) Build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water powers, electric and other powers, waterworks, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

e) Exercise all the powers enumerated in articles 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (chap. 80), in the manner therein prescribed;

f) Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

g) Build, acquire, possess, charter and employ, the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

h) Receive, hold, and dispose of shares, bonds, debentures, or other securities issued by any mining company in payment for minerals, lands, merchandise or works;

i) Acquire the assets, entreprise, property, privileges, franchises, contracts or right of any person or company carrying on any industry or

faisant un commerce qu'elle peut exercer ou faire elle-même en vertu de la présente loi, et les payer en tout ou en partie, si cette personne ou cette compagnie y consent, par la remise d'actions libérées, et d'assumer les dettes et charges de l'actif ainsi acquis;

k) Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire et de ceux ci-dessus énumérés ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

l) Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions, sous le nom de "Duverny-Dalquier Gold Mines Company Limited (sans responsabilité personnelle)", avec un capital toltal de Trois millions de dollars ($3,000,000.00), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, province de Québec, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de mai 1937.

ARMAND VIAU,

3105-o Sous-secrétaire suppléant de la Province.

business which it itself may carry on under this act and pay for the same by paid up shares if such persons or companies consent thereto and undertake the debts and charges appertaining thereto;

k) Do all such acts and operations necessary to those above mentioned, or which may faciliatte the attainment of the objects for which it was incorporated;

l) The shareholders shall incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "Duverny-Dalquier Gold Mines Company Limited (No personal liability)", with a total capital stock of three million dollars ($3,000,000.00), divided into three million (3,000,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, Province of Quebec, district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of May, 1937

ARMAND VIAU,

3106 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Handy Andy (Quebec) Inc".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de mai 1937, constituant en corporation: Adrien Racine, marchand, de la cité de Québec, Nathaniel Leonard Rappaport et Philip S. Garonce, avocats, tous deux des cités et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger, et généralement faire le commerce de toutes sortes d'automobiles, véhicules-moteurs, moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires, pièces, et toutes sortes de machineries, outillage, ustensiles, appareils, lubrifiants, ciments, solutions et dispositifs, soit incidents à la construction des automobiles ou autrement, et toutes choses susceptibles d'être utilisées dans ladite construction, ou dans la fabrication, l'entretien et la mise en opération des automobiles respectivement;

2. Négocier, acheter, vendre, échanger, louer et généralement faire le commerce de pneus, radios, batteries, chaufferettes, et généralement toutes pièces, accessoires, ornements, appareils, outillage et outils pour automobiles, taxis, camions, autobus, remorques, camions à bascule, camions à pétrole, pelles à vapeur, grues et véhicules-automobiles de plaisance et commerciales de toutes sortes;

3. Acheter, vendre et distribuer, soit comme mandants, agents ou autrement, des moteurs ou machines, huile, gazoline, kerosine, benzine, alcool commercial, polis et produits chimiques de toute description, se rapportant aux automobiles et à l'entretien des véhicules-automobiles, moteurs et à leurs pièces constituantes;

4. Nommer, désigner ou donner des agences, concessions ou autrement passer des contrats pour l'exposition, la distribution et la vente de produits manufacturés, matériels bruts ou aucun des produits du dit commerce;

5. Agir comme agents, distributeurs, concessionnaires et mandants pour l'importation, exportation, fabrication, vente, distribution, exhibition et emmagasinage de tous matériaux bruts, produits manufacturés, sous-produits, brevets, droits d'auteur, marques de commerce et dessins industriels sus-mentionnés;

"Handy Andy (Quebec) Inc".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1937, incorporating: Adrien Racine, Merchant, of the City of Quebec, Nathaniel Leonard Rappaport, and Philip S. Garonce, Advocates, both of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, buy, sell, import, export, exchange and generally deal in all kinds of automobiles, motor vehicles, motors, engines, machines, carburettors, accessories, parts and all kinds of machinery, implements, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions and appliances whether incidental to the construction of motor cars or otherwise, and all things capable of being used therewith, or the manufacture, maintenance and working thereof respectively;

2. To trade in, buy, sell, exchange, lease, and generally deal in tires, radios, batteries, heaters, and generally in all parts, accessories, ornaments, appliances, tools equipment and furnishings for automobiles, taxicabs, auto-trucks, autobusses, trailers, dump-trucks, oil-trucks, steam shovels, cranes and pleasure and commercial motor vehicles of all kinds;

3. To buy, sell and distribute, either as principal agents or otherwise, motor or machine, oil, gasoline, benzine, commercial alcohol, polish, and chemicals of every description, associated with the care and maintenance of motor vehicles, motors, and their component parts;

4. To name, appoint or grant agencies, concessions, or otherwise contract for the exhibition, distribution and sale of the manufactured products, raw materials or any of the products of the said business;

5. To act as agents, distributors, concessionaries and principals for the import, export, manufacture, sale, distribution, exhibition and storage for any raw materials, manufactured products, by-products, patents, copyrights, trademarks and industrial designs aforementioned;

6. S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

6. To enter into any partnership or into any arrangement for the sharing of profits or expense, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, resell with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

7. Acheter, souscrire éventuellement à forfait, prendre en échange, souscrire ou demander ou autrement acquérir et enregistrer, détenir ou autrement posséder, vendre, échanger, transférer, céder, convertir, garantir la vente ou le placement, charger ou autrement aliéner ou faire valoir et généralement faire le commerce et le négoce de bons, débentures, actions-débentures, parts, actions, obligations, droits régaliens, certificats et autres valeurs et autres intérêts dans ou réclamations envers et autres titres de créance de toute compagnie, corporation, syndicat ou association, canadienne ou étrangère, et soit publique ou privée, y compris toute compagnie ou corporation, syndicat ou association industrielle, d'utilité publique, de valeurs, financière, de placement, minière exerçant une industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et les obligations, débentures ou autres valeurs de tout gouvernement, corporation scolaire ou municipale, et durant la possession ou la détention des dites valeurs précitées exercer directement ou par l'entremise d'agent tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriétaire, y compris le droit de voter sur toutes telles parts ou actions ou autres valeurs jouissant du droit de vote.

7. To purchase, underwrite, take in exchange, subscribe or apply for or otherwise acquire, and to register, hold, or otherwise own, sell, exchange, transfer, assign, convert, guarantee the sale or placing of, charge or otherwise dispose of or turn to account and generally deal in and with the bonds, debentures, debenture stock, stocks, shares, obligations, royalty rights, scrip and other securities of and other interest in and claims againts the other evidences of indebtedness of any company, corporation, syndicate or association, whether Canadian or foreign and whether public or private, including any industrial, public utility, securities, financial, investment, mining company or corporation, syndicate or association carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company, and the bonds, debentures or other securities of any government, municipal or school corporation, and while the owner or holder of any of the foregoing to exercise directly or through agents all the rights, powers and privileges or ownership, including the right to vote on any such stock or shares or other securities carrying a voting right;

8. Emettre et répartir des actions entièrement libérées ou partiellement libérées de capital-actions de la compagnie ou ses obligations, débentures ou autres valeurs en paiement intégral ou partiel de toute entreprise, propriété, droits ou privilèges, parts, actions, obligations, débentures ou autres valeurs, et rémunérer, soit en deniers ou en actions entièrement ou partiellement libérées du capital-actions de la compagnie ou ses obligations, débentures, ou autres valeurs, toute personne, compagnie ou syndicat pour dépenses encourues et services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital-actions de la compagnie ou toutes obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou en rapport avec la conduite de ses opérations;

8. To issue and allot fully paid or partly paid up shares of the company's capital stock or its bonds, debentures or other securities in payment or part payment for any undertaking, property, rights or privileges, or stock, shares, bonds, debentures, or other securities, and to remunerate, either in cash or fully or partly paid up shares of the company's capital stock or its bonds, debentures or other securities, any person, company or syndicate for expenses incurred and services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or in guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital stock or any bonds, debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company, or in connection with the conduct of its business;

9. Acheter, prendre à bail ou en échange, acquérir et disposer de tous biens, réels ou personnels, mobiliers ou immobiliers, et tous droits et privilèges y attachés, et, en particulier, toutes servitudes, baux, contrats, usines et machineries, fonds de commerce, pièces fixes, ameublement et autres objets, sans restriction, pour les fins du dit commerce;

9. To purchase, take on lease, or in exchange acquire and dispose of any real or personal property, moveable or immoveable, and any rights and privileges attached thereto, and, in particular, any servitudes, lease, contracts, plant and machinery, stock-in-trade, fixtures, furniture, and other objects, without restriction, for the purpose of the said business;

10. Avoir, accepter, faire, endosser, exécuter et émettre des chèques, billets à ordre, lettres de change, mandats et autres effets négociables;

10. To have, accept, make, endorse, execute, and issue cheques, promissory notes, bills of exchange, warrants and any other negotiable instruments;

11. Vendre, louer, céder, transférer, échanger ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise, des propriétés et biens de la compagnie ou autre entreprise en exploitation, ou dans le cours ordinaire du commerce ou autrement, et, s'il est jugé convenable, moyennant tels termes que la personne ou la compagnie en faisant l'acquisition pourra les exercer, les utiliser et exercer dans les limites de leur juridiction au même degré et de la même manière que s'ils étaient exercées, utilisés ou exploités par la compagnie, et en tout cas pour la considération que les directeurs pourront déterminer, et particulièrement pour toute parts, actions, débentures ou autres valeurs;

12. Faire enregistrer, autoriser ou autrement reconnaître la compagnie dans toute juridiction canadienne ou étrangère, province, territoire, état, ou pays, et y désigner et nommer les personnes comme procureurs ou représentants de la compagnie, avec pouvoir de représenter la compagnie dans chacune et toutes choses et accepter assignations pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuites;

13. Prendre les moyens de faire connaître les produits de la compagnie de la manière qui sera jugée convenable, et en particulier par la publicité dans la presse, circulaires, publication de livres et périodiques;

14. Garder, entretenir, exploiter, mettre en opération et administrer des bureaux, garages, magasins, salles d'entreposage, entrepôts et autres endroits semblables pour la mise en sûreté, le nettoyage, la réparation et le soin en général des automobiles et auto-cars de toutes sortes et descriptions et tous leurs accessoires et autres véhicules-moteurs;

15. Établir et exploiter un commerce par la poste pour la vente et la distribution en gros et en détail de tous les produits sus-mentionnés et leurs fournitures et accessoires;

16. Demander, acheter ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessons et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédéé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, de manières à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

17. Prendre et détenir des gages, hypothèques, privilèges, droits hypothécaires, charges et toutes autres sortes de garanties pour garantir le paiement de tous deniers dus à la compagnie ou toutes avances de deniers faites par la compagnie;

18. Prêter des deniers ou du crédit, et prendre ou autrement acquérir, et assumer ou garantir par tous moyens ou de toute manière l'exécution de toute obligation ou le remboursement du capital, le service des intérêts et dividendes sur les parts, actions, obligations, débentures ou autres valeurs, et aider de toute manière, toute personne, firmes, compagnie, cité, ville, village ou municipalité avec lesquels la compagnie a ou pourrait avoir des relations d'affaires, ou dans les affaires, les propriétés ou la prospérité desquels la compagnie a, dans l'opinion des directeurs, ou désirerait acquérir un intérêt;

19. Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies

11. To sell, lease, make over, transfer, exchange or otherwise dispose of the undertaking, property and assets of the company or other part thereof as a going concern or in the ordinary course of business or otherwise, and, if deemed advisable, on such terms that the person or company acquiring the same may carry on, use and exercise the same within the limits of their jurisdiction, to the same extend and in the same manner as if carried on, used or exercised by the company, and in any case for such consideration as the directors may determine, and in particular for any stock, shares, debentures or other securities;

12. To procure the company to be registered, licensed or otherwise recognized in any Canadian or foreign jurisdiction, province, territory, state or country, and to designate and appoint persons therein as attorneys or representatives of the company, with power to represent the company in any and all matters and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

13. To adopt such means of making know the merchandise of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by publication of books and periodicals;

14. To keep, maintain, exploit, operate and manage, garages, store houses, store rooms, warehouses, or other like places for the safe keeping, cleaning, repairing and care generally of automobiles, and motor cars of all kinds and descriptions and of all accessories thereof and other motor vehicles;

15. To establish and operate a mail order business for the sale and distribution of both wholesale and retail of all the aforementioned products and their appartenances and accessories;

16. To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use or any secret or other information as to any inventor, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

17. To take and hold mortgages, hypothecs, privileges, liens, charges and any other kind of security to secure payment of any money due to the company or any advances made by the company;

18. To lend money on credit to, and to take or otherwise acquire, and to assume or guarantee in any way or manner the fulfilment of any obligation of or the payment of the principal of or interest or dividends on the stock, shares, bonds, debentures or other securities of, and to aid in any manner, any person, firm, company, city, town, village, munucipality which the company has or may have relations, or in the affairs, property or prosperity of which the company has in the opinion of the directors or may wish to acquire an interest;

19. To distribute in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner prescribed by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any

de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres ou actionnaires et en particulier entre ses membres ou actionnaires et en particulier les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

20. Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

21. Payer toutes les dépenses inhérentes et connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital et passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

22. Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou à rendre en vendant ou plaçant ou aidant à vendre ou à placer ou garantissant la vente ou le placement d'actions de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou toutes autres valeurs de la compagnie dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

23. Faire toutes telles choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités et faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, soit comme ou par l'entremise de fiduciaires, agents ou autres, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

24. Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs sus-énumérés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soit comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, entrepreneurs, facteurs, gérants bailleurs, locataires ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres; et poursuivre, exercer ou exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs sans égard aux autres, tels objets et pouvoirs étant censés distincts et indépendants les uns des autres et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec.

assets of the company among its members or shareholders and particularly any shares, bonds, debentures, or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, on shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

20. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

21. To pay all or any expenses of, incident to, and incurred in connection with the formation and incorporation of the company and to the raising of its share capital, and to contract with any company to pay the same;

22. To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies, for services rendered or to be rendered in selling or placing or assisting to sell or place or guaranteeing the selling or placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

23. To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

24. To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and all other necessary or useful objects and powers, and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, lessors, lesses or otherwise, and either alone or in conjunction with others; and to pursue, exercise or carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the company, and no clause hereof shall be construed as limited in generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec.

DIVIDENDES SUR LES ACTIONS

La compagnie pourra, en aucun temps et de temps à autre, capitaliser et distribuer entre les actionnaires toute somme ou sommes:

(*a*) faisant partie des bénéfices non divisés portés au crédit de tout compte de réserve de la compagnie; et / ou;

(*b*) étant les bénéfices nets non divisés entre les mains de la compagnie; et / ou

(*c*) toute somme portée au fonds de réserve comme résultat de la vente ou de la révaluation des biens ou de l'actif de la compagnie ou toute partie d'iceux; et elle pourra répartir aux actionnaires qui détiennent des actions du capital-actions de la compagnie, en ce qui concerne le montant net capitalisé, des actions entièrement libérées de la compagnie d'un montant nominal équivalent et / ou la compagnie pourra déclarer des dividendes sur les actions et émettre des actions de la compagnie comme entièrement libérées ou créditer le montant de tels dividendes sur les actions de la compagnie déjà émises mais

STOCK DIVIDENDS

The company may at any time and from time to time capitalize and distribute among the shareholders any sum or sums:

(*a*) forming part of the undivided profits standing to the credit of any reserve account of the company; and / or

(*b*) being undivided net profits in the hands of the company; and / or

(*c*) any sum carried to reserve as a result of a sale or revaluation of the property or assets of the company or any part thereof; and may allot to shareholders holding shares in the company's capital stock in respect of the net amount capitalized fully paid shares of the company of equivalent nominal amount and / or the commay declare stock dividends and issue therefor shares of the company as fully paid, or credit the amount of such dividends on shares of the company already issued but not fully paid, but to that the amount paid up on shares so issued on by virtue of such stock dividend shall

non entièrement libérées, de manière que le montant versé sur les actions ainsi émises ou en vertu de tels dividendes en actions, n'excède pas le montant que les directeurs peuvent déclarer légalement payable en argent, et la responsabilité des détenteurs de telles actions sera réduite du montant de tels dividendes.

not exceed the amount which the directors may lawfully declare payable in money and the liability of the holders of such shares shall be reduced by the amount of such dividend.

POUVOIRS D'EMPRUNT

S'ils y sont autorisés par règlement, sanctionné par au moins deux tiers des votes obtenus à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée pour l'examen du règlement, les directeurs pourront de temps à autre:

(*a*) Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

(*b*) Limiter ou augmenter le montant à emprunter;

(*c*) Emettre des obligations, débentures, actions-débentures ou autres titres de la compagnie et les engager ou les vendre pour telles sommes ou à tel prix qu'ils jugeront convenables;

(*d*) Nonobstant les dispositions du Code civil, hypothèquer, ou mettre en gage les biens, mobilier et / immobiliers, de la compagnie, pour garantir telles obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs, ou tous deniers empruntés pour les fins de la compagnie, ou donner partie seulement de tels garanties pour les mêmes fins; et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage mentionné dans ce paragraphe par acte de fiducie, conformément aux sections 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (chap. 227, des Statuts refondus de Québec, 1925), ou de toute autre manière;

Rien dans cette clause ne doit limiter ou restreindre le pouvoir d'emprunt de la compagnie sur des lettres de change ou des billets promissoires, faits, tirés acceptés ou endossés par la compagnie ou en son nom, sous le nom de "Handy Andy (Quebec) Inc"., avec un capital-total de vingt-mille dollars ($20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions d'une valeur au pair de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et district de Québec, Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

3107—o

BORROWING POWERS

If authorized by by-law, sanctioned by at least two-thirds of the vote cast at a special general meeting of the shareholders duly called for considering the by-law, the directors may from time to time:

(*a*) Borrow money on the credit of the company;

(*b*) Limit or increase the amount to be borrowed;

(*c*) Issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(*d*) Notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable and / or immoveable property of the company, to secure any such bonds, debenture stock or other securities and any money borrowed for the purposes of the company, or give part only of such guarantee for such purpose; and constitute the hypothec, mortgage or pledge above mentioned, by trust deed, in accordance with sections 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act (Chap. 227, Revised Statutes of Quebec, 1925), or in any other manner.

Nothing in this clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "Handy Andy (Quebec) Inc.", with a total capital stock of Twenty thousand dollars ($20,000.-00), divided into two thousand (2,000) shares of the par value of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at the City and District of Quebec, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
Assistant Provincial Secretary

3108–o

"Hopa-Tricia Syndicate Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par son honneur l'administrateur de la la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de mai 1937, constituant en corporation: René Chenevert, avocat, Germaine Boisvert et Gilberte Lemire, filles majeures sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Souscrire éventuellement à forfait,acheter, vendre, échanger, nantir hypothéquer et généralement faire le commerce de toutes obligations, actions et autres valeurs, de tout gouvernement, municipales, industrielles et minières, et faire le commerce et le négoce d'obligations et hypothèques ou autres titres de créance et de propriété de tout individu, firme ou corporation et faire le commerce et le négoce d'actions, débentures, récépissés de fiducie et autres valeurs des corporations domestiques et étrangères; et durant la possession d'iceux, exer-

"Hopa-Tricia Syndicate Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1937 incorporating Rene Chenevert, advocate, Germaine Boisvert and Gilbert Lemire spinsters, stenographers, all of the City and district of Montreal, for the following purposes :

(*a*) To underwrite, by sell, exchange, pledge, mortgage and generally deal in and with government, municipal, industrial and mining bonds, stocks and other securities and in and with bonds and mortgages or other evidences of indebtedness or ownership of any individuals, firm or corporation and in and with stock, debentures, trust receipts, and other securities of corporations, both domestic and foreing; and while the owner thereof to exercise the rights and privileges of ownership including the right to vote thereon and to issue in exchange therefor

cer les droits et privilèges de propriétaires y compris le droit de voter sur iceux, et émettre en échange d'iceux ses propres actions, ou obligations et autres valeurs et généralement exercer le commerce de marchands d'actions et d'obligations comme courtiers ou autrement;

(*b*) Promouvoir, organiser, développer, administrer ou contribuer à la promotion, l'organisation le développement et l'administration de toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise et industrie et comme fins incidentes, entreprendre, administrer, contrôler ou autrement attribuer le commerce, l'actif, engagements et entreprises de toute corporation, firme ou individu et procurer du capital, du crédit ou autre assistance à cette fin;

(*c*) Agir comme agent dans le but d'émettre et de contresigner les certificats d'actions, bons ou autres obligations de toute association ou corporation municipale ou autre; agir comme agents de transfert et régistraires en rapport avec les dites actions, bons ou autres obligations et administrer tout fonds d'amortissement pour iceux aux termes qui seront convenus;

(*d*) Exercer le commerce d'agents d'immeubles et de courtiers en assurances;

(*e*) Faire des avances ou des prêts de deniers sur la garantie de tous articles, effets, marchandises, machinerie, automobiles et autres véhicules, des claims miniers, propriétés, droits, actions, valeurs ou biens de toute description, et acheter ou autrement acquérir toutes ventes conditionnelles, billets privilégiés ou autres valeurs sur toute telle propriété;

(*f*) Acheter, vendre, échanger, faire le commerce et percevoir les comptes recevables, billets, dettes, redevances, demandes et obligations et réclamations de toutes sortes;

(*g*) Exercer le commerce et les opérations d'une compagnie de mine, moulin, de réduction et de développement; Faire des recherches, jalonner, acquérir par achat, location, échange ou autrement, prendre sous option, faire des explorations, faire le commerce, vendre, aliéner, développer seule ou en association avec d'autres ou autrement des claims miniers, propriétés minières de toute description, droits de mine, droits de préemption, actions de mine, valeurs de mine, actif de mine de toute nature ou tout intérêt en iceux;

(*h*) Manufacturer, produire, acheter, acquérir, faire des recherches, sortir de la terre, affiner, fondre, emmagasiner, distribuer, vendre, aliéner et faire le commerce de métaux, minéraux et substances minérales et tous ou chacun de leurs produits et à cette fin, faire des explorations et des recherches,— miner, extraire, forer, creuser des puits, construire des usines ou autrement agir de la manière qui sera nécessaire;

(*i*) Acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de matériel, machinerie, outillage, dispositifs, provisions et choses susceptibles d'être utilisés en rapport avec les opérations métallurgiques:

(*j*) Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou desd roits de la compagnie ou les rendre profitables;

(*k*) Acquérir ou assumer tout ou aucune partie du commerce, biens et obligations de toute personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou possédant des biens nécessaires aux fins de la compagnie;

its own stock, bonds or other obligations and generally to carry on the business of stock and bond dealers, as brokers or otherwise;

(*b*) To promote, organize, develop, manage or assist in the promotion, organization, development and management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking and as incidental thereto to undertake, manage, control or otherwise deal with the business, assests, liabilities and undertaking of any corporation, firm or individual and to procure capital, credit or other assistance for that purpose;

(*c*) To act as agent for the purpose of issuing or countersigning certificates of stock, bonds or other obligations of any association or municipal or other corporation; to act as transfer agents and registrars in connection with said stock, bonds or other obligations and to manage any sinking funds therefor on such terms as may be agreed upon;

(*d*) To carry on business as real estate agents and assurance broker;

(*e*) To make advances or loans upon the security any goods, wares, merchandise, machinery, automobiles and other vehicules, mining claims, properties, rights, shares, securities or assets of any description and to purchase or otherwise acquire any sale agreement, lien note or other security upon any such property.

(*f*) To buy, sell, exchange, deal in and collect accounts receivable, bills, debts, dues, demands and obligations and claims of all kinds;

(*g*) To carry on the business and operations of a mining, milling, reduction and development company; to prospect, stake, acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, take under option, explore, deal in, sell, dispose of, develop alone or in co-partnership with others or otherwise, mining claims, mining properties of any description, mining rights, preemption rights, mining shares, mining securities, mining assets of any kind or any interest therein;

(*h*) To manufacture, produce, purchase, acquire, search for, win from the earth, refine, smelt, store, distribute, sell, dispose of and deal in metals, minerals and mineral substances and all or any products thereof, and in and to that end to explore, prospect, mine, quarry, bore, sink wells, construct works or otherwise proceed as may be necessary;

(*i*) To buy, sell, manufacture and deal in plants, machinery, implements, conveniences, provisions and things capable of being used in connection with metallurgical operations;

(*j*) To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seen to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(*k*) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

(*l*) Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter, directement ou indirectement, à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

(*m*) Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement ces dites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

(*n*) Conclure tous arrangements avec toutes autorités, municipales, locales ou autres, qui sembleront appropriés aux objets de la compagnie, ou aucun d'eux, et obtenir de toute telle autorité tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, et poursuivre, exercer et se conformer à tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions;

(*o*) Construire, améliorer, entretenir, travailler, gérer, exploiter ou contrôler toutes fabriques, tous entrepôts, usines génératrices, magasins et autre travaux et commodités qui sembleront de nature à promouvoir directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, et contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à leur construction, amélioration, entretetien, exploitation, gérance, exécution ou contrôle;

(*p*) Prêter des deniers aux clients et aux autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

(*q*) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(*r*) Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de la dite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*s*) Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfer, achat, ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou aucune corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et les aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impensesné cessaires;

(*l*) To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(*m*) To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carring on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(*n*) To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(*o*) To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribuate to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

(*p*) To lend money to customers and others having dealing with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

(*q*) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(*r*) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(*s*) To apply for, secure acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(*t*) Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner les personnes qui, conformément aux lois de ce dit pays étranger représenteront cette compagnie et accepteront assignation pour et au nom de la compagnie dans tout procès et poursuite;

(*u*) Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

(*v*) Se joindre ou se fusionner à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*w*) Placer les deniers de la compagnie non immédiatement requis de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

(*x*) Prélever et contribuer à prélever des deniers, et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie, corporation ou par toutes telles personnes ou personnes;

(*y*) Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement attribuer la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

(*z*) Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

(*aa*) Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Hopa Tricia Syndicate Inc. avec un capital total de cent cinquante mille dollars ($150,000.00), divisé en cent cinquante mille (150,000) actions de un dollars ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,

3109 Sous-secrétaire de la Province.

(*t*) To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

(*u*) To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debentures stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(*v*) To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

(*w*) To invest the money of the company not immed ately required in such a manner as may from time to time be determined;

(*x*) To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

(*y*) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

(*z*) To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with other ;

(*aa*) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Hopa-Tricia Syndicate Inc"., with a total capital stock of one hundred and fifty thousand dollars ($150,000. 00) divided into one hundred and fifty thousand (150,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth day of May 1937.

JEAN BRUCHESI,

3110—o Assistant Provincial Secretary.

"Hopa-Tricia Syndicate Inc".

(Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de mai, 1937, constituant en corporation: René Chênevert, avocat, Germaine Boisvert et Gilberte Lemire, toutes deux filles majeures, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

Sans affecter la Loi des Mines de Québec et sans restreindre en aucune manière ses pouvoirs généraux:

(1) Faire des explorations et des recherches, pour découvrir des mines et des minéraux;

(2) Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des mine-

"Hopa-Tricia Syndicate Inc".

(No Personal Liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1937, incorporating: René Chênevert, advocate, Germaine Boisvert and Gilberte Lemire, both spinsters, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Without affecting the Quebec Mining Act and without in any restricting its general powers to:

(1) Prospect and explore for mines and minerals;

(2) Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner, render such

rais quelconques; donner une valeur marchande à ces dits minerais par quelque procédé que ce soit et les vendre ou autrement en disposer;

(3) Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains, droits de mine, droit de préemption ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

(4) Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphes ou de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs, aqueducs, chemins usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

(5) Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec (chap. 80), en la manière y prescrite;

(6) Fabriquer, acheter, et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

(7) Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires à ses opérations et au transport de ses produits;

(8) Recevoir, détenir et disposer d'actions, d'obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière en paiement de minéraux, terrains, marchandises et travaux;

(9) Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de personnes ou compagnies exerçant aucune industrie ou commerce, qu'elle peut elle-même exercer en vertu de cette loi et les payer en tout ou en partie, si telle personne ou compagnie y consent, avec des actions acquittées, et en assumer les dettes et charges;

(10) Faire tous tels actes et opérations qui sont des accessoires à ceux ci-dessus mentionnés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle est constituée en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Hopa-Tricia Syndicate Inc". (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de cent cinquante mille dollars ($150,000.00), divisé en cent cinquante mille (150,000) actions de un dollar ($1.00) chacun.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce vingt-neuvième jour de mai, 1937.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

3111

minerals merchantable by any means whatsoever and sell or otherwise dispose thereof;

(3) Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

(4) Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

(5) Exercice all the powers enumerated in Sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (Chap. 80) in the manner therein prescribed;

(6) Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

(7) Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

(8) Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise and works;

(9) Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business, which it itself may carry on under this Act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

(10) Do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it is incorporated;

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares, under the name of "Hopa-Tricia Syndicate Inc.", (No personal liability), with a total capital stock of one hundred and fifty thousand dollars ($150,000.00), divided into one hundred and fifty thousand (150,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-ninth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
Assistant Provincial Secretary.

3112-o

"J. A. Desrochers & Cie, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de mai 1937, constituant en corporation: J.-Albert Desrochers, Maître barbier, René Lippé, avocat, et Rolande Dugal, Sténographe célibataire, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer le commerce de restaurant, café, salle à manger, taverne, hôtel, marchands de vins, de bière, de tabac, d'eaux gazeuses et autres breuvages, et généralement exercer, dans toutes ses spécialités, le commerce d'hôtel et de taverne, conformément aux dispositions de la Loi des

"J. A. Desrochers & Cie, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of May, 1937, incorporating: J. Albert Desrochers, master barber, René Lippé, advocate, and Rolande Dugal, stenographer, spinster, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business of restaurant, café, dining room, tavern, hotel, dealers in wine, beer, tobacco, aerated waters and other beverages, and to carry on generally, in all the specialities thereof, the hotel and tavern business, in accordance with the provisions of the Quebec Liquor

liqueurs de Québec, et tout commerce qui pourra être exercée ou qui est un accessoire de ce dit commerce;

2. Faire le commerce d'importateurs et d'exportateurs en gros et en détail d'articles d'épiceries, marchandises fines, chaussures, ferronnerie, denrées alimentaires, vins, liqueurs, spiritueux et autres breuvages;

3. Agir comme procureurs, agents ou autrement pour la transaction d'affaires, le placement de fonds, la perception des prêts, rentes, intérêts, dividendes et l'émission, création, manipulation et perception de dettes, hypothèques, débentures, obligations, comptes, billets, coupons et autres garanties pour ces argents;

4. Acquérir pour elle-même ou comme agent pour d'autres, et détenir, utiliser, améliorer, administrer, exploiter, développer, exercer tous les droits qui les concernent, louer, hypothéquer, vendre, en disposer ou autrement en faire le commerce et mettre en valeur des immeubles, réparer et entretenir les édifices sur tous terrains dans lesquels la compagnie pourrait avoir un intérêt, soit comme principal ou comme agent ou sur tout autre terrain, et faire le commerce de matériaux de construction de toutes espèces;

5. Louer, vendre, améliorer, manufacturer, développer, disposer, échanger, mettre en valeur ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune des propriétés, des droits ou de l'actif de la compagnie, pour la considération que la compagnie croira à propos, y compris des actions, obligations, débentures ou garanties de toute autre corporation;

6. Acquérir tous tels placements comme ci-dessus par souscription originaire, commission, participation dans des syndicats ou autrement et totalement payés ou non, et en faire le paiement sur appel ou avant les appels ou autrement, et les garantir et les souscrire conditionnellement ou autrement disposer de, trafiquer sur, et rendre profitables tous les biens de la compagnie;

7. Transiger, entreprendre et faire toutes affaires, transactions, entreprises ou opérations communément transigées, faites ou entreprises par des agents d'immeubles, entrepreneurs et agents généraux;

8. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie, que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

9. Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de la dite entreprise pour la considération que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblable à ceux de la compagnie;

10. Rémunérer toute personne ou personnes ou compagnies pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le paiement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formaion ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

11. Placer les deniers de la compagnie non immédiatement requis de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

12. Se joindre à ou fusionnner avec toute autre compagnie ou toutes autres compagnies dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux mentionnés aux présentes;

Act, or any business capable of being carried on or which may be incidental to the said business;

2. To carry on business as whosale and retail importres of groceries, fancy goods, footwear, ironware, foodstuffe, wines, liquors, alcoholic and other beverages;

3. To act as attorneys, agents or otherwise for the transaction of business, the investments of funds, the collection of loans, rents, interest, dividends and the issuing, making, handing and collection of debts, mortgages, debentures, bonds, bills, notes, coupons and other securities for such moneys;

4. To acquire for itself or as agent for others, hold, use, improve, manage, works, develop, exercise all rights in respect of, lease, mortgage, sell, dispose of, turn to account and otherwise deal with immoveable property, to repair and maintain building upon any lands in which the company may have any interest, either as principal or agent, or upon any other lands, and to deal in building material of a l kinds;

5. To lease, sell, improve, manufacture, develop, exchange, turn to accounpt or otherwise dispose of any or all of the properties, rights or assets of the company, for such consideration as the company may think fit, including shares, bonds, debentures or securities of any other company or corporation;

6. To acquire any such investements as aforesaid by original subscription, commission, participation in syndicates and otherwise and whether or not fully paid up and to make payments thereon as called up or in advance of calls or otherwise, and to underwrite or subscribe for the same, conditionnally or otherwise dispose of, deal with and turn to account any of the assets of the company;

7. To transact, undertake and carry on any business, transaction, undertaking or operations, usually transacted, carried on or undertaken by real estate agents, contractors and general agents;

8. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

9. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

10. To remunerate any person or persons or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

11. To invest the money of the company not immediately required in such a manner as may from time to time be determined;

12. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those herein mentioned;

13. Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

14. Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière, sous le nom de "J. A. Desrochers & Cie, Limitée", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-sixième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
3113-o Sous-secrétaire de la Province.

13. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

14. To do all such other things as are in any way incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "J. A. Desrochers & Cie., Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00) divided into one hundered (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
3114 Assistant Provincial Secretary.

"J. A. Morin, Incorporée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de mai 1937, constituant en corporation: J.-Arthur Morin, courtier, J. Arthur Morin jr., commis, Louis H. Levasseur, marchand, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Généralement et sans restriction aucune, exercer la profession de courtier en valeurs de placements, et faire le commerce des valeurs mobilières, soit obligations, débentures, bons-obligations, bons, actions, ou toutes autres que ce soit, tant en achetant et revendant qu'en vendant à commission ou moyennant une indemnité quelconque de quelque nature qu'elle soit;

Agir comme courtier, agent d'assurance, agent de change, capitaliste, financier, ou garant de titres quelconques, y compris titres à des propriétés mobilières ou immobilières et faire tout commerce se rapportant à l'un quelconque de ce genre d'affaires, et sans aucunement limiter la généralité de ce qui précède;

Exercer toute autre industrie ou opération, même manufacturière, pouvant, dans l'opinion de la Compagnie, être exercée en rapport avec une opération quelconque que la Compagnie est autorisée à faire, ou de nature à augmenter la valeur ou actif quelconque de la Compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et vendre, pour son propre compte, ou pour le compte d'autrui, toute obligation, débenture, action, action-débenture ou autre valeur commerciale ou non commerciale, de tout gouvernement, ou de toute corporation municipale, scolaire ou autre, de toute compagnie ou autres corps publics ou privés quelconques;

Promouvoir, organiser, développer et administrer, prendre part à la promotion, à l'organisation ou à l'administration d'une corporation, d'une compagnie, syndicat ou entreprise quelconque, ou prendre part à ses opérations d'une manière quelconque;

Acquérir ou vendre, en tout ou en partie, à un titre quelconque, les biens, actions ou affaires d'une compagnie autorisée à faire des opérations similaires ou non à celles de la Compagnie, ou possédant des biens ou droits propres aux opérations de cette dernière;

Faire des conventions quelconques au sujet du partage ou fusions des profits ou intérêts, coopération, risques communs, avec toute autre cor-

"J. A. Morin, Incorporée"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the nineteenth day of May, 1937, incorporating: J. Arthur Morin, broker, J. Arthur Morin, Jr., clerk, Louis H. Levasseur, merchant, all of the city of Quebec, for the following purposes:

Generally and without any restriction, to carry on the business of bond and investment broker, and to deal in movable securities, whether bonds, debentures, debenture stock, bonds, shares, or any other securities whatsoever, both by buying and selling the same as well as selling on commission for any remuneration whatsoever and of any nature whatsoever;

To act as brokers, insurance agent, stock broker, capitalist, financier or underwriter of securities of all kinds, including titles to movable and immovable properties and to carry on any business or operation in connection with any one whatsoever of such businesses, and without in any way limiting the generality of the foregoing;

To carry on any other industry or operation, whether manufacturing or otherwise, which, in the opinion of the company, may be carried on in connection with any operation whatsoever which the company is authorized to carry on or calculated to enhance the value or assets of the company;

To purchase or otherwise acquire and sell, for its own account or for the account of others, any bond, debenture, share, debenture-stock, or other commercial or non-commercial security, of any government, or of any municipal, school or other corporation, of any company or other public or private body whatsoever;

To promote, organize, develop and manage, take part in the promotion, organization or management of any corporation, company, syndicate or undertaking whatsoever, or take part in its operations in any manner whatsoever;

To acquire or sell, in whole or in part, under any title whatsoever, the properties, shares or business of any company authorized to carry on operations similar or not to those of the company, or possessed of property or rights suitable for the operations of the latter;

To make any arrangements whatsoever for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, with any other corporation, com-

poration, compagnie, association ou société exerçant ou non des pouvoirs similaires à ceux de la Compagnie;

Prélever et contribuer à prélever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre personne, firme, compagnie ou corporation avec laquelle la présente Compagnie aurait des relations d'affaires, et se porter garants de l'exécution des contrats par ces dites compagnies ou corporations;

Recevoir de l'argent en dépôt, à intérêt ou autrement et avancer et prêter de l'argent et des valeurs de toutes sortes, sous telles conditions qui pourraient être fixées;

Acheter ou autrement acquérir, ou louer, toute propriété mobilière ou immobilière, ou tout autre droit ou privilège pouvant servir aux opérations de la Compagnie. Emettre et disposer d'actions de la Compagnie entièrement acquittées pour toute considération jugée avantageuse par cette dernière, ou en paiement de biens, propriétés, droits ou valeurs qu'elle a le droit d'acquérir ou posséder;

Vendre ou autrement disposer de son entreprise pour quelque prix ou considération que ce soit, et distribuer aux actionnaires de la Compagnie, tout ou partie de son actif en nature ou en argent, par voie de dividende légalement déclaré à même les profits nets de la Compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec (ch. 223 S.R.Q., 1925);

Faire toutes les opérations ou exercer tous les droits et pouvoirs ou faire tous les achats ou ventes ci-dessus mentionnés, pour son propre compte, ou pour le compte d'autrui; Faire toute autre chose se rapportant à l'un quelconque des objets ou opérations ci-dessus mentionnés, seule ou avec, ou pour le compte d'autrui, sous le nom de "J. A. Morin, Incorporée" avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent do lars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour de mai, 1937.

JEAN BRUCHESI,

3115—o Sous-secrétaire de la Province.

pany, partnership or association exercising or not powers similar to those of the present company;

To raise and assist in raising funds and to aid by way of bonus, loans, promises, endorsements, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with which or with whom the present company may have business relations, and to go security for the performance of contracts by the said companies or corporations;

To receive money on deposit, at interest or otherwise and to advance and lend money and securities of all kinds, on such conditions as it may fix;

To purchase or otherwise acquire, or lease any movable or immovable property, or any other right or privilege capable of being used in connection with the company's business. To issue and dispose of fully paid up shares of the company for such consideration as may be deemed advantageous by the latter, or in payment of assets, properties, rights or securities which it is entitled to acquire and possess;

To sell or otherwise dispose of its undertaking for such price or consideration whatsoever, and to distribute among the shareholders of the company all or part of its assets, in kind or cash, by way of dividends declared out of the net profits of the company or in the manner prescribed in article 81 of the Quebec Companies' Act, (ch. 223, R. S. Q., 1925);

To carry on all operations or exercise all rights and powers or make any purchases or sales hereinabove mentioned, for its own account or for the account of others, to do all other things incidental to any of the objects or operations hereinabove mentioned alone or in conjunction with or for others, under the name of "J. A. Morin, Incorporée", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,

3116 Assistant Provincial Secretary.

"Kold-Air Refrigerator Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de mai, 1937, constituant en corporation: Joseph Omer Bonnier, Louis-Philippe Mongeau, et René Côté, comptables, et tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, acheter, vendre, acquérir tous instruments, appareils, produits ou accessoires quelconques de quelque description qu'ils soient et en quel matériel ils consistent, susceptibles d'être employés, ou servant ou considéré comme utiles à la réfrigération, soit pour la produire, soit pour la maintenir, conserver ou réglementer, et aussi tous tels appareils, produits, instruments, ou accessoires susceptibles de produire, de maintenir, de conserver et de réglementer la chaleur, l'électricité, la lumière, la force motrice, et en général trafiquer sur iceux, en faire le commerce en gros et en détail;

2. Manufacturer le fer, l'acier, la fonte, le cuivre, et tous métaux quelconques, les acquérir, acheter, vendre à l'état brut ou ouvré, en faire le

"Kold-Air Refrigerator Limited".

Notice is hereby givan that under Part 1 of the Quebec Compagnies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of May, 1937, incorporating: Joseph Omer Bonnier, Louis Philippe Mongeau, and René Côté, accountants, and all ot the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, buy, sell, acquire any instruments, apparatus, products or accessories whatsoever of any description whatsoever and consisting of any materiel, capable of being used, or used or considered useful in refrigeration, either for its production maintenance, conservation or the regulation thereof, and also any such apparatus, products, instruments or accessories capable of producing, maintaining, conserving or regulating heat, electricity, light, motive power, and generally to traffic and deal therewith both wholesale and retail;

2. To manufacture iron, steel, cast-iron, copper and all metals whatsoever, to acquire, buy, sell the same in their raw or manufactured state,

commerce général, établir toutes usines pour cet objet, opérer toutes carrières, acquérir tous droits, "claims", ou limites, vendre les produits qui en sont extraits, et en faire le commerce général;

3. Faire les affaires de fonderie en général, agir comme ingénieur, fondeur de cuivre, de bronze, de fonte et de tout autre métal susceptible d'être fondu, agir comme forgeron, manufacturer, vendre, acquérir toutes espèces d'articles en fonte, en grès, en fer ou en métal quelconque;

4. Entreprendre la construction et la réparation de tous bâtiments, usines, manufactures et édifices quelconques à quelques fins qu'ils soient destinés à servir, et que ce soit pour les fins de la compagnie ou pour être employés, occupés ou exploités par les tiers; à cette fin offrir des soumissions, conclure des contrats et conventions, conduire des travaux, agir comme contremaître, entrepreneurs, intermédiaires et mandataires;

5. Faire les travaux de confection de chemins, de trottoirs, de voirie, creuser et construire les tunnels, souterrains, excavations et y installer tous systèmes ou appareils d'aération, de refrigération ou de chaleur, manufacturer, acheter, acquérir, vendre toutes machineries, tous appareils ou instruments propre à produire les uns ou les autres des résultats mentionnés au présent paragraphe, ou employés pour atteindre les objets détaillés aux paragraphes précédents, et autrement trafiquer sur iceux, sous le nom de "Kold-Air Regrigerator Limitted", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars ($99,000.-00), divisé en quatre-vingt-dix-neuf mille (99,000) actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-septième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
3117–o Sous-secrétaire de la Province.

not taxable

"La Bibliothèque des Enfants"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de mai 1937, constituant en corporation sans capital-actions: Dame Jeanne Boyer, épouse contractuellement séparée de biens de M. H. Gurth Pretty, médecin, Dame Blanche Garceau, épouse contractuellement séparée de biens de M. Honoré Parent, avocat, Demoiselle Simonne Lanctot, fille majeure, tous de la ville de Montreal, Dame Gabrielle Geoffrion, épouse contractuellement séparée de biens de M. Claude Melançon, publiciste, de la ville d'Outremont, Demoiselle Gabrielle Labelle, fille majeure, de la ville de Westmount, dans les buts suivants:

L'organisation et la direction de bibliothèques pour enfants de six (6) à dix-sept (17) ans, ainsi que le prélèvement de fonds nécessaires à leur maintien, sous le nom de "La Bibliothèque des Enfants".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de dix mille dollars ($10,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, vingt et unième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
3119–o Sous-secrétaire de la Province.

and generally to deal therewith, to establish plants for such purpose, operate any quarries, acquire all rights, claims, or limits, sell the products extracted from the same, and generally to deal therewith;

3. To carry on a general foundry, to act as engineer, founders of copper, bronze, cast iron and any other metal capable of being smelted, to act as blacksmiths, to manufacture, sell, acquire all kinds of articles of cast-iron, earthenware, iron or metal whatsoever;

4. To undertake the building and repairing of buildings, plants, factories and houses whatsoever destined for any purposes whatsoever, and whether for the purposes of the company or to be used, occupied or operated by third parties; for such purpose to submit tenders, enter into contracts and agreements, conduct works, act as foreman, contractors, intermediairies and mandatories;

5. To undertake the building of roads, sidewalks, roadworks, to dig and build tunnels, subways, excavations and to install therein any ventilating, refrigerating or heating systems or apparatus, to manufacture, buy, acquire, sell any machinery, apparatus or instruments capable of producing one or more of the results mentioned in the present paragraph, or used for the attainement of the objects detailed in the preceding paragraphe, and otherwise to deal therewith, under the name of "Kold-Air Refrigerator Limited", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars ($99,000.00), divided into ninety nine thousand ((99,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company wil be in the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary this seventeenth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
3118 Assistant Provincial Secretary.

"La Bibliothèque des Enfants"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of May, 1937, to incorporate as a corporation without share-capital: Dame Jeanne Boyer, wife separate as to property by marriage contract of Mr. H. Gurth Pretty, physician, Dame Blanche Garceau, wife separate as to property by marriage contract of Mr. Honoré Parent, advocate, Miss Simonne Lanctot, spinster of the age of majority, all of the City of Montreal, Dame Gabrielle Geoffrion, wife separate as to property by marriage contract of Mr. Claude Melançon, publicist, of the town of Outremont, Miss Gabrielle Labelle, spinster of the age of majority, of the City of Westmount, for the following purposes:

The organization and direction of libraries for children from six (6) to seventeen (17) years of age, as well as the raising of the funds necessary for its maintenance, under the name of "La Bibliothèque des Enfants".

The amount to which the annual revenues from the immovable properties which the corporation may possess shall be limited, is ten thousand dollars ($10,000.00).

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
3120 Assistant Provincial Secretary.

"La Chaussure "Lévis" Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de mai 1937, constituant en corporation Wilfrid Couture, manufacturier de chaussures, Alice Couture, ménagère, tous deux de Lévis, et Henri Ruel, manufacturier de chaussures, de Québec, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ces spécialités le commerce de manufacturier, négociants, commerçants, agents, courtiers, spécialement en chaussures, claques, peaux, cuirs, gants et mitaines, coiffures, vêtements, habillements, complets, accoutrement de toutes sortes, soit en gros ou en détail, à la fois comme principaux et agents, pour eux-mêmes et pour d'autres;

Acquérir par achat, bail ou autrement, tels terrains, bâtisses ou autres propriétés ou matériels, et ériger et exploiter telles manufacture, boutiques, bâtisses, usines, machines ou autres installations aventageuses et nécessaires pour le bon exercice de la compagnie, et les vendre, échanger, louer ou remplacer ou en disposer autrement et faire le commerce de matériaux de construction;

Acquérir toute autre industrie manufacturière ou autre qui paraîtra à la compagnie susceptible d'être convenablement exploitée en rapport avec son commerce ou censée directement ou indirectement accroître la valeur des biens et droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acheter ou acquérir autrement la totalité ou aucune partie des biens commerce, propriété, privilèges, contrats, droits, obligations et passifs de toute personne, société commerciale ou corporation exerçant tout commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou tout commerce semblable ou en possession de biens convenables pour les fins de tel commerce;

Vendre, louer ou disposer autrement de l'entreprise et biens de la compagnie ou d'aucune partie d'iceux, pour tel considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour des actions, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

Emettre et répartir comme entièrement acquittées des actions de la compagnie incorporée par les présentes, en paiement ou en partie de paiement de toutes patentes, brevets d'inventions, ou d'aucuns biens meubles ou immeubles, droits ou choses acquis à la compagnie, ou pour elle, ou pour services rendus à la compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de charge, connaissements, mandats et autres effets négociables et transférables;

Emprunter de l'argent et donner en garantie de ces emprunts des hypothèques sur les propriétés possédées par la compagnie et émettre des bons ou débentures garantis sur les propriétés de la compagnie;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnies en nature, tous biens de la compagnie et en particulier toutes actions, débentures ou garanties dans toutes compagnies, dont la compagnie peut avoir le droit de disposer;

Jouir de tous les autres droits et pouvoirs accordés par la loi aux compagnies;

Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs et tout commerce se rapportant à l'accomplissement des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "La Chaussure "Lévis" Ltée", avec un capital total de dix-neuf mille

"La Chaussure "Lévis" Ltée".

Notice is hereby given that under the Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of May, 1937, incorporating: Wilfrid Couture, shoe manufacturer, Alice Couture, housekeeper, both of Lévis, and Henri Ruel, shoe manufacturer, of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of manufacturer, traders, dealers, agents, brokers, particularly of shoes, rubbers, hides, leathers, gloves and mittens, millinery, wearing-apparel, garments, suits, attire of all kinds, whether wholesale or etail, at the same time as principals and agents, for themselves and for others;

To acquire by purchase, lease or otherwise, such lands, buildings or other properties or materials, and to erect, install and operate such manufactories, workshops, buildings, plant, machines or other installations advantageous and necessary for the succesful operation of the business of the company, and to sell, exchange, lease or replace or otherwise dispose of the same and to deal in building materials;

To acquire any other industry, manufacturing or otherwise, which may seem capable to the company of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable the property or rights of the company;

To purchase or otherwise acquire the whole or any part of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any person, commercial partnership or corporation carrying on any business which the present company is authorized to carry on or any similar business or possessed of properties suitable for the purposes of such business;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking and assets of the company or any part thereof, for such consideration which the company may deem reasonable, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To issue and allot as fully paid up shares of the company hereby incorporated, in payment or part payment for any patents, patents of invention, or any movable or immovable properties, rights or things acquired by the company, or for it, or for services rendered to the company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To borrow money and give as security for such loans hypothec on the properties possessed by the company and to issue bonds or debentures guaranteed by the properties of the company;

To distribute amongst the shareholders of the company in kind, any assets of the company and in particular any shares, debentures or securities in any companies, which the company has the right to dispose of;

To enjoy all other rights and powers granted by law to Companies;

To do all acts and exercise all powers and carry on any business incidental to the attainment of the objects for which the company is incorporated, under the name of "La Chaussure "Lévis" Ltée", with a total capital stock of nineteen thou-

neuf cents dollars ($19,900.00), divisé en quatre mille cinq cents (4,500) actions communes de un dollar ($1.00) chacune et mille cinq cent quarante (1,540) actions privilégiées de dix dollars ($10.00) chacune.

Les actions privilégiées donneront droit à un dividende de 6% l'an, cumulatif, avant qu'aucun dividende ne soit payé sur les actions ordinaires et ne confèreront pas le droit de vote à leur détenteur.

Le bureau principal de la compagnie sera à Lévis, dans le district de Québec.

Daté du bureau du sécrétaire de la province, ce vingt-septième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,

3121—o Sous Secrétaire de la Province.

"La Cie de Conserves de Valleyfield Ltée—Valleyfield Canning Company Ltd.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de mai 1937, constituant en corporation: Philorum Billette, Marchand, Stanislas Wilfrid Laroche, Médecin, et Donat Lebeuf, Epicier-boucher, tous de Valleyfield, dans les buts suivants:

1. Acquérir et posséder, par achat ou autrement, tous biens meubles et immeubles pour l'exploitations d'une industrie de mise en conserves de fèves, tomates, pois, blé d'Inde, et tous autres produits de la ferme;

2. Acquérir, posséder ou louer, les clientèles, droits et privilèges de toutes sortes utiles ou nécessaires aux affaires de la compagnie, et les payer en tout, ou en partie, en argent ou en actions libérées, obligations ou autres garanties ou valeurs;

3. Acheter toutes matières premières, machineries, outillage, acheter ou louer toute bâtisses et immeubles, louer de la main-d'œuvre ou de la machinerie se rapportant directement ou indirectement à l'exploitation de l'industrie de la mise en conserve;

4. Vendre tous produits finis, ou en fabrication ou à l'état de matières premières, directement ou indirectement, soit à l'acheteur, soit par l'intermédiaire de courtiers ou autres agents, et en recevoir le paiement en argent, ou autres effets correspondants;

5. Emettre des actions, ordinaires et privilégiées, et obligaions, et les vendre directement ou indirectement, en payant une commission à tout agent ou entremetteur, cette commission pouvant être payée soit en argent, soit en actions libérées de la cie, soit en obligations, ou autres garanties ou valeur;

6. Acquérir ou continuer l'entreprise en actif et passif de toutes personnes ou compagnies faisant en tout ou en partie des affaires semblables à celles que la compagnie est autorisée à faire et en ce but acquérir toutes les actions de telles compagnies, ou aucune d'elles;

7. Améliorer, administrer, échanger, louer et vendre les biens de la cie, en argent ou en actions, obligations ou autres garanties d'une autre cie, et en acheter de nouveau et disposer de l'entreprise de la compagnie pour les mêmes considérations;

8. Se fusionner et s'amalgamer avec toutes autres compagnies, sociétés ou personnes dans le même genre d'affaires; faire aucunes conventions avec tous pouvoirs ou autres autorités municipales, locales ou autres pour aider la compagnie dans la poursuite de ses opérations et obtenir de

sand nine hundred dollars ($19,900.00), divided into four thousand five hundred (4,500) common shares of one dollar ($1.00) each and one thousand five hundred and forty (1,540) preferred shares of ten dollars ($10.00) each.

The prefered shares are entitled to a divided of 6% per-annum, cumulative, before any dividend be paid on the common shares and the holders thereof will not be entitled to vote.

The head office of the Company will be at Lévis, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,

3122 Assistant Provincial Secretary.

"La Cie de Conserves de Valleyfield Ltée—Valleyfield Canning Company Ltd.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of May, 1937, incorporating: Philorum Billette, merchant, Stanislas Wilfrid Laroche, physician, and Donat Lebeuf, grocer-butcher, all of Valleyfield, for the following purposes:

1. To acquire and own, by purchase or otherwise, any movable and immovable properties for the operation of a canning industry including beans, tomatoes, peas, corn and all other farm products;

2. To acquire, own or lease, the goodwill, rights and privileges of all kinds useful or necessary for the business of the company, and to pay for the same in whole or in part in cash or paid-up shares, bonds or other stock or securities;

3. To purchase any raw materials, machinery, equipement, to purchase or lease any buildings and immovables, to hire the manual labor or the machinery directly or indirectly incidental to the operation of the canning industry;

4. To sell any finished or partly finished products or in their natural state of raw materials, directly or indirectly, either to the purchaser, or through the intermediary of brokers or other agents, and to receive payment for same in cash or other corresponding effects;

5. To issue shares, common or preferred, and bonds, and to sell the same directly or indirectly, by paying a commission to any agent or go-between, such commission to be paid either in cash, or in paid-up shares of the company, or in bonds or other stock or securities;

6. To acquire or continue the undertaking including the assets and liabilities, of any persons or companies carrying on in whole or in part a business similar to that which the company is authorized to carry on and for such purpose to acquire all the shares of such compagnies, or any one thereof;

7. To improve, manage, exchange, lease and sell the properties of the company for cash or shares, bonds or other securities of any other company, and to repurchase the same and to dispose of the undertakings of the company for the same consideration;

8. To unite and amalgamate with any other compagnies, partnerships or persons engaged in a like business; to enter into agrements with any powers or authorities, municipal, local or otherwise, to assist the company in the pursuit of its operations and to obtain from such authorities

telles autorités tous droits, privilèges et concessions et les mettre à exécution;

9. Acheter, prendre à bail ou en échange ou autrement acquérir, toutes propriétés, fonds de commerce, goodwill ou achalandage, et les droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires et convenables pour les fins de ses opérations;

10. Eriger, construire et exploiter des manufactures, usines, édifices, lieux, aux fins dudit commerce et des entrepôts frigorifiques;

11. Procéder à la culture, à la préparation ou transformation, à la vente, en gros ou en détail, à l'état naturel ou manufacturé, de tous les produits agricoles en général;

12. Tenir un ou des magasins, entrepôts, ou autres bâtisses pour le commerce, en gros ou en détail, de tous ses produits manufacturés ou non;

13. Exploiter toutes autres industries connexes aux objets pour lesquels la compagnie est constituée;

14. Prêter des deniers aux clients et à d'autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats pour telles personnes;

15. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

16. Hypothéquer, nantir ou autrement affecter les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie pour garantir le remboursement des prêts ou le paiement ou la satisfaction de toutes autres dettes, contrats ou obligations de la compagnie;

17. Emprunter les montants que la compagnie jugera à propos et utile d'emprunter et cela en aucun temps et aussi souvent qu'elle le jugera nécessaire;

18. Payer à même les fonds de la compagnie la totalité ou toute autre partie des dépenses de la compagnie, ou dépenses incidentes à sa promotion et à son organisation, sous le nom de "La Cie de Conserves de Valleyfield Ltée— Valleyfield Canning Company Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en huit cents (800) actions d'une valeur au pair de vingt-cinq dollars ($25.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Valleyfield, dans le district de Beauharnois.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-neuvième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,

3123-o Sous-secrétaire de la Province.

and carry out any rights, privileges and concessions;

9. To purchase, take on lease or in exchange or otherwise acquire any properties, stock in trade, goodwill or custom, and the rights and privileges which the company may deem necessary for the purposes of its operations.

10. To erect, construct and operate factories, plants, buildings, premises, for the purposes of the said business and coldstorage warehousing;

11. To proceed with the cultivating, preparation or transformation, the sale, both whosale or retail, in their natural or manufactured state, of all farm produce in general;

12. To keep one or more stores, warehouse or other buildings for the business, wholesale or retail, of the manufactured or unmanufactured product;

13. To operate any other industries incidental to the objects for which the company in incorporated;

14. To lend money to customers or others having business dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

15. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

16. To hypothecate, mortgage or otherwise encumber the movable or immovable properties of the company to secure the redemption of loans or the payment or satisfaction of any other debts, contracts or obligations of the company;

17. To borrow the amounts which the company may deem useful and proper to borrow and such at any time and as often as il may deem it expedient;

18. To pay out of the funds of the company all or any other part of the expenses of the company, or the expenses incidental to its promotion and its organization, under the name of "La Cie de Conserves de Valleyfield Ltée — Valleyfield Canning Company Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of a par value of twenty five dollars ($25.00) each.

The head office of the company will be at Valleyfield, in the district of Beauharnois.

Dated at the office of the Provincial Secretary this twenty-ninth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,

3124 Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie de Construction Nouvelle—The New Construction Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingtième jour de mai 1937, constituant en corporation: Laval Couet, comptable, Rose-Alma Gaudreau, et Aline Monier, sténographes, filles majeures usant de leurs droits, tous de Québec, dans les buts suivants:

1. Entreprendre l'érection et la construction de bâtisses de toutes sortes et descriptions; entreprendre l'érection et la construction de chemins, canaux, quais, barrages, écluses, ponts, aqueducs, égouts, trottoirs, filtres, réservoirs, viaducs, tunnels, entrepôts et travaux semblables, et des bâtiments de toutes sortes et descriptions, y compris églises, chapelles, écoles, couvents,

"La Compagnie de Construction Nouvelle—The New Construction Company".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr Alfred Morisset, in conformity with Article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twentieth day of may, 1937, incorporating: Laval Couet, accountant, Rose-Alma Gaudreau, and Aline Monier, stenographers, spinsters of the age of majority and in the use of their rights, all of Quebec, for the following purposes:

1. To undertake the erection and construction of buildings of all kinds and description; to undertake the building and construction of roads, canals, wharves, barrages, dams, bridges, waterworks, sewers, sidewalks, filters, reservoirs, viaducts, tunnels, warehouses and similar work, and buildings of every kind and description, including churches, chapels, schools, convents,

collèges, presbytères, maisons à logements, maisons de rapport, hôtels, cottages, conciergeries, garages, fermes, maisons de pension, restaurants, buanderies; fournir des estimés, plans, dessins, spécifications et tous autres détails et données relatifs à des travaux et édifices privés ou publics de toutes descriptions et faire des travaux et construire des édifices de toutes descriptions, et faire des affaires, diriger des travaux et des entreprises comme entrepreneurs et constructeurs, d'une manière générale; faire le commerce des matériaux de construction et fournitures pour les ingénieurs, les constructeurs et les entrepreneurs; inspecter et évaluer toutes sortes de matériaux entrant dans ou en relation avec telles constructions;

colleges, presbyteries, dwelling houses, tenement houses, hotels, cottages, apartment houses, garages, farms, boarding houses, restaurants, laundries, to furnish estimates, plans, designs, specifications and any other details and data respecting public or private works or buildings of every description and to carry on works and erect buildings of every description, and to engage in and carry on business, direct works and undertakings as contractors and builders generally, to deal in, building materials and supplies for engineers, builders and contractors, to inspect, and estimate any kind of materials which may enter in or be incidental to the said constructions;

2. Manufacturer, entreprendre, importer, exporter, acheter, vendre, louer, échanger, soit comme principaux, soit comme agents, de la céramique, du ciment, des tuiles, du verre, de la chaux, de l'asphalte, du plâtre, du sable, de l'amiante, de la brique, de la pierre, du granit, des appareils de chauffage, du matériel pour plombiers, plâtriers, couvreurs, menuisiers, du gaz, des fournitures au sujet de l'électricité, des bouilloires, du fer et de l'acier fondus; acheter, manufacturer, préparer et traiter du fer, de l'acier et du bois sous toutes ses formes et de toutes manières; acquérir, exploiter, vendre et échanger des mines, carrières de pierre, granit, lits de sable, des limites forestières, des moulins à scier ou à débiter et des scieries en général;

2. To manufacture, undertake, import, export, buy, sell, lease, exchange, either as principals or as agents, ceramic, cement, tiles, glass, lime, asphalt, plaster, sand, asbestos, brick, stone, granite, heating appliances plumbers' plasterers', roofers', joiners' supplies gas, electric appliances, boilers, iron and cast steel; to purchase, manufacture, prepare and treat iron, steel and lumber under all forms and in all manner; to acquire, operate, sell and exchange mines, stone and granite quarries, sand pits, timber limits, saw-mills, planing mills and sawing plants in general;

3. Acquérir, posséder, détenir et posséder la propriété mobilière et immobilière, nécessaire ou rapportant à l'exercice d'aucun des pouvoirs conférés par les présentes à la Compagnie, et vendre, louer, ou autrement disposer de la dite propriété;

3. To acquire, own, hold and possess the property, movable and immovable, necessary or incidental to the performance of any of the powers hereby conferred on the company, and to sell, lease or otherwise dispose of the said property;

4. Acquérir ou administrer la propriété, les droits, entreprise et actif de toute nature, de toutes personnes ou compagnies incorporées ou autrement, faisant toute affaire ou conduisant toute entreprise dans les attributions et pouvoirs de la compagnie, et pour toute considération comprenant des actions acquittées de la compagnie;

4. To acquire or manage the property, rights, undertaking and assets of any kind of any persons or companies, incorporated or otherwise, carrying on any business or conducting any undertaking within the scope of the powers of the company, and for any consideration, including paid-up shares of the company;

5. Acquérir les stocks, les bons, débentures et autres certificats de toute compagnie incorporée formée et organisée pour les fins, ou pour quelques-unes des fins permises à la compagnie, ou s'y rattachant ou s'y rapportant , et en échange pour le capital, les bons ou débentures de la compagnie ou pour toute considération;

5. To acquire the stock, bonds, debentures or other certificates of any company incorporated, formed and organized for the purposes, or for any one of the purposes permitted to the company, or incidental thereto, and in exchange for the capital, bonds or debentures of the company, or for any other consideration;

6. Faire et exécuter tout ce que l'on peut comprendre légalement sous le terme "d'entrepreneur ou contracteur général". Conclure et exécuter, ou faire exécuter par d'autres des contrats pour démolissements, constructions, reconstructions et améliorations de toutes sortes et de tous genres, y compris quais, chemins, ponts, bâtisses et toutes autres constructions de toutes dimensions et de toutes espèces, et en tous lieux, et tel que peut le permettre l'Autorité Législative de la Province de Québec, et faire tout ce qui sera légalement permis, utile et nécessaire à la dite compagnie eu égard au but pour lequel elle est fondée et créée;

6. To carry on and perform everything which may lawfully be included in the term "general builder or contractor". To enter into, and carry out, or cause to be carried out by others, contracts for demolishing, construction, reconstruction and improvement of all sorts and all kinds, including wharves, roads, bridges, buildings and other constructions, of all sizes and of all kinds and in any places, and such as may be allowed by the Legislative Authority of the Province of Quebec, and to do anything which may be lawfully allowed and required for the said company respecting the purpose for which it is founded and created;

7. Exercer le commerce de bois et le négoce de bois dans toutes ses spécialités, et tout autre commerce s'y rapportant, y compris l'achat, la vente et le commerce de toutes sortes de bois coupés et équarris, sciés, et bois de charpente, billes, dormants, pilotis, poteaux de télégraphe et de téléphone, poteaux de clôtures, bois et tous autres produits de la forêt; exercer dans toutes ses spécialités le commerce de fabricant ou négociant de billots, bois de charpente, bois de construction, pulpe, bois de pulpe, papier et autres produits et matériels dans lesquels le bois entre ou

7. To carry on the business of lumbering and the lumber trade in all its branches, and all other business incidental thereto, including buying, selling and dealing in all kinds of sawed, squared and hewed lumber and timber, saw logs, ties, piling, telegraph and telephone poles, fence posts, wood and all other products of the forest, to carry on in all its branches the business of manufacturers or dealers in logs, lumber, timber, pulp, pulpwood, paper and other products and materials into which wood enters or forms a part, sand, gravel, cement and building materials

forme une partie, sable, gravier, ciment et matériaux de construction, les choses de toutes sortes requises par les entrepreneurs; et exercer le commerce de manufacturier d'objets se rattachant au commerce du bois et propriétaire de moulin à scie et autres du même genre et établir des boutiques ou magasins, et acheter, vendre, et faire le commerce de marchandise en général se rapportant au commerce de la compagnie;

8. Acquérir, posséder, recevoir, détenir, acheter, vendre, échanger, louer ou autrement faire le commerce de biens meubles ou immeubles et propriétés immobilières, les vendre, les améliorer les embellir, les faire valoir, les développer, les céder, les louer, les transmette, les transporter, les gérer, et généralement exercer le commerce d'agents d'immeubles dans toutes les spécialités;

9. Subdiviser des terrains et propriétés en lots à bâtir, rues, parcs et emplacements pour fins résidentielles ou autres, et construire, détenir, utiliser et exploiter des systèmes d'aqueduc, d'égouts et de drainage en rapport avec les dits terrains;

10. Faire les affaires de camionneur, charretier et tout ce qui concerne le charroyage de marchandise ou matériaux;

11. S'unir à toute autre compagnie, ou individu au moyen d'amalgamation, société ou autre genre d'association, dans le but d'exercer toutes sortes d'entreprises, d'affaires, projets, permis à la compagnie;

12. Acheter et se procurer des outils, matériaux, machineries, matériel, effets, provisions et marchandises d'une manière générale, établir des magasins, entrepôts et autres places d'affaires et vendre et disposer de la propriété ainsi acquise;

13. Utiliser, contrôler et opérer aucune des œuvres entreprises, bâties ou construites par la compagnie, à l'exception de voies ferrées, tramways, lignes de télégraphe et de téléphone et disposer des droits de la compagnie dans ces entreprises, dans telle mesure et de telle manière permises par la loi, et faire des contrats à ce sujet;

14. Acquérir, posséder, acheter, vendre et céder des actions, obligations, bons, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation exerçant une industrie ou un commerce de même nature ou s'y rattachant;

15. Exercer toute autre industrie, qui semblera à la compagnie susceptible d'être exercée en même temps que son industrie, ou de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

16. Etablir des agences et succursales; agir comme agent de manufacturiers et de commerçants en semblable matière;

17. Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière appartenant à la compagnie comme garantie de toutes obligations, débentures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre ou autres obligations dont la compagnie est responsable ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

18. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

19 Demander, acheter ou autrement acquérir, vendre et exploiter des brevets, droits brevetés, droits d'auteurs, marques de commerce, formules, permis, concessions, le tout dans des matières du ressort des affaires de la compagnie;

20. Faire telles autres choses non particulièrement spécifiées dans les présentes mais pouvant se rapporter à, ou être utiles pour la conduite

and contractors' supplies of all kinds; to carry on the business of manufacturers of objects connected with the lumber trade and proprietors of saw-mills and other mills of a similar nature and to establish shops or stores, and to purchase, sell and deal in general merchandise, connected with the company's business;

8. To acquire, own, receive, hold, buy, sell, exchange, lease or otherwise deal in movable propeties and real estate, to sell, improve, embellish, turn to account, develop, assign, lease, transmit, transfer, manage the same, and generally to carry on the business of real estate agents in all its branches;

9. To subdivide lands and properties into building lots, streets, parks and emplacements for residential or other purposes, and to construct, hold, use and operate waterworks, sewerage and drainage systems in connection with the said lands;

10. To carry on business as truckmen, carters and everything concerning the cartage of merchandise or materials;

11. To unite with any other company, or individual, by almagamation partnership, or other association for the purpose of carrying on any business, undertakings and projects permitted to the company;

12. To purchase and procure tools, materials, machinery, plant, wares, provisions and merchandise in a general manner, establish stores, warehouses and other places of business, and to sell and dispose of the property so acquired;

13. To utilize, control and operate any works, enterprises, built or constructed by the company, with the exception of railways, tramways, telegraph and telephone lines, and to dispose of the rights of the company in the said enterprises, to the extend and in the manner permitted by law, and to enter into contracts with regard to the same;

14. To acquire, own, buy sell and assign shares' stocks, bonds, debentures or other securities of any other company or corporation carrying on an industry or a business of a like nature or incidental thereto;

15. To carry on any other industry, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its industry, or calculated to directly or indirectly benefit the company;

16. To establish agencies and branches; to act as manufacturers' and dealers' agent in similar matters;

17. To hypothecate, mortgage and pledge any movable or immovable property belonging to the company as security for any bonds, debentures or other securities which the present company is lawfully authorized to issue or other obligations for which the company is liable or any sums of money borrowed for the purposes of the company;

18. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable documents;

19. To apply for, purchase or otherwise acquire sell and operate patents, patent rights, copyrights, trademarks, formulae, permits, concessions, the whole in matters within the scope of the powers of the company;

20. To do such other things not particularly specified in these presents, but which may relate to, or be useful for the full and complete

plus parfaite et plus complète de chacun ou de tous les pouvoirs conférés par les présentes;

21. Louer, donner à bail, vendre, échanger ou autrement utiliser et disposer d'aucun et de tous les droits et pouvoirs, de la propriété et de l'actif d'une manière générale de la compagnie;

22. Vendre, améliorer, administrer, développer échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier ou disposer, pour toute considération, la tatalité ou une partie quelconque des biens, droits, pouvoirs, intérêts et propriétés de la compagnie;

23. Émettre et répartir les actions entièrement ou partiellement acquitées du capital-actions de la compagnie en paiement ou partie de paiement de tous biens mobiliers ou immobiliers, achetés ou autrement acquis par la compagnie, ou tous services rendus à la compagnie sous le nom de "La Compagnie de Construction Nouvelle"—The New Construction Company", avec un capital total de Vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions ordinaires de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec, Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,

3125—o Sous Secrétaire de la Province.

carrying on of all or any of the powers hereby conferred;

21. To lease, give on lease, sell, exchange or otherwise use and dispose of, in a general manner, all or any of the rights and powers, property and assets, of the company;

22. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, alienate, turn to account or otherwise deal with or dispose of, for any consideration, the whole or any part whatsoever of the assets, rights, powers, interests and properties of the company;

23. To issue and allot fully paid-up or partly paid-up shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any movable or immovable property, purchased or otherwise acquired by the company, or for any services rendered to the company, under the name of "La Compagnie de Construction Nouvelle—The New Construction Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.-00), divided into two thousand (2000) common shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,

3126 Assistant Provincial Secretary.

"La Cie de Publication de Rouyn".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de mai 1937, constituant en corporation: G. Antoine Rioux, Médecin, Eric Maurice, Imprimeur, Charles Lafontaine, et J. H. Bertrand, Agents, Albert Meunier, Employé C. N. R., tous de Rouyn, dans les buts suivants:

1. Faire toutes impressions commerciales de tout genre et tous travaux d'imprimerie;

2. Editer, publier et imprimer un hebdomadaire qui portera le nom de "La Frontière" lequel sera la propriété de la compagnie, sera géré et administré par la dite compagnie, laquelle pourra dans le futur en faire un bi-hebdomadaire ou quotidien ou encore en suspendre la publication suivant la décision du bureau de direction et de la majorité en valeur des actionnaires réunis aux fins d'approuver telle décision;

3. Editer, publier et imprimer tous autres journaux, revues, livres, brochures d'un caractère commercial littéraire ou autres;

4. Faire tous contrats relatifs à telles impressions, annonces éditions, publication, tout ce qui peut concerner les travaux d'imprimerie;

5. Faire le commerce de librairie, papeterie, meubles de bureau et autres fournitures;

6. Acquérir et posséder tous les meubles ou matériaux nécessaires à l'exploitation de la dite imprimerie et du dit journal lesquels seront considérés comme un actif de la compagnie, et également les aliéner;

7. Acquérir et posséder les immeubles que la compagnie jugera nécessaires pour son exploitation et également les aliéner;

8. S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie, corporation ayant des objets similaires, en tout ou en partie à ceux de cette compagnie, y conclure tout arrangement pour le partage des

"La Cie de Publication de Rouyn".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty seventh day of May, 1937 incorporating: G. Antoine Rioux, physician, Eric Maurice, printer, Charles Lafontaine, and J.-H. Bertrand, agents, Albert Meunier, employee of the C.N.R., all of Rouyn, for the following purposes:

1. To do all kinds of commercial printing and printing jobs;

2. To edit, publish and print a weekly paper which shall bear the name of "La Frontière" the same shall be the property of the company, shall be managed and directed by the said company, and shall in the future become a bi-weekly or daily paper or the publication or which may be suspended according to the decision of the board of directors and the majority in value of shareholders assembled for the purpose of approving the said decision;

3. To edit, publish and print any other journals, reviews, books, booklets of a litterary, commercial or other nature;

4. To make any contracts respecting such printing, advertising editions, publications, anything which may concern printing jobs;

5. To carry on the business of bookseller, stationer, dealer in office and other furniture and furnishings;

6. To acquire and own any movables or materiels necessary for the operation of the said printing business and the said newspaper, the same to be considered as an asset of the company, and also to dispose thereof;

7. To acquire and own immovables which the company may deem necessary for its operation and also to dispose thereof;

8. To unite or amalgamate with any other company, corporation having objects similar in whole or in part to those of the present company, to enter into arrangements therewith for

profits, l'union des intérêts, coopération, risques conjoints, concessions réciproques ou autrement, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exploiter aucun commerce ou transaction que la compagnie est autorisée à exploiter ou exercer ou étant susceptible et d'être conduit de manière à bénéficier directement ou indirectement à cette compagnie, et prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement, et aider toutes telles personnes, compagnies ou corporations et acquérir par souscription, achat ou autrement, et prendre, utiliser et détenir les actions et valeurs de toute compagnie, corporation, et les vendre avec, ou sans garantie de capital ou intérêt, ou autrement, les négocier ou en disposer;

9. Rénumérer par paiement en argent, ou avec l'approbation des actionnaires par l'émission d'actions, débentures ou autres valeurs de la compagnie, toute personne, firme ou corporation pour services rendus ou à rendre, en plaçant ou aidant à placer, ou en garantissant le placement d'aucune des actions ou débentures ou autres autres valeurs de la compagnie, ou dans, ou concernant la formation ou la promotion de la compagnie ou la conduite des opérations;

Emprunter tous montants que la compagnie jugera convenable et nécessaire pour les fins de son exploitation, faire des contrats de tous tels emprunts à tels termes et conditions et sur telles valeurs qui seront jugées convenables et garantir le remboursement de toutes obligations de la compagnie, hypothéquer, nantir, donner en gage ou autrement, grever ou exploiter, en aucune manière quelconque, les propriétés de la compagnie en tout ou en partie soit mobilières ou immobilières;

10. Fixer, faire, accepter, endosser, payer, émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, obligations, débentures, mandats et autres effets négociables et transférables;

11. Faire toute chose, exercer tout pouvoir nécessaire à l'exécution des objets pour lesquels, la compagnie est incorporée, sous le nom de "La Cie de Publication de Rouyn".

Le montant du capital-action de la compagnie est de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante dollars ($50.00) chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de deux mille dollars ($2,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Rouyn, dand le comté de Témiscamingue, district de Pontiac.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de mai 1937.

ARMAND VIAU,

3127—o Sous-secrétaire-suppléant de la Province.

for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such persons, companies or corporations and to acquire by subscription, purchase or otherwise, and to take, utilize and hold shares and securities of any company, corporation, and to sell the same, with or without warranty as to capital or interest, or otherwise deal with or dispose thereof;

9. To remunerate by payment in cash, or with the approval of the shareholders by the issue of shares, debentures or other securities of the company, any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares or debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To borrow any amounts which the company may deem suitable and necessary for the purposes of its operation, to make contracts for any such loans upon such terms and conditions and upon such securities as may be deemed expedient and to guarantee the redemption of any bonds of the company, hypothecate, mortgage, pledge or otherwise encumber or exploit in any manner whatsoever, the porperties of the company in whole or in part whether movable or immovable;

10. To draw, make, accept, endorse, pay, issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, bonds debentures, warrants and other negotiable and transferable instruments;

11. To do all things, exercise any power necessary for the carrying out of the objects for which the company is incorporated, under the name of "La Cie de Publication de Rouyn".

The amount of the capital stock of the company is twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars ($50.00) each, and the amount with which the company shall commence its operations is two thousand dollars ($2,000.00).

The head office of the company will by at Rouyn, in the county of Témiscamingue, district of Pontiac.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of May, 1937.

ARMAND VIAU,

3128 Acting Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie d'Occident, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de mai, 1937, constituant en corporation René Lippé, avocat, et Rolande Dugal, sténographe, célibataire, tous deux de la cité de Montréal, et Thérèse Dumouchel, sténographe, célibataire, de Ste-Rose, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Faire le commerce d'importateurs et d'exportateurs en gros et en détail d'articles d'épiceries, marchandises fines, chaussures, ferronnerie, denrées alimentaires, vins, liqueurs, spiritueux et autres breuvages;

"La Compagnie d'Occident, Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of May 1937, incorporating: René Lippé, advocate, and Rolande Dugal, stenographer, spinster, both of the City of Montreal, and Thérèse Dumouchel, stenographer, spinster, of Ste-Rose, all of the District of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on business as wholesale and retail importers and expoters of groceries, fancy goods, footwear, ironware, foodstuffs, wines, liqueurs, alcoholic and other beverages;

2. Agir comme procureurs, agents ou autrement pour la transaction d'affaires, le placement de fonds, la perception des prêts, rentes, intérêts, dividendes et l'émission, création, manipulation et perception de dettes, hypothèques, débentures, obligations, comptes, billets, coupons et autres garanties pour ces argents;

3. Acquérir pour elle-même ou comme agent pour d'autres, et détenir, utiliser, améliorer, administrer, exploiter, développer, exercer tous les droits qui les concernent, louer, hypothéquer, vendre, en disposer ou autrement en faire le commerce et mettre en valeur des immeubles, réparer et entretenir les édifices sur tous terrains dans lesquels la compagnie pourrait avoir un intérêt, soit comme principal ou comme agent, ou sur tout autre terrain, et faire le commerce de matériaux de construction de toutes espèces;

4. Louer, vendre, améliorer, manufacturer, développer, disposer, échanger, mettre en valeur ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune des propriétés, des droits ou de l'actif de la compagnie, pour la considération que la compagnie croira à propos, y compris des actions, obligations, débentures ou garanties de toute autre corporation;

5. Acquérir tous tels placements comme ci-dessus par souscription originaire, commission, participation dans des syndicats ou autrement et totalement payés ou non, et en faire le paiement sur appel ou avant les appels ou autrement et les garantir et les souscrire conditionnellement ou autrement disposer de, trafiquer sur, et rendre profitables tous les biens de la compagnie;

6. Transiger, entreprendre, et faire toutes affaires, transactions, entreprises ou opérations communément transigées, faites ou entreprises par des agents d'immeubles, entrepreneurs et agents généraux;

7. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

8. Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de la dite entreprise pour la considération que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

9. Rémunérer toute personne ou personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

10. Placer les deniers de la compagnie non immédiatement requis de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

11. Se joindre à ou se fusionner avec toute autre compagnie ou toutes autres compagnies dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux mentionnés aux présentes;

12. Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

13. Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière, sous le nom de "La Compagnie D'Occident, Inc.", avec un capital total de cinq mille dollars ($5,000.00),

2. To act as attorneys, agents or otherwise for the transaction of business, the investments of funds, the collection of loans, rents, interest, dividends and the issuing, making, handling and collection of debts, mortgages, debentures, bonds, bills, notes, coupons and other securities for such moneys;

3. To acquire for itself or as agent for others, hold, use, improve, manage, work, develop, exercise all rights in respect of, lease, mortgage, sell, dispose of, turn to account and otherwise deal with immovable property, alter, repair and maintain buildings upon any lands in which the company may have any interest, either as principal or agent, or upon any other lands, and to deal in building material of all kinds;

4. To lease, sell, improve, manufacture, develop, exchange, turn to account or otherwise dispose of any or all of the properties, rights or assets of the company, for such consideration as the company may think fit, including shares, bonds, debentures or securities of any other company or corporation;

5. To acquire any such investment as aforesaid by original subscription, commission, participation in syndicates and otherwise and whether or not fully paid up and to make payments thereon as called up or in advance of calls or otherwise, and to underwrite or subscribe for the same, conditionally or otherwise dispose of, deal with and turn to account any of the assets of the company;

6. To transact, undertake and carry on any business, transaction, undertaking or operations, usually transacted, carried on or undertaken by real estate agents, contractors, and general agents;

7. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

8. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

9. To remunerate any person or persons or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

10. To invest the money of the company not immediately required in such a manner as may from time to time be determined;

11. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those herein mentioned;

12. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjuntion with others;

13. To do all such other things as are in any way incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "La Compagnie D'Occident, Inc.", with a total capital stock of five thousand dollars ($5,000.00) divided

divisé en cinquante (50) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,

3129—o Sous-secrétaire de la Province.

"La Machinerie Universelle Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingtième jour de mai 1937, constituant en corporation: Maurice Frenette, Comptable, Françoise Turgeon et Charlotte Boulanger, Sténographes, filles majeures et usant de leurs droits, tous de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce, soit par elle-même, soit par des agents, soit par d'autres intermédiaires canadiens ou étrangers, de la vente des moteurs marins et de tous les accessoires qui s'y rapportent ainsi que de la vente des monte-charges et accessoires, ou de tous autres instruments quelconques pouvant servir de quelque façon que ce soit dans la navigation et le grément des navires à vapeur ou à moteur à l'huile crue, à moteur à gazoline ou à moteur électrique;

Représenter des maisons étrangères pour vendre ici les produits de ces maisons, plus particulièrement les moteurs marins de toute catégorie qu'ils puissent être et leurs accesoires, ainsi que tout moteur stationnaire, soit à vapeur, soit à l'huile crue, soit à la gazoline, soit à l'électricité et les accessoires de ces moteurs stationnaires, ainsi que toutes autres machines de quelque nature qu'elles soient, y compris les machines agricoles;

Faire exécuter par ceux avec lesquels elle fera le commerce ci-dessus mentionné toutes espèces de documents pouvant être nécessaires pour garantir, soit le paiemnt du prix de vente des objets vendus ou encore le paiement de toute balance pouvant rester due sur le prix de vente ou le montant du loyer des objets vendus ou loués;

Vendre tout le combustible nécessaire de quelque nature qu'il soit;

Employer en tout ou en partie ses fonds pour achat d'actions de d'autres compagnies, le tout conformément à la loi;

Acquérir, produire, posséder, louer, naviguer, employer, se servir, acheter, vendre, équiper des vaisseaux, barges, remorqueurs ou tous autres vaisseaux mus soit par la vapeur ou par l'électricité, ou à la voile, ou toute autre manière, pour le transport des passagers, personnes, marchandises, animaux, ainsi que pour le transport de la gazoline, des pétroles et des huiles lourdes et légères de quelque nature qu'elles soient ou pour tous autres objets de quelque nature qu'ils soient et de faire affaire, soit par elle-même ou par les employés, engagés, matelots, sociétés, constructeurs de navires;

D'opérer des navires, vaisseaux, bateaux, barges, goélettes ou tout autre mode de transport sur les eaux navigables de la province de Québec pour le commerce, l'échange, le troc, la vente, l'achat, le louage de marchandises, de quelque nature que ce soit;

De construire, d'acquérir, de louer, de vendre, d'acheter, des quais, hangars, ou autres constructions ou bâtisses pour les fins du dit commerce

into fifty (50) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,

3130 Assistant Provincial Secretary.

"La Machinerie Universelle Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformité with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twentieth day of May 1937, incorporating: Maurice Frenette, accountant, Françoise Turgeon and Charlotte Boulanger, stenographers, spinsters of the age of majority and in the use of their rights, all of Quebec, for the following purposes:

To deal in either alone, or through agents, or other Canadian or foreign intermediaries, marine motors and al the accessories connected therewith as well as freight elevators and accessories, or any other instruments whatsoever which may be used in any manner whatsoever in navigation and the rigging of steam or motor boats or those operated by crude oil, gasoline or electric motors;

To represent foreign houses for the sale in th's country of the products of he said houses, more particularly marine motors of every category whatsoever and their accessories, as well as any stationary motor, whether steam, crude oil, gasoline or electricity and the accessories of these said stationery motors as well as all other machines of any nature whatsoever, including farm implememts;

To have executed by those with whom they shall carry on the hereinabove mentioned business, all k nds of documents which may be necessary to secure either the payment of the sale price of ob ects sold or again the payment of any unpaid balance due on the purchase price or the amount of rent of objects sold or leased;

To sell any fuel required of any nature whatsoever;

To make use of the whole or part of its funds for the purchase of shares of other companies, the whole in conformity with Law;

To acquire, produce, own, lease, navigate, employ, use, purchase, sell, equip ships, barges, tugs or any other ships, whether propelled by steam or electricity, sails, or in any other manner, for the transportation of passengers, persons, merchandise, animals as well as the transportation of gasoline, petroleum, heavy and light oils of any nature whatsoever or any other objects of any kind whatsoever, and to carry on business either by itself or through employees, hired help, sailors, partnerships, ship-builders;

To operate, vessels, boats, barges, schooners or any other means of transportation on the navigable waters of the Province of Quebec, for the trade, exchange, barter, sale, purchase and leasing of merchandise of any kind whatsoever;

To construct, acquire, lease sell, purchase wharves, sheds or other constructions or buildings for the purposes of the said marine business

maritime et de transport par eau et de la navigation des bateaux employés;

Acheter, louer ou acquérir autrement et détenir, posséder, employer et mettre en opérations des terrains, bâtisses, usines, cours d'emmagasinage, entrepôts et matériaux qui peuvent être nécessaires ou utiles à l'entreprise de la compagnie;

Manufacturer et raffiner les huiles de toutes catégories, l'essence de pétrole, la gazoline et tous les pétroles et leurs dérivés et sous-produits, acheter et autrement acquérir, détenir, posséder, hypothéquer, vendre, céder, transférer, placer, trafiquer, et faire le commerce d'objets, articles, produits et marchandises et propriétés de toutes classes et description, meubles et immeubles en un mot, tout ce qui est susceptible d'être fabriqué ou de faire l'objet d'un commerce ou entreprise;

S'associer ou conclure des arrangements au sujet du partage des profits, de l'union des intérêts, avec toute personne ou compagnie exerçant une entreprise ou transaction, ou se proposant d'exercer ou de s'engager dans une entreprise que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou toute industrie de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie et les vendre, détenir ou revendre avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

Acquérir toute entreprise en tout ou en partie semblable à celle de la compagnie, ensemble, avec les biens, matériel, stock, clientèle, franchise, obligations et actif d'icelles de toutes sortes et les payer en argent, action ou débentures de la compagnie ou autrement;

Rémunérer au moyen d'une commission ou autrement, toute personne, ou corporation pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire, aidant à faire souscrire ou en garantissant la souscription du capital de la compagnie, de ses obligations, bons ou autres valeurs de la compagnie, à l'occasion de la formation, de l'organisation de la compagnie ou relativement à la gestion de ses affaires;

Emettre et répartir des actions acquittées entièrement ou en partie de la compagnie en paiement ou partie de paiement, de services rendus ou à être rendus à cette compagnie, en paiement de franchise, entreprise, propriétés mobilières ou immobilières, droits, pouvoirs, privilèges, bail, licence, ou contrat, capital, bons, obligations ou autres propriétés et droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu de ses pouvoirs, et émettre et céder des obligations aux mêmes fins;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera convenable et en particulier pour actions, débentures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou autrement en disposer;

Vendre, améliorer, conduire, développer, échanger, louer ou autrement en disposer, mettre à profit, ou faire le commerce de toute partie des biens de la compagnie;

Acquérir, par achat, bail ou autrement, maintenir, construire et mettre en opération sur les terrains de la compagnie ou sur ceux dont elle a le contrôle, des voies d'évitement, embranchements, et tous autres moyens de transport sur terre;

Acheter, louer, ériger, construire ou autrement acquérir, posséder, affréter, maintenir, mettre en opérations, conduire, naviguer et employer des bateaux à voiles, à vapeur ou à l'huile et autres, barges, bacs, et vaisseaux pour les fins des affaires de la compagnie ou pour toutes autres

and transportation by water and the navigating of the boats used therefor;

To purchase, lease or otherwise acquire and hold, own, use and operate lands, buildings, plants, storage yards, warehouses and materials which may be necessary or useful for the company's undertaking;

To manufacture and refine oils of all descriptions, gases, gasoline and all petroleum products and their derivatives and by-products purchase and otherwise acquire, hold, own, hypothecate, sell, assign, transfer, place, trade and deal in objects, articles, products and merchandise and property of all chasses and description, moveables and immoveables, in one word, all that is capable of being manufactured or which may form the object of a business or undertaking;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, with any person or company carrying on or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on, or any business conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to sell, hold or resell with or whitout guarantee or otherwise dispose of same;

To acquire any undertaking in whole or in part similar to that of company, together with the property, plant, stock, good-will, franchises, liabilities and assets thereof of every kind, and to pay for the same in cash, shares or debentures of the company or otherwise;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any person or compagnies for services rendered or to be rendered in placing assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, bonds or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct ot its business;

To issue and allot as fully or partly paid up shares of the company in payment or part payment for services rendered or to be rendered to the company, franchises, underakings, movable or immovable properties, rights, powers, privileges, lease, license or contract, stock, bonds, debentures or other properties and rights which the company may lawfully acquire by virtue of its powers, an to issue and assign bonds for like purposes;

To sell the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem proper, and in particular for the shares, debentures or securities of any other company having purposes in whole or in part similar to those of this company or to otherwise dispose thereof;

To sell, improve, conduct, develop, exchange, lease or otherwise dispose of, turn to account and deal with any part of the property of the company;

To acquire by purchase, lease or otherwise, maintain, construct and operate, on the lands of the company or lands controlled by the company, railway-siding, branches, and any other means of transportation on land;

To buy, lease, erect, construct or otherwise acquire, own, charter, maintain, operate, manage, navigate and utilise sail-boats, steamboats, motor boats and others, barges, scows and vessels, for the purposes of its business or for any other purposes, and to buy or otherwise acquire shares or

fins, ou acheter ou autrement acquérir des parts ou actions dans tout vaisseau ou toute compagnie faisant le commerce de transport par eau des personnes ou des marchandises;

Acquérir par achat, concessions, échange, bail ou autrement, et construire, ériger, mettre en opération, maintenir et construire des manufactures, boutiques, magasins, entrepôts, ateliers, pour machines, bâtisses pour engins et autres constructions nécessaires pour ses affaires et toute autre propriété mobilière et immobilière nécessaire et utile ou avantageuse pour l'entreprise de la compagnie et les louer, vendre et autrement en disposer;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des patentes, brevets d'invention, octrois, licences, baux, concessions et choses semblables conférant tout droit exclusif ou non exclusif ou limité, ou tout secret ou renseignement relatif à toute invention qui peut paraître propre à servir ou profiter à tout objet de la compagnie, et dont l'acquisition peut paraître susceptible de profiter à la compagnie;

Aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis, ou autrement faire valoir des biens, droits, intérêts ou renseignements ainsi acquis;

Faire toute convention avec toute autorité souveraine, fédérale, provinciale, municipale, civile, publique et obtenir de telle autorité toutes concessions, octrois, pouvoirs, privilèges et franchises que la compagnie croira avantageux d'obtenir et faire toute convention et contrat pour l'exploitation et le développement de tels octrois, concessions et privilèges;

Se fusionner à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et prendre des actions dans telles compagnies, garantir l'exécution de contrat par toute telle compagnie ou personnes avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires;

Exercer toute industrie que la compagnie croira propre à être convenablement exercée en rapport avec ses entreprises, ou susceptibles directement ou indirectement d'accroître la valeur des biens, droits ou produits de la compagnie;

Prêter de l'argent aux clients ou autres personnes en relation d'affaires avec la compagnie, aux termes et conditions qui seront jugés convenables et garantir l'exécution des contrats et le paiement des obligations de ces personnes;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie en espèce ou autrement, par voie de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnie de Québec, tout ou partie des biens de la compagnie ou produits de la vente ou disposition de tout ou partie des biens de la compagnie;

Placer et employer des deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Agir comme agents à commission, marchands à commission, courtiers et représentants pour toutes autres personnes, firmes, et corporations;

Acquérir, accumuler et utiliser du courant ou de l'énergie électrique pour toutes fins de la compagnie;

Acquérir et détenir des actions, titres, débentures, actions obligations, bons, obligations ou valeurs émises ou garanties par toute personne, ou compagnie constituée et faisant affaires dans

stock in any vessels and in any companies carrying on by water the transportation of passengers and merchandise;

To acquire by purchase, concession, exchange, lease or otherwise and to construct, erect, operate, maintain, and build factories, shops, stores, warehouses, machine-shops, engine houses and other constructions and erections necessary for its business, or any other movable or immovable property necessary and suitable or advantageous for the undertaking of the company, and to lease, sell and otherwise dispose of the same;

To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, *brevets d'invention*, grants licenses, leases, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or unlimited right or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for the benefit of the company, or the acquisition of which may seem calculated to benfit the company;

And to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights, interests or information so acquired;

To enter into any arrangements with any authorities, supreme, federal, provincial, municipal, civil, public, and to obtain from any such authority any concessions, grants, powers, privileges and franchises which the company may think desirable, and to enter into any agreements and contracts for the carrying out and development of such grants, privileges and concessions;

To amalgamate with any other company having objects altogether or partly similar to those of this company and to take share in such company to guarantee the performance of contracts by any such company or person with which or with whom the company may have business relations;

To carry on any other industry which the company may think capable of being conveniently carried on in connection with its undertakings, or directly or indirectly calculated to enhance the value of the property, rights or produce of the company;

To lend money to customers or other persons having dealings with the company, on such terms and conditions as may be deemed fit, and to guarantee the performance of contract and the payment of the obligations of such persons;

To distribute among the shareholders of the company, in specie or otherwise, by way of legally declared dividends, out of the net profits of the company or in the manner provided by article 81 of the Quebec Companies' Act, the whole or part of the property of the company or proceeds of the sale or disposal of all or any of the property of the company;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required and to dispose thereof in the manner to be determined from time to time;

To act as commission agents, commission merchants, brokers and representatives for any other persons, firms and corporations;

To acquire, store and use electrict current or power for any of the company's purposes;

To acquire and hold shares, stocks, debentures, debentures-stock, bonds, obligations or securities issued or guaranteed by any person or incorporated company and carrying on business in any

n'importe quel pays et des débentures, actions obligations, bons, obligations et valeurs émises ou garantie par tout gouvernement, commission, corps politiques, publics, ou autorités souveraines, municipales, locales ou autres, soit au Canada ou ailleurs;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, mandats, débentures et autres instruments négociables et transférables, et tous documents maritimes de quelque nature qu'ils soient;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix convenables;

Hypothéquer, grever, ou engager, toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures appartenant à la compagnie comme garantie de toutes obligations, débentures, ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie des biens mobiliers ou immobiliers ou des droits de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation, à l'incorporation et à la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital actions;

Obtenir l'enregistrement et la reconnaissance de la compagnie dans tous pays étrangers et conformément aux lois de ces pays, et y nommer des agents pour représenter la compagnie et accepter pour et au nom de la compagnie, signification légale de tout procès ou poursuite;

Acheter ou autrement acquérir des intérêts de toute compagnie dont l'entreprise est en tout ou en partie semblable à celle de cette compagnie;

Les pouvoirs spécifiques mentionnés à chaque paragraphe ci-dessus ne sont nullement limités ou restreints par allusion ou en raison des termes de tout autre paragraphe;

Toutes dispositions contenues dans les présentes et qui peuvent être décrétées par règlement de la compagnie ou par règlement des directeurs approuvés par le vote des actionnaires pourront être abrogées ou modifiées par règlement.

Généralement faire toute chose ou exercer tout pouvoir que la compagnie peut ou pourra légalement faire ou exercer en vertu et conformément aux lois de la province de Québec, aux lois de la navigation au Canada, fédérales, provinciales ou municipales ou de toutes autres lois qui s'appliquent actuellement ou s'appliqueront à la compagnie;

Les objets et pouvoirs des clauses qui précèdent seront interprétés comme complétant et non pas comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec;

Et il est expressément pourvu, dans les présentes, que l'énumération précitée des pouvoirs spécifiques ne limitera ou resteindra, en aucune manière, les pouvoirs de cette compagnie et cette compagnie peut faire toutes les choses nécessaires, utiles ou appropriées à l'accomplissement de toutes fins ou objets ci-dessus énumérés, soit comme principal agent ou autrement par l'intermédiaire de fidéicommissaires d'autres firmes, corporations ou individus, sous le nom de "La Machinerie Universelle Limitée", avec un

country whatever, and the debentures, debenture-stock, bonds, obligations and securities issued or guaranteed by any government, commission, political or public body, or autority, supreme, municipal, local or otherwise, either in Canada or elsewhere;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, warrants, debentures, and other negotiable and transferable instruments and all marine documents of any kind whatsoever;

To borrow money upon the credit of the company and to issue bons, debentures or other securities of the company or to pledge or sell the same for such sums and at such price as may be deemed proper;

To hypothecate, mortgage or pledge any movable or immovable property, present or future, belonging to the company, as the security of any bonds, debentures or other securities which this company is lawfully authorized to issue or any sums of money borrowed for the company's purposes;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, alianate, turn to account or otherwise dispose of the whole or any part of the movable or immovable property or rights of the company;

To pay all and any expenses incidental or connected with the formation, incorporation and promotion of the company or the raising of its capital stock;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign county and pursuant to the laws of such countries and to appoint agents therein to represent the company and to accept, for and in the name of the company, service of any process or suit;

To purchase or otherwise acquire the interets of any company whose objects are similar in whole or in part to those of the company;

The specific powers mentionned in each of the above paragraphs shall in nowise be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

Any provisions contained herein and which may be enacted by by-law of the company or by by-law of the directors approved by the vote of the shareholders, may be repealed or modified by by-law;

Generally to do anything or exercise any power which the company may lawfully do or exercise in virtue of and in conformity with the laws of the Province of Quebec, with the navigation laws of Canada, federal, provincial or municipal or any other laws which may now or in the future be applicable to the company;

The objects and powers of the foregoing clauses shall be construed as extending and not limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec;

And it is expresly provided herein that the foregoing enumeration of the specific powers shall in nowise limit or restrict the powers of the present company which may do all things necessary, useful or proper for the attainment of any purposes or objects hereabove enumerated either as principal, agent or otherwise, and by and through trustees, other firms, corporations or individuals, under the name or "La Machinerie Universelle Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two

capital total de vingt mille dollars ($20,000 00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires ou communes d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à St-Hyacinthe, dans la Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour de mai 1937.

ARMAND VIAU,
3131—o Sous-secrétaire suppléant de la Province

hundred (200) common or ordinary shares of a par value of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the Company will be at St-Hyacinthe, in the Pronvince of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of May, 1937.

ARMAND VIAU,
3132 Acting Assistant Provincial Secretary.

"L. G. Beaubien & Cie, Limitée—L. G. Beaubien & Co. Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de mai 1937, constituant en corporation: Léon-Joseph Mouton, comptable, Lucien Roux, avocat, Annette Lafleur, fille majeure, secrétaire, tous trois de la cité d'Outremont, Robert Dufresne, avocat et Armandine Gosselin, fille majeure, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Souscrire, garantir et acquérir par achat, échange ou autre titre légal et détenir absolument comme propriétaire, ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, garantir la vente céder, transférer ou autrement disposer ou trafiquer des obligations, débentures et autres preuves de dettes, stocks, actions et autres valeurs de tout gouvernement ou corporation municipale ou scolaire, de banque compagnie d'utilité publique, commerciale, industrielle ou autres, ou corporation, individu ou association; transiger et exercer généralement les affaires d'agents de change, de courtage et d'une compagnie financière, agir comme agnets et courtiers pour l'achat, vente, amélioration développement, gérance de toute propriété, industrie et entreprise;

Offrir par souscription publique toutes actions, stocks, obligations, débentures et autres preuves de dettes ou autres valeurs de tout gouvernement, corporation, compagnie, individu ou association, et consentir des prêts ou avances de fonds sur iceux ;

Promouvoir, organiser, gérer ou développer toute corporation ou compagnie. Placer les fonds de la compagnie non immédiatement requis en tels placements qui seront déterminés de temps à autre ;

De temps à autre demander, acheter ou acquérir par cession, transfert ou autrement, et exercer et jouir de tout statut, ordonnance, ordre, permis, concession, droit ou privilège que tout gouvernement ou autorité suprême, municipale, locale ou toute corporation ou autre corps public peuvent avoir le pouvoir de décréter, faire ou octroyer et approprier aucun des stocks, obligations et biens de la compagnie au paiement et acquittement des frais, charges et dépenses encourues ;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer et autrement acquérie toute propriété foncière et personnelle que la compagnie juge nécessaire ou désirable, et vendre, améliorer, gérer, développer, louer, disposer, faire valoir et autrement trafiquer de la totalité ou de toute partie de la propriété de la Compagnie;

Vendre, louer ou autrement disposer de tout ou partie des biens de l'entreprise de la Compagnie, pour telle compensation que la compagnie jugera convenable, et en partie pour des actions,

"L. G. Beaubien & Cie, Limitée—L. G. Beaubien & Co. Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to Article 2, Chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the nineteenth day of May, 1937, incorporating: Léon-Joseph Mouton, accountant, Lucien Roux, advocate, Annette Lafleur, spinster of age, secretary, all three of the City of Outremont, Robert Dufresne, advocate, and Armandine Gosselin, spinster of age, secretary, both of the City of Montreal, all of the District of Montreal, for the following purposes:

To subscribe for, underwrite, and acquire by purchase, exchange, or other legal title, and to hold either absoluty as owner or by way of colateral security or otherwise, and to sell, guaranee the sale of, and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in bonds, debentures and other evidences of indebtedness, stocks, shares and other securities of any government or municipal or school corporation, or of any banking, public utility, commercial, industrial or other company or corporation or individual or association; to transact and carry on a general stock exchange agency and brokerage business and financial company, and to act as agents and brokers for the purchase, sale, improvement, development and management of any property, business or undertaking;

To offer for public subscription any shares, stocks, bonds, debentures and other evidences of indebtedness, or other securities of any government, corporation, company, individual or association, and to make loans or advances of monies thereon;

To promote, organize, manage or develop any corporation or company;

To invest the funds of the company not immediately required, in such investments as may from time to time be determined;

From time to time to apply for, purchase, or acquire by assignment, transfer or otherwise, and to exercise, and enjoy any statute, ordinance, order, license, power, authority, concession, right, or privilege which any government or authority, supreme, municipal or local, or any corporation or other public body may be empowered to enact, make or grant and to appropriate any of the company's stock, bonds, and assets to pay and defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To purchase, take on lease, or in exchange, hire, and otherwise acquire any real and personal property which the company way think necessary or desirable, and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account, and otherwise deal with all or any part of the company's property;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares,

obligations, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie;

Conclure des arrangements pour le partage des bénéfices, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagée ou se proposant d'exercer ou entreprendre toute industrie ou transaction que cette compagnie est autorisée d'exercer ou entreprendre, ou de nature à augmenter la valeur des propriétés ou la valeur de la compagnie, prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, obtenir, revendre avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

Emettre des actions libérées, obligations, débentures, actions-débentures, ou autres valeurs en paiement total ou partiel de toute propriété foncière ou personnelle, mobilière ou immobilière, ou autres droits, bail, affaires franchises, entreprises, privilèges, permis ou concessions que la compagnie peut légalement acquérir, et en paiement de services rendus à la compagnie par voie de promotion ou autrement, et émettre des actions libérées, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, en paiement total ou partiel ou en échange d'actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie faisant des affaires semblables à l'industrie de cette compagnie ou s'y rapportant;

D'hypothéquer, nantir ou mettre en gage pour garantir le paiement des bons, obligations, débentures et débentures-stocks que la compagnie peut émettre, les biens mobiliers et immobiliers, présents ou futurs qu'elle possède ou possèdera en cette province, séparément ou conjointement et en tout ou en partie;

De consentir par l'entremise de leurs officiers autorisés à un ou plusieurs fidéicommissaires, pour assurer le paiement de tels bons, obligations, débentures et débentures-stocks, tous actes constituant une hypothèque, un gage ou un nantissement sur les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs que la compagnie possède ou possèdera dans la province;

Lever, aider à lever des fonds, aider au moyen de boni, prêts, promesses, endossements, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation, individu ou associations avec lesquels cette compagnie peut avoir des relations commerciales et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, indivdu ou asociation ou par aucune autre personne ou personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations commerciales;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ou compagnies ayant, en tout ou en partie, des objets semblables à ceux énumérés dans les présentes à tels termes qui peuvent être agréés;

Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépenses de sa formation ou organisation, ou s'y rapportant, et employer, passer des contrats et pourvoir à la rémunération de courtiers, agents à commission et souscripteurs lors de toute émission d'actions, obligations, débentures, actions-débentures et autres valeurs;

Distribuer, par voie de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prevue par l'article 81 de la loi des compagnies de Québec, en nature, parmi les actionnaires de la compagnie, toute propriété de la compagnie et en particulier toutes actions, débentures ou valeurs d'autres compagnies appartenant à la compagnie ou desquelles la compagnie peut avoir le pouvoir de dispose ;

debentures, bonds or securities of any other company;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on and engage in, or calculated to enhance the value of the company's properties or securities and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, resell, with or without guarantee, or otherwise deal in the same;

To issue paid up shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities, for the payment either in whole or in part, of property, real or personal, movable or immovable, or other rights, lease, business, franchise, undertaking, privilege, license or concession which the company may lawfully acquire and in payment of services rendered to the company, by way of promotion or otherwise, and to issue fully paid up shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company, in payment or part payment of, or in exchange for shares, bonds, debentures, debenture stock, or other securities of any other company doing business similar or incidental to the business of this company;

To hypothecate, mortgage or pledge to secure the payment of the bonds, obligations, debentures and debenture-stocks which the company may issue, the movable and immovable property, present or future, it now owns or may own in this province, separately or jointly and in whole or in part;

To give, through its duly authorized officers, to one or more trustees, to secure the payment of such bonds, obligations, debentures, debenture-stocks, all deeds constituting a hypothec, mortgage or pledge on the movable or immovable property, present or future, which the company now owns or may own in the province;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way bonus, loan promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any corporation, company, individual or association, with which this company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, individual or association, or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

To amalgamate with any other company or companies having objects altogether or in part similar to those herein enumerated on such terms as may be agreed upon;

To pay out of the funds of the company, all or any of the expenses of, or incidental to the formation and organization thereof, and to employ, contract with and provide for the renumeration of brokers, commission agents and underwriters, upon any issue of shares, bonds, debentures, debenture-stock, or other securities;

To distribute by way of dividend legally declared out of the net profits of the company or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, among the shareholders of the company, in kind, any property of the company and in particular any shares, debentures or securities of any other company belonging to this company, or of which it may have power to dispose;

Prendre et recevoir en dépôt comme dépositaires pour la garde et l'emmagasinage de bijouteries, pièces d'argent, argent, espèces, lingots, stocks, obligations, garanties, papiers et documents, et en général toute sorte d'objets de valeur quelconque, et de louer des voûtes, coffres de sûreté et autres objets de sûreté pour les usages, objets et bnéfices de la dite compagnie; et pour avoir le pouvoir en général de faire exécuter toutes autres affaires et choses y ayant rapport et nécessaires pour promouvoirs ces objets;

Construire, maintenir et mettre en opération, ou louer des bâtisses et constructions convenables pour la réception et l'emmagasinage des biens personnels de ,toute nature et espèce; agir comme agents, consignataires et dépositaires d'iceux et prendre toute sorte de biens personnels en dépôt et en sûreté, aux conditions qui pourront être convenues, et faire des prêts sur iceux;

Agir comme agent dans le but d'enrégistrer, émettre et contresigner les transferts et certificats de stocks, obligations, débentures ou autres obligations de la *Puissance du Canada* ou aucune province d'icelle, ou de toute corporation, association ou municipalité, et recevoir et administrer le fonds d'amortissement aux conditions qui peuvent être convenues;

De payer pour tous services rendus à la compagnie ou requis par elle, et pour toute acquisition de la compagnie, en actions libérées, ou partie en actions libérées et partie en deniers comptants;

Faire toutes ou aucune des choses ci-dessus comme principaux, agents ou fondés de pouvoirs;

Faire toutes autres choses pouvant être nécessaires ou utiles pour atteindre chacun des objets ci-dessus, sous le nom de "L. G. Beaubien & Cie, Limitée—L. G. Beaubien & Co Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en quatre mille actions sans valeur nominale, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de vingt mille dollars ($20,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
3133—o Sous-secrétaire de la Province.

To take and receive on deposit as depositaries for the safe-keeping and storing of jewellery, silverware, money, specie, ingots, stocks, bonds, securities, papers and documents and generally any kind of objects of value whatever, and lease vaults, safes and other objects of surety for the use, objects and benefit of the said company; and to have the power in general to have any other matters and things carried out connected therewith and necessary for promoting such objects;

To construct, maintain and operate or lease buildings and structures suitable for the reception and storing of personal property of any nature and kind; to act as agents, consignees and depositaries thereof, and take any kind of personal property on deposit and in safe-keeping, on the conditions that may be agreed upon and make loans on same;

To act as agent for the purpose of registering, issuing and countersigning the transfer and certificates of stocks, bonds, debentures or other obligations of the *Dominion of Canada* or any province thereof, or of any corporation, association or municipality, and receive and manage the sinking fund on the conditions that may be agreed upon;

To pay for any services rendered to the company or required by it and for any acquisition of the company with paid up shares or partly in paid up shares and partly in cash;

To do all or any of the hereinabove things as principals, agents or attorneys;

To do anything else that may be necessary or useful for the attainment of the hereinabove objects, under the name of "L. G. Beaubien & Cie Limitée—L. G. Beaubien & Co. Limited".

The capital stock of the company shall be divided into four thousand shares without nominal value and the amount of capital stock with which the company will begin its operations is twenty thousand dollars ($20,000.00).

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
3134 Assistant Provincial Secretary.

"Marathon Construction Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de mai 1937, constituant en corporaion: Albert Maréchal de Carteret, directeur de compagnies, Christophe C. Taschereau, avocat, Albert Boyer, commis, tous trois de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer le commerce d'entrepreneurs-généraux, et conclure des contrats, construire, exécuter, posséder et faire toutes sortes de travaux, et exercer, pour les fins susdites, le commerce d'une compagnie de construction en général et d'entrepreneurs pour la construction de travaux, publics et privés;

2. Acquérir par achat, bail, échange ou autrement des terrains et tous biens ou intérêt en iceux, tous droits sur ou se rapportant à des terrains et tous édifices ou structures, et les faire valoir de la manière que la chose semblera opportune, et en particulier en construisant, recons-

"Marathon Construction Company Limited"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty second day of May 1937 incorporating: Albert Maréchal de Carteret, Director of companies, Christophe C. Taschereau, advocate, Albert Boyer, clerk, all three of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business of general contractors, and to enter into contracts for, construct, execute, own and carry on all descriptions of works and to carry on, for the purposes aforesaid, the business of a general construction company and contractors for the construction of work, public and private;

2. To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise land and any estate or interest therein any rights over or connected with land and any buildings or structures, and to turn the same to account as may seem expedient, and in particular by constructing, reconstructing, alter-

truisant, modifiant, améliorant, décorant, meublant et entretenant des maisons de rapport, bureaux, plein-pieds, maisons, boutiques, édifices, travaux et commodités de toutes sortes, en consolidant, unissant ou subdivisant des propriétés, et en vendant, louant, échangeant, hypothéquant ou autrement disposant de tous ou d'aucune partie des dits terrains et de tous ou d'aucun des édifices ou structures qui sont présentement ou qui pourront dans la suite être érigés sur iceux et les garantir de la manière qui sera jugée nécessaire;

3. Agir comme voituriers, camionneurs, agents de transport et expéditeurs par terre et par eau, agents, agents à commision, agents d'assurance, marchands, entreposeurs, et entreposer et emmagasiner des produits, matériaux, effets, articles et marchandises pour d'autres personnes, firmes, compagnies et corporations;

4. Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant aucun commerce susceptible d'être conduit de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

5. Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir la réalisation de contrats par toutes telles personnes;

6. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables;

7. Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie croira convenable;

8. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, disposer, faire valoir ou autrement négocier tous ou aucune partie des biens ou droits de la compagnie;

9. Faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, soit seule ou conjointement avec d'autres;

10. Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Marathon Construction Company Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de un dollar ($1.00 chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, au No 407, rue McGill, Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

3135-o

ing, improving, decorating, furnishing and maintaining apartment houses, offices, flats, houses, shops, buildings, works and conveniences of all kinds, and by consolidating, connecting or subdividing properties, and by selling, leasing, exchanging, mortgaging, or otherwise disposing of the whole or any portion of such lands and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon and to take security therefor as may be deemed necessary;

3. To act as carriers, truckmen, cartage agents and forwarders by land and water, agents, commission agents, insurance agents, merchants, warehousemen, and to warehouse and store products, materials, goods, wares and merchandise for other persons, firms, companies and corporation;

4. To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly benefit the company;

5. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

6. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory note, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable instruments;

7. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit;

8. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property or rights of the company;

9. To do all or any of the above things as principals, agents contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

10. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Marathon Construction Company Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, at No. 407 McGill street, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of May 1937.

JEAN BRUCHESI,
Assistant Provincial Secretary.

3136

"Northern Diamond Drilling Company Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingtième jour de mai, 1937, constituant en corporation: Joseph Labrecque, dentiste, Rodolphe Paterson, agent, et Marianne Rioux, fille majeure, secrétaire, tous résidant à Val d'Or, province de Québec, dans les buts suivants:

1. Entreprendre et exercer des opérations de forage avec des forets à diamants, creusage, forage et des expériences du sol et des minéraux de toutes sortes, faire des excavations et galeries,

"Northern Diamond Drilling Company Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 or the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twentieth day of May, 1937, incorporating: Joseph Labrecque, Dentist, Rodolphe Paterson, agent, and Marianne Rioux, spinster fully of age, secretary, all of them residing at Val d'Or, in the Province of Quebec, for the following purposes :

1. To undertake and carry on diamond drilling, sinking, boring and soil and mineral testing operations of all kinds, to sink, drift, protect, reinforce, shafts of all kinds and generally to cons-

protéger, renforcer, des bures de toutes sortes et généralement construire, travailler, améliorer et développer l'un quelconque des genres de tunnels souterrains, travaux et entreprises; faire tous et chacun des autres travaux et opérations incidents à ou qui peuvent être considérés utiles et avantageux à l'un quelconque des objets de la compagnie; acheter vendre, faire le commerce et le négoce de tous et chacun des matériels, machineries, propriétés, droits et outillages utiles à ou dans l'une quelconque des opérations, fins ou objets de la compagnie;

2. Acquérir par achat, bail ou autrement, ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, franchises, propriétés, droits ou obligations de toute personne, firme ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de cette compagnie;

3. Acheter, acquérir, détenir, transférer, vendre et aliéner les actions, parts, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou exerçant une industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à cette compagnie;

4. Vendre, louer ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque des biens et entreprises de la compagnie; pour la considération et moyennant les termes et conditions que la compagnie croira convenables, et accepter des deniers, actions, obligations, débentures, parts ou valeurs de toute autre compagnie en paiement intégral ou partiel d'iceux;

5. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs et de telles manière qui seront de temps à autres déterminées;

6. Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits des personnes ou compagnies exerçant une industrie ou un commerce qu'elle peut elle-même exercer en vertu de ces lettres patentes et les payer en tout ou en partie, si ces parties y consentent, en actions libérées et se charger des dettes et charges y afférentes;

7. Faire tous les actes et opérations nécessaires à ceux sus-mentionnés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquelles elle est constituée en corporation;

8. Payer à même les fonds de la compagnie tous les frais et dépenses incidents à la constitution et à l'organisation de la compagnie, sous le nom de "Northern Diamond Drilling Company Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Val d'Or, district d'Abitibi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de mai, 1937.

JEAN BRUCHESI,

3137 Sous-secrétaire de la Province,

truct, work, improve and develop any of all kinds of underground tunnels, works and undertakings; to do any and all other works or operations incidental to or which may be considered useful and advantageous to any of the objects of the company; to by, sell, own, and generally deal in and with any and all materials, machinery, property, rights or equipment useful to or in any of the operations, purposes or objects of the company;

2. To acquire by purchase, lease or otherwise, or undertake the whole or any part of the business, franchises, property, rights or liabilities of any person, firm or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of this company;

3. To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stock, debentures or securities in any other company having objects similar in whole or in part to those of this company, or carring on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company;

4. To sell, lease, or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof, for such consideration and upon such terms and conditions as the company shall see fit, and to accept cash, shares, bonds, debentures, stock or securities of any other company in payment or part payment therefor;

5. To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required, in such securities and in such manner as may from time to time be determined;

6. Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under these letters patent, and to pay for same, in whole or in part, if such parties consent thereto, by paid up shares, and undertake the debts and charges of the same;

7. To do all such other acts and operations necessary to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

8. To pay out of the funds of the company, all costs and expenses incidental to the incorporation and organization of the company, under the name of "Northern Diamond Drilling Company Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Val d'Or, in the district of Abitibi.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,

3138—o Assistant Provincial Secretary.

"P. Lambert & Compagnie, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de mai 1937, constituant en corporation: Philippe Lambert, Hervé Lambert, marchands, Louis Lambert, ingénieur

"P. Lambert & Compagnie, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty fifth day of May, 1937 incorporating: Philippe Lambert, Hervé Lambert, merchants, Louis Lambert, industrial engineer, and Adrien Perreault, clerk,

industriel, et Adrien Perreault, commis, tous de Bomptonville, dans le district de Saint-François, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de marchand détaillant, le commerce de gros et de détail de mercerie, épiceries, provisions, produits alimentaires de toutes sortes, grains, moulées, farine, foin, engrais chimiques, graines de semence, ferronnerie, charbon, bois manufacturé ou autres, bois de chauffage et tous les produits vendus par un marchand général, et sous toutes ses formes et faire l'exportation et l'importation des dits produits;

Agir comme intermédiaire, agent commercial, pour les producteurs ou les manufacturiers et ouvrir des succursales, exploiter des manufactures, entrepôts, magasins, échoppes, agences privées et toutes sortes de places d'affaires où le commerce de la compagnie peut être exercé;

Agir comme agents de manufacturiers et comme marchands à commission généralement et faire les opérations générales d'entreposeurs;

Faire le commerce de marchand de bois et matériaux de construction et exercer le métier de meunier;

Produire et développer des forces électriques ou autres qui seront nécessaires ou commodes à l'entreprise de la compagnie dans les comtés de Sherbrooke et Richmond et les environs;

Fabriquer et faire le commerce, sous quelque forme que ce soit, de tout ce qui peut être l'objet de la fabrication, de l'industrie ou du commerce en général;

Acquérir, exploiter et disposer, à quelque titre que ce soit et de quelque manière que ce soit, de tous brevets d'invention, marque de commerce, ayant rapport aux susdits objets;

Construire ou faire construire toutes bâtisses, entrepôts et constructions quelconques, ou agir comme entrepreneurs pour toutes espèces de constructions et bâtiments;

Acquérir de quelque manière que ce soit, posséder et détenir, exploiter et utiliser toutes espèces de franchises et privilèges;

Acquérir à quelque titre que ce soit tout autre ou toutes autres industries, manufactures ou tous autres commerces identiques à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer, y compris l'achalandage et tout l'actif mobilier et immobilier, et ce aux termes, prix et conditions qui pourront être convenus et payer avec des actions acquittées, des débentures, des actions-obligations "debenture stock", des obligations ou autres valeurs de la compagnie, toutes telles acquisitions;

Faire avec toute autre ou toutes autres compagnies, personnes, associations ou sociétés, tous arrangements concernant l'exploitation, l'acquisition et le contrôle de leurs industries, manufactures ou commerce respectifs, et contrôler soit par l'acquisition des actions, des intérêts ou autrement tout autre ou toutes autres compagnies;

Emprunter tous les montants que la compagnie jugera utile ou nécessaire d'emprunter pour les fins de ses entreprises ou l'exercice d'aucun de ses pouvoirs et ce, en aucun temps et aussi souvent qu'elle le jugera à propos et faire des emprunts aux termes et conditions et en donnant les garanties et hypothèques que la compagnie trouvera raisonnables;

Hypothéquer, garantir ou mettre en gage par acte authentique pour garantir le paiement des obligations, débentures, "débenture stock" qu'elle est autorisée à émettre par la loi ou par sa charte, les biens mobiliers et immobiliers, présents et futurs que la compagnie possède ou possèdera dans la province, et d'une manière géné-

all of Bromptonville, in the district of Saint Francis, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business as retail merchant, the wholesale and retail business of haberdashery, groceries, provisions, food products of all kinds, grain, meal, flour, hay, chemical fertilizers, seeds, ironware, coal, manufactured or other timber, cord wood and all products sold by a general merchant, and in all lines, and to import and export the said products;

To act as intermediary, commercial agent, for producers or manufacturers and to open branches, operate factories, warehouses, stores, shops, private agencies and all kinds of places of business where the business of the company may be carried on;

To act as manufacturers' agents and commission merchants generally and to carry on the operations of general warehousemen;

To carry on the business of lumber merchants and dealers in building materials and to exercise the trade of miller;

To produce and develop electric or other power necessary or useful for the undertaking of the company, in the counties of Sherbrooke and Richmond and their surroundings;

To manufacture and deal in, in any manner whatsoever, all that which may form the object of manufacture, industry or trade in general;

To acquire, operate and dispose of, under any title whatsoever and in any manner whatsoever, patents of invention, trademarks, incidental to the foregoing objects;

To construct or cause the construction of any buildings, warehouses and erections whatsoever, or act as contractors for all kinds of constructions and buildings;

To acquire in any manner whatsoever, own and hold, operate and utilize all kinds of franchises and privileges;

To acquire under any title whatsoever all or any other industries, manufactories or any other similar businesses to that which the present company is authorized to carry on, including the goodwill and any movable and immovable properties, and such upon terms, prices and conditions as may be agreed upon and to pay for the same with paid-up shares, debentures debenture stock, bonds or other securities of the company;

To enter into arrangements with all or any other companies, persons, associations or partnerships, concerning the operation, acquisition and control of their respective industries, factories or business, and to control such other company or companies either by acquisition of shares, interests or otherwise;

To borrow any amounts of money which the company may deem useful or necessary to borrow for the purposes of its undertakings or the exercisse of its powers and such, at any time and as often as it may deem it expedient and to borrow on such terms and conditions and by giving security and hypothecs which the company may deem reasonable;

To hypothecate, secure or pledge by authentic deed to guarantee the payment of bonds, debentures, debenture stock which it is authorized to issue by law or by its charter, movable or immovable properties, present and future which the company may now or in the future own in the Province, and in a general manner to exercise

rale exercer sous les conditions y mentionnées, tous les pouvoirs mentionnés aux articles 10 à 14 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations, S. R. Q., 1925, Chapitre 227;

Distribuer en espèces ou autrement les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les action, les obligations, les débentures et autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif de la présente compagnie, soit comme dividendes déclarés légalement à même le surplus de la compagnie, si elle a pourvu au paiement et à la garantie de toutes ses dettes et obligations et après que les formalités mentionnées à l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, S. R. Q., 1925, Chapitre 223, auront été remplies;

Distribuer aux officiers ou aux actionnaires de la compagnie des actions entièrement acquittées et non sujettes à appel de la compagnie en paiement du travail fait ou des services rendus à la compagnie;

Acquérir tous biens meubles et immeubles, utiles et nécessaires pour les opérations de la compagnie, les revendre au besoin, emprunter des banques, particuliers ou institutions financières toutes sommes d'argent dont la compagnie pourrait avoir besoin pour son commerce et faire avec toutes banques légalement constituées les affaires commerciales, c'est-à-dire des comptes dans telle banque pour y déposer ses fonds, émettre tous chèques, billets, lettres de change, traites ou autres effets commerciaux et exercer tous les pouvoirs qui lui sont accordés par la Loi des compagnies de Québec, quoique non mentionnés aux présentes;

Et en général avoir et employer tous les autres droits et pouvoirs qui peuvent être nécessaires pour les fins de leurs affaires, et faire toutes les choses connexes ou appropriées à la réalisation des fins susdites, sous le nom de "P. Lambert & Compagnie, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions ordinaires d'une valeur au pair de cinquante dollars ($50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Bromptonville, dans la province de Québec, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
3139-o Sous-secrétaire de la Province.

under the conditions herein mentioned, all the powers mentioned in articles 10 to 14 of the Special Corporate Powers Act, R. S. Q., 1925, Chapter 227;

To distribute in specie or otherwise any assets whatsoever of the company among its members and in particular the shares, bonds, debentures and other securities received as consideration of the sale of the whole or any part of the assets of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part whatsoever of the assets of the present company, either as dividends lawfully declared out of the surplus of the company, if it has provided for the payment and the security of all its debts and obligations and after the formalities mentioned in article 81 of the Quebec Companies' Act, R. S. Q., 1925, Chapter 223, have been complied with;

To distribute among the officers or shareholders of the company fully paid-up and non-assessable shares of the company in payment for work done or for services rendered to the company;

To acquire any movable and immovable properties, useful and necessary for the operations of the company, to resell the same as and when required, to borrow from banks, individuals or financial institutions any sums of money which the company may require for its business and to enter into business dealings with any lawfully incorporated banks, that is to say to open accounts in such banks for the depositing of its funds, to issue any cheques, notes, bills of exchange, drafts or other commercial documents and to exercise all the powers granted to it by the Quebec Companies' Act, whether or not mentioned herein;

And generally to have and make use of any other rights and powers which may be necessary for the purposes of their business, and to do all things incidental or appropriate to the attainment of the foregoing purposes, under the name of "P. Lambert & Compagnie, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into four hundred (400) common shares of a par value of fifty dollars ($50.00) each.

The head office of the company will be at Bromptonville, in the Province of Quebec, in the district of Saint Francis.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
3140 Assistant Provincial Secretary.

"Prospects Limited"

(Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de mai, 1937, constituant en corporation: Sidney Hamlin Robinson, Robert LeRoy Pepall, James Thompson Garrow, avocats, tous de la cité de Toronto, comté de York, province d'Ontario, dans les buts suivants:

(*a*) Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

(*b*) Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches

"Prospects Limited"

(No Personal Liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapiter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the eighteenth day of May, 1937 incorporating: Sidney Hamlin Robinson, Robert LeRoy Pepall, James Thompson Garrow, sollicitors, all of the city of Toronto, in the County of York, Province of Ontario, for the following purpose:

(*a*) Prospect and explore for mines and minerals;

(*b*) Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined,

ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces dits minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

(c) Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droit de préemption ou tout intérêt en ces droits ou propriétés; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

(d) Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

(e) Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec (chap. 80), en la manière y prescrite;

(f) Fabriquer, acheter, et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

(g) Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

(h) Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits des actions, bons, obligations ou autres valeurs émis par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

(i) Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer ou faire elle-même, en vertu de la Loi des compagnies Minières de Québec, et les payer, en tout ou en pertie, par la remise d'actions libérées, et assumer les dettes et charges de l'actif ainsi acquis;

(j) Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle, au delà du montant du prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Prospects Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Val d'Or, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour de mai, 1937.

JEAN BRUCHESI,
3141 Sous-secrétaire de la Province.

crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose thereof;

(c) Acquire, lease, possess, and alienate mines, minings lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

(d) Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, waterworks, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

(e) Exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act (Chap. 80), in the manner therein prescribed;

(f) Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

(g) Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

(h) Receive, hold and dispose of shares, bonds debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

(i) Acquire the assests, entreprise, property, privileges, franchises, contrats or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under the Quebec Mining Companies' Act, and pay for the same in whole or in part, by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

(j) Do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it is incorporated;

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares, under the name of "Prospects Limited" (No personal liability), with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the Company will be at the town of Val d'Or, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
3142—o Assistant Provincial Secretary.

"Radiateur Plessis Limitée—Plessis Radiator Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de mai 1937, constituant en corporation: Gustave Grenier, agent d'assurance, Amable Carrier, bijoutier et P. Isai Magnan, maître de poste, tous du village de Plessisville, dans les buts suivants:

Fabriquer, faire fabriquer, vendre et faire le commerce de radiateurs et de tout autre appareil destiné au chauffage des maisons ou édifices quel-

"Radiateur Plessis Limitée—Plessis Radiator Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1937, incorporating: Gustave Grenier, insurance agent, Amable Carrier, jeweller, and P. Isai Magnan, postmaster, all of the Village of Plessisville, for the following purposes:

To manufacture, cause to be manufactured, sell and deal in radiators and any other apparatus intended for the heating of houses or building

conques ainsi que la fabrication et le commerce de tout autre objet ou article se rapportant au chauffage;

Construire, louer, acheter ou autrement acquérir des édifices pour bureaux, boutiques, entrepôts ou autres propriétés immobilières qui peuvent servir aux fins de la compagnie;

Acquérir, exercer et faire valoir tout brevet d'invention, marques de commerce, permis, concession et chose de même nature se rapportant à une invention ou à quelque renseignement relatif;

Exercer toute autre industrie que cette compagnie croira pouvoir convenablement exercer en rapport avec son commerce, ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Le droit de s'associer ou conclure des conventions pour le partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques, ou autres, avec toute personne ou compagnie exerçant une industrie ou une transaction de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et de prêter les fonds à cette personne ou compagnie, en garantir les contrats ou autrement l'aider, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute pareil compagnie, et les vendre, détenir, avec ou sans garantie, ou autrement en disposer;

Le droit de maintenir et établir des associations, institutions, fonds, fiducie et installations pour le bénéfice des employés ou ex-employés de la compagnie ou des personnes à leur charge; et accorder des pensions et allocations, faire des paiements dans un but d'assurance, de charité ou de bienfaisance ou pour tout autre objet utile;

Le droit de construire, améliorer, entretenir, mettre en service, administrer, exécuter ou contrôler, sur les propriétés de la compagnie ou sur celles dont elle a le contrôle et pour les seules fins de son commerce et de son industrie, tous chemins, voies, embranchements ou voies d'évitement, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usine d'énergie électrique, ateliers, magasins et autres usines et installations qui peuvent sembler de nature à favoriser directement ou indirectement les intérêts de la compagnie ou y contribuer, les subventionner ou autrement les aider;

Le droit de prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces personnes et assumer leurs responsabilités;

Acquérir et posséder par achat, bail ou autrement, la totalité ou toute partie des biens meubles et immeubles, commerce, industrie, clientèle, propriétés, franchises, baux, hypothèques, permis, pouvoirs, privilèges, contrats et assumer ou non les obligations et dettes de toute personne, société, firme, corporation ou compagnie dont le commerce est similaire et le droit de les payer totalement ou partiellement en bons, obligations, ou actions entièrement libérées de la compagnie ou autrement;

Le droit de lever des fonds pour toute autre compagnie ou personne avec laquelle la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et l'aider au moyen de gratifications, prêts, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, et de garantir l'exécution de leurs contrats et responsabilités;

Payer tous les frais encourus pour l'obtention de la charte d'incorporation ou en rapport avec la formation ou l'organisation de la compagnie;

whatsoever and also to manufacture and deal in any other objects or articles incidental to heating;

To construct, lease, purchase or otherwise acquire buildings for offices, shops, warehouses or other immoveable property which may be used for the purposes of the company;

To acquire, exercise and turn to account any patent of invention, trade marks, licenses, concessions and things of a like nature relating to any invention or any information connected therewith;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

The right to enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

The right to establish and support associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company, or the persons in their charge; and to grant pension and allowances to and to make payments towards insurance, charity or benevolence or for any useful object;

The right to construct, improve, maintain, operate, manage, execute or direct, upon the property of the company or on that under its control and for the sole purposes of its business and trade, any roads, ways, branches or sidings, bridges, reservoirs, water-courses, wharves, factories, warehouses, electric power houses, shops, stores and other workshops and installations which may seem directly or indirectly conducive to benefit the interests of the company or to contribute thereto, subsidize or otherwise assist same;

The right to lend money to clients and others having business relations with the company and guarantee the performance of contracts by such persons and assume their liabilities;

To acquire and own by purchase, lease or otherwise, the whole or any part of the property, movable and immovable, business, industry, goodwill, property, franchises, leases, hypothecs, licenses, powers, privileges, contracts, and assume or not the obligations and debts of any person, partnership, firm, corporation or company carrying on a similar business, and the right to pay for same wholly or partly with bonds, obligations, fully paid up shares of the company or otherwise;

The right to raise money for any other company or person with which the company may have business relations and assist same by means of gratuities, loans, endorsements, guarantee of bonds, debentures, or other securities or otherwise, and to guarantee the performance of their contracts and liabilities.

To pay all costs incidental to procuring the charter of incorporation or in connection with the formation and organisation of the company;

et toutes les choses qui se ratachent ou qui sont appropriées à la réalisation des objets précités, et promouvoir une ou des compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou toute partie des entreprises, de l'actif, des droits ou du passif de cette compagnie ou pour toute autre fin jugée de natdre à profiter à cette compagnie;

Employer des courtiers, agents à commission, maison financière ou agents de change; passer des contrats avec eux et pourvoir à leur rémunération sous forme de salaire, commission ou bonus, lors de toute émission d'actions, obligations, actions-débentures, ou autres valeurs de la compagnie;

Emettre, répartir et livrer comme entièrement acquittées et non sujettes à appel, les actions, débentures ou autres valeurs de cette compagnie en paiement ou paiement partiel de toutes valeurs droits ou choses qu'elle peut acquérir et en paiement ou paiement partiel de tout service rendu à la compagnie, soit en rapport avec sa formation et la réorganisation de son commerce ou autrement;

Hypothéquer, gager, ou autrement affecter, conformément à la loi, les propriétés mobilières et immobilières de la compagnie pour garantir tout emprunt, toute obligation, débenture ou action-debentures que cette compagnie est autorisée par la loi à contracter ou à émettre, sous le nom de "Radiateur Plessis Limitée—Plessis Radiator Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de quarante-neuf mille dollars ($49,000.00), divisé en mille neuf cent soixante (1,960) actions de vingt-cinq dollars ($25.00) chacune soit:

a) 840 actions de la classe "A"
b) 1120 actions de la classe "B"

Les porteurs d'actions de la classe "A" seront pendant deux années à compter de la date de l'émission des lettres patentes de la compagnie et durant ce temps seulement, privés du droit de vote aux assemblées des actionnaires et ne seront pas éligibles comme directeurs. A l'expiration de ces deux années les porteurs d'actions de la classe "A" auront le droit de vote aux assemblées des actionnaires et seront éligibles comme directeurs;

Les porteurs d'actions de la classe "B" auront seuls droit de vote et le droit d'être élus comme directeurs dans les 2 années qui suivront l'émission des lettres patentes. A l'expiration de ces deux années, les actions classe "B", advenant la liquidation volontaire ou forcée, auront droit d'être remboursés de leur mise, avant qu'aucun argent soit payé aux détenteurs des actions de la classe "A", déduction faite des pertes d'opérations seules sans charge de dépréciation. A l'expiration de ces deux années, si la compagnie continue ses affaires, les actions des classes "A" et "B" retomberont sur le même pied et ne jouiront d'aucun privilège particulier.

Le bureau principal de la Compagnie sera à Plessisville, district d'Arthabaska.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
3143–o Sous-secrétaire de la Province.

and to do any such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects; and to promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the undertakings, assets, rights or liabilities of this company or for any other purposes which may seen calculated to benefit the company;

To employ brokers, commission agents, financial houses or stock brokers, to enter into contracts with them and to provide for their remuneration under the form of salary, commission or bonus, at the time of the issue of shares, bonds, debenture-stock or other securities of the company;

To issue, allot and deliver as fully paid up and non-assessable, shares, debentures or other securities of the present company, in payment or part payment for any securities, rights or anything it may acquire, and in payment or part payment for any service rendered to the company, either in connection with its formation or the re-organization of its business or otherwise;

To hypothecate, pledge or otherwise affect according to law the movable or immovable property of the company to secure any loan, any bond, debenture or debenture-stock which the said Company is entitled by law to contract or to issue, under the name of "Radiateur Plessis Limitée—Plessis Radiator Limited".

The amount of the capital stock ot the company shall be forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into nineteen hundred and sixty (1,960) shares of twenty five dollars ($25.00) each, namely:

a) 840 Class "A" shares
b) 1120 Class "B" shares;

The holders of Class "A" shares shall, for two years, from and after the date of issue of the Letters Patent of the company, and during the said time only, deprived of voting right at the shareholders' meetings, and they shall not be eligible as Directors. At the expiration of the said two years, the holders or "Class "A" shares shall be entitled to vote at the shareholders' meeting and shall be eligible as Directors;

The holders of Class "B" shares shall alone be entitled to vote and to the right of being elected as Directors, in the two years following the issue of the Letters Patent. At the expiration of the said two years, the Classe "B" shares, in the event of a voluntary or forced liquidation, shall be entitled to the reimbursement of the amount by them paid thereon, before any money may be paid to the holders of the Class "A" shares, deduction made of business losses only, without any charge for depreciation. At the expiration of the said two years, if the company continues to carry on business, the Class "A" and Class "B" shares be considered on the same footing and shall enjoy no special privilege.

The head office of the Company, will be at Plessisville, District of Arthabaska.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
3144 Assistant Provincial Secretary.

"Scierie Victoria Ltée.—Victoria Sawmill Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223,

"Scierie Victoria Ltée.—Victoria Sawmill Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter

S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du quinzième jour de mai 1937, constituant en corporation: J. Edouard Alain, industriel, Fidel E. Alain, Surintendant, et Geo. Cantin, industriel, tous de Victoriaville, P. Q., dans les buts suivants:

Manufacturer, faire le commerce de bois, vendre soit pour elle, comme agent, du bois et tous autres objets en bois;

Acquérir, posséder et vendre des machines, installations, limites à bois, moulins, inventions, entreprises brevets, propriétés, droits, privilèges, baux, contrats et autres droits qui peuvent être avantageux ou utiles à l'exercise de l'industrie et du commerce de la compagnie;

Acheter et vendre les actions, obligations et débentures de d'autres compagnies;

Acquérir des entreprises similaires et leur clientèle;

Aider toute organisation créée dand le but de secourir les employés de la compagnie;

Emettre sous son sceau des certificats au porteur (Share warrants)pour ses actions entièrement acquittées suivant l'article 45 de la loi des Compagnies de Québec ou de tous amendements qui ont pu être ou été apportés, sous le nom de "Scierie Victoria Ltée—Victoria Sawmill Limited" avec un capital total de quarante-neuf mille dollars ($49,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt (980) actions de cinquante dollars ($50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Victoriaville, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quinzième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
3145-o Sous-secrétaire de la Province.

223, R. S. Q., 1925, bearing date the fifteenth day of May, 1937, incorporating: J. Edouard Alain, manufacturer; Fidel E. Alain, superintendent, and Geo. Cantin, manufacturer, all of Victoriaville, P. Q., for the following purposes:

To manufacture, deal in lumber, to sell either for itself, as agent, lumber and all other wooden objects;

To acquire, own and sell machines, installations, timber limits, mills, inventions, undertakings, patents, properties, rights, privileges, leases, contracts and other rights which may be advantageous or useful in the carrying out of the industry and business of the company;

To purchase and sell shares, bonds and debentures of other companies;

To acquire similar undertakings and their custom;

To assist any organization created for the purposes of helping employees of the company;

To issue under its seal share warrants for its fully paid up shares in accordance with article 45 of the Quebec Companies' Act or any amendments which have been or may be made thereto, under the name of "Scierie Victoria Ltée— Victoria Sawmill Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into nine hundred and eighty (980) shares of fifty dollars ($50.00) each.

The head office of the company will be at Victoriaville, in the district of Arthabaska.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
3146 Assistant Provincial Secretary.

"Theatre Holdings Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de mai, 1937, constituant en corporation: Henry Weinfield, avocat et Conseil en Loi du Roi, de la cité de Westmount, Samuel David Rudenko, avocat, de la cité d'Outremont, et Charles Gavsie, avocat, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Eriger et construire et acquérir par achat, bail, permis ou autrement, et exploiter des théâtres, salles de vues animées et lieux de divertissements; exercer les opérations en général de propriétaires et de gérants de théâtres, et produire et exhiber en public des représentations de vues animées, d'opéra, pièces de théâtre, comédies burlesques, vaudevilles, pantomimes, pièces à spectacles, concerts, et des démonstrations et divertissements dramatiques et de musique; Exercer les opérations de restaurateurs, épiciés licenciés, agents de théâtre, publicistes et imprimeurs dramatiques et de musique, et tout autre commerce qui semblera susceptible de promouvoir l'un quelconque des pouvoirs et droits de la compagnie;

(*b*) Acquérir par achat, bail, permis ou autrement, des privilèges et droits d'exploiter et d'exhiber en public moyennant gain pécuniaire, des vues animées, vues parlantes, chansons illustrées et lentilles pour chansons illustrées, exécutions de vaudeville, photographies, pianos, pianos automatiques, boîtes automatiques pour les vues photographiques, représentations théâtrales et autres exhibitions;

"Theatre Holdings Inc.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1937, incorporating: Henry Weinfield, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Samuel David Rudenko, advocate, of the City of Outremont, and Charles Gavsie, advocate, of the City of Montreal, all of the District of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To erect and construct and to acquire by purchase, lease, license or otherwise, and to operate theatres, moving picture theatres and places of amusement; to carry on the general business of theatre proprietors and managers, and to produce and exhibit to the public, performances of moving pictures, operas, stage plays, burlesques, vaudevilles, pantomimes, spectacular pieces, concerts, and musical and dramatic performances and entertaiments; to carry on the business of restaurant keepers, licensed victualers, theatrical agents, dramatic and musical publishers and printers, and any other business which may seem calculated to assist any of the Company's powers and rights;

(*b*) To acquire by purchase, lease, license or otherwise, privileges and rights to operate and exhibit to the public for gain, moving pictures, talking motion pictures, illutrated songs and song slides, vaudeville performances, photographs, pianos, automatic pianos, automatic boxes for photographic views, theatrical representations and other exhibitions;

(*c*) Manufacture, acheter, vendre et échanger ou louer, et faire le commerce de tous articles, effets, et marchandises, appareils, machinerie et accessoires se rapportant au commerce de la compagnie et manufacturer, acheter, louer, vendre, importer, exporter ou autrement faire le commerce de tous dispositifs, appareils, substances ou procédés se rapportant à la chimie, la lumière, l'optique, l'électricité, l'accoustique, la photographie et la mécanique;

(*d*) Passer des contrats avec les auteurs, publicistes, producteurs, et autres personnes pour les droits dramatiques ou littéraires d'opéra, pièces, comédies burlesques, vaudeville, pellicules de vues animées, pantomimes, pièces de théâtre et compositions, et pour leur production et leur représentation;

(*e*) Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que les opérations précitées, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(*f*) Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis en ce qui les concerne ou autrement faire valoir les biens, droits ou information ainsi acquis;

(*g*) Se fusionner, s'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement ces dites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, ou les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

(*h*) Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(*i*) Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(*j*) Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens et à cet effet accorder des pensions et allocations, faire des conventions en vue d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour

(*c*) To manufacture, buy, sell and exchange or lease, and deal in all goods, wares, and merchandise, apparatus, machinery and appliances connected with the business of the Company, and to manufacture, purchase, lesse, sell, import, export or otherwise deal in any instruments, apparatus, substances or processes relating to chemistry, light, optics, electricity, accoustics, photography, and mechanic;

(*d*) To enter into contracts with authors, publishers, producers, and other persons for the dramatic or literary rights of operas, plays, burlesques, vaudevilles, moving picture films, pantomimes, spectacular pieces, and compositions, and for the production and representation thereof;

(*e*) To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

(*f*) To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or limited right to use any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purpose of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(*g*) To amalgamate or enter into partnership or into any arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on, or engage in, or any business or transaction capable of being conducted, so as to directly or indirectly benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or resell with or without guarantee or otherwise deal with the same;

(*h*) To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or the carrying on of any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

(*i*) To enter into any arrangement with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(*j*) To establish and support or aid in the establishments and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business), or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make arrangements towards insurance, and to subscribe or guarantee money for the charitable or

des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

(*k*) Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(*l*) Acheter, louer ou autrement acquérir et posséder des immeubles, vendre, hypothéquer, louer, aliéner, échanger, disposer ou autrement faire le commerce de tels immeubles ou toute portion d'iceux, et développer, améliorer et disposer de telles propriétés en lots à bâtir, rues, ruelles, squares ou autrement, cultiver telles propriétés immobilières, et vendre ou disposer autrement les produits de telles propriétés;

(*m*) Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

(*n*) Prendre, acquérir et détenir toute garantie de toute nature quelconque, réelle ou personnelle, pour dettes, responsabilité ou obligations envers la compagnie, encourues ou qui seront encourues en rapport avec les objets et fins de cette compagnie;

(*o*) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(*p*) Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*q*) Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans toute autre province du Canada ou dans tout pays étranger et y désigner des personnes, en conformité des lois de ce dit pays étranger, pour représenter la compagnie et accepter la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

(*r*) Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

(*s*) Emettre et répartir des actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie, en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles achetées ou autrement acquises par la compagnie;

(*t*) Distribuer entre les actionnaires de la compagnie en nature, espèces ou autrement, tel qu'il sera résolu, au moyen de dividendes, bonis ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, toutes propriétés ou biens de la compagnie ou tous revenus provenant de la vente ou de l'aliénation de toute propriété de la compagnie, et particulièrement toutes actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie ou de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie ou dont cette compagnie peut avoir le pouvoir de disposer;

(*u*) Etablir des agences et succursales;

(*v*) Placer et disposer des deniers qui ne sont pas immédiatement requis, dans telles valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

benevolent objects, or for any exhibitions or for any public, general or useful object;

(*k*) To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or incirectly calculated to benefit the company;

(*l*) To purchase, lease or otherwise acquire and to own real estate, to sell, hypothecate, lease, convey, exchange, dispose of, or otherwise deal with such real estate, or any portion thereof, and to develop, improve, and lay out such property in building lots, streets, lanes, squares, or otherwise, to farm such real estate and to sell or dispose of the products thereof;

(*m*) To lend money to customers and others having dealings with the company, and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

(*n*) To take, acquire, and hold any guarantee of whatsoever nature, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the company, incurred or to be incurred in connection with objects and purposes of this company;

(*o*) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(*p*) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the compagny may think fit, and, in particular, for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(*q*) To procure the company to be registered and recognized in any other Province of Canada or in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company, and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

(*r*) To remunerate any person or company for services rendered in placing, or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(*s*) To issue and allot fully paid up shares of the capital stock of the company, in payment or part payment of any real or personal property purchased, or otherwise acquire by the company;

(*t*) To distribute among the shareholders of the company in kind, specie, or otherwise, as may be receive, by way of dividend, bonus, or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, any property or assets of the company, or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company and, in particular any shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities, of or in any other company, belonging to this company, or of which it may have power to dispose;

(*u*) To establish agencies and branches;

(*v*) To invest and deal with the moneys not immediately required, in such securities, and in such manner as may from time to time be determined;

(*w*) Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques;

(*x*) Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus hauts en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit, seuls ou conjointement avec d'autres;

(*y*) Emprunter aucune et toute sommes qui seront requises en rapport avec une ou plusieurs des opérations exercées par la compagnie;

(*z*) Hypothéquer, charger, gager, nantir ou autrement donner comme garantie chacun ou tous biens de la compagnie de quelque nature, sorte et description que ce soit;

(*aa*) Faire toutes telles autre choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objet précités;

(*bb*) Payer à même les fonds de la compagnie, la totalité ou toute partie des dépenses de la compagnie, ou dépenses incidentes à sa promotion ou à son organisation;

En général faire chacune ou toutes les choses, ci-dessus, dans les présentes énoncées et telles autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets et fins de la corporation comme mandants, commissionnaires, agent, procureur, entrepreneur, bailleur, locataire ou autre, soit seule ou conjointement avec toute personne, firme association ou corporation, et faire les dits actes et choses et exercer chacun et tous tels pouvoirs de la même manière qu'une personne naturelle pourrait ou devrait légalement le faire, avec tous les droits autorisés ou permis à une corporation en vertu de toutes lois qui peuvent être présentement ou pourront être dans la suite applicables ou disponibles à la corporation;

Les articles précédents seront chacun interprétés comme fins, objets et pouvoirs et les choses exprimées dans chaque article, seront, excepté tel qu'autrement expressément pourvu, en aucune manière limitées par induction ou déduction des termes de tout autre article, mais seront considérées comme fins, objets et pouvoirs indépendants, et l'énumération des fins, objets et pouvoirs spécifiques ne sera pas interprétée pour limiter ou restreindre en aucune manière la signification des termes généraux, ou des pouvoirs généraux de la corporation, présentement ou dans la suite, conférés par les lois de la province de Québec, ni l'expression d'une chose sera-t-elle censée en exclure une autre, quoiqu'elle fut de nature semblable non exprimée;

Dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés ou avec toute autre corporation ou association dont un ou plusieurs de ses directeurs sont actionaires, directeurs, officiers ou employés tels contrats ou transactions ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que dans pareil cas le fait que tel intérêt existe soit déclaré aux autres directeurs affectés par tel contrat ou transaction;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

(*w*) To adopt such means of making known the produce of the company as may seem expedient, and, in particular, by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works or art, or interest, by publication of books and periodicals;

(*x*) To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(*y*) To borrow any and all sums that may be required in connection with one or more operations carried on by the Company;

(*z*) To hypothecate, charge, mortgage, pledge, or otherwise give as security any or all of the assets of the company of whatsoever nature, kind and description;

(*aa*) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

(*bb*) To pay out of the funds of the company, all or any part of the expenses of, or incidental to the promotion or organization thereof;

In general to do any or all the things hereinabove set forth and such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects and purposes of the corporation as principals, factor, agent, attorney, contractor, lessor, lessee or otherwise, either alone or in conjunction with any person, firm, association, or corporation, and to do such act and things and to exercise any and all such powers to the same extent, as a natural person might or could lawfully do, to the full extent authorized or permitted to a corporation under any laws that may be now or hereafter applicable or available to the corporation;

The faregoing clauses are each to be construed as purposes, objects and powers, and the matters expressed in each clause, shall except as otherwise expressly provided, be in no wise limited by reference to inference from terms of any other clause, but are to be regarded as independent purposes, objects and powers, and the enumeration of specific purposes, objects and powers are not to be construed to limit or restrict in any manner the meaning of general terms, or the general powers of the corporation, now or hereafter conferred by the laws of the Province of Quebec, nor is the expression of one thing to be deemed to exclude another although it be of like nature, not expressed;

In case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, officers, or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such Director or Directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors acting upon or in reference to such contract or transaction;

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty.

Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire les actions, sous le nom de "Theatre Holdings Inc.", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principale de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce huitième jour de mai, 1937.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

3147

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares, under the name of "Theatre Holdings, Inc.", with a total capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the Company, will be at the City of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
Assistant Provincial Secretary.

3148—o

"The C. F. Investment Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la Province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingtième jour de mai 1937, constituant en corporation: Charles-A. Cannon, avocat, Mabel Bourque et Rachel Fortin, sténographes, filles majeures, tous de Québec, dans les buts suivants:

1. Faire les opérations d'une compagnie de placements et faire des placements dans des titres, obligations, débentures, actions, certificats ou valeurs de tout gouvernement, état, dominion, province ou autorité souveraine, suprême, municipale, locale ou autrement, bons, débentures, parts, certificats, obligations, actions ou valeurs d'aucune compagnie ou corporation quelconque, publique ou privée, ou de toute entreprise dans laquelle la compagnie peut être intéressée ou dans laquelle d'autres peuvent s'intéresser, de même que sur toute propriété mobilière ou immobilière de toute nature quelconque, placer et prêter de l'argent à intérêt, avec ou sans garantie, aussi changer ces placements, les modifier ou réaliser, et replacer de la manière précitée l'argent dont la Compagnie disposera en aucun temps;

2. Souscrire, garantir, acheter, prendre ou acquérir autrement et détenir, soit comme partie principale ou comme agent et absolument comme propriétaire ou par voie de garantie subsidiaire et vendre, échanger, jouir ou autrement disposer de tous titres, actions, obligations, débentures, actions-débentures, billets, hypothèques, et autres valeurs, obligations, contrats et preuves de dettes de tout gouvernement, corporation municipale, scolaire, banque à charte, compagnie industrielle ou financière ou autre corporation quelconque et, durant leur possession, exercer tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriété, y compris tous les droits de vote, s'il y a lieu, qui y sont attachés;

3 Placer les deniers de la compagnie non immédiatement requis, de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

4. Assumer, administrer et disposer de toute manière quelconque, de toute industrie ou entreprise dans lesquelles la compagnie pourrait être intéressée, ou dans les valeurs desquelles elle pourrait avoir placé ses fonds ou avec lesquelles elle pourrait avoir des relations d'affaires;

5. Acheter ou autrement acquérir, et détenir, vendre et autrement trafiquer de propriétés foncières et personnelles, de toutes sortes, des droits et spécialement des terrains, bâtiments, héritages, maisons et entreprises commerciales ou industrielles, hypothèques, ou charges, sur des biens personnels, contrats, concessions, franchises, annuités, patentes, licences, garanties, polices, dettes actives, d'aucun intérêt dans la

"The C. F. Investment Company".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twentieth day of May, 1937, incorporating: Charles A. Cannon, Advocate, Mabel Bourque, and Rachel Fortin, Stenographers, Spinsters, all of Quebec, for the following purposes:

1. To carry on the business of an investment company and to invest in any stocks, bonds, debentures, shares, scrip or securities of any government, state, dominion, province, sovereign or authority, supreme, municipal, local or otherwise and in bonds, debentures, stock, scrip, obligations, shares or securities of any company or corporation, whatsoever, whether public or private or in any undertaking upon which the company enter itself or which may be entered into by others, as well as in any movable or immovable property whatsoever and to invest and lend money at interest with security or without security, and to change, alter or realize upon any such investments and to re-invest in the manner aforesaid any moneys which may at any time be in the hands of the company;

2. To subscribe for, underwrite, buy, take or otherwise acquire and to hold, either as principal or agent, and absolutely as owner or by way of collateral security, and to enjoy, sell, exchange or otherwise dispose of any stock, shares, bonds, debentures, debenture stock, notes, mortgages and other securities, obligations, contracts and evidences of indebtedness of any government or municipal or school corporation or of any chartered bank or of any industrial or financial or other corporation or company, and while the owner or holder thereof, to exercise all the rights, powers and privileges of ownership, including all voting rights, if any, with respect thereto;

3. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

4. To take over, manage, and dispose of in any manner whatsoever any business or undertaking in which the company may be interested or in the securities of which it may have invested its funds or with which it may have business relations;

5. To buy or otherwise acquire and hold, sell and deal in real and personal property of all kinds and rights and in particular, lands, buildings, hereditaments, business or industrial concerns and undertakings, mortgages or charges on personal property, contracts, concessions, franchises, annuities, patents, licenses, securities, policies, book debts and any interest in real or personal property, any claims against such pro-

propriété, foncière ou personnelle, de réclamations à l'encontre de cette propriété ou contre aucune personne ou compagnie, de privilèges et choses éventuelles de toutes espèces;

6. Agir comme agents ou procureurs pour la transaction de toutes opérations, la gestion de propriétés, la vente de biens, le placement et la perception de deniers, rentes, intérêts, dividendes, mortgages, obligations, comptes, billets et autres valeurs;

7. Eriger, modifier, améliorer, réparer, maintenir et gérer des édifices, sur tous terrains sur lesquels la compagnie peut avoir quelqu'intérêt et généralement faire le commerce d'une compagnie d'immeubles et d'amélioration;

8. Garantir le paiement et donner, à même ses biens, toute garantie pour les dettes, obligations de toute personne ou corporation, sous le nom de "The C. F. Investment Company", avec un capital-total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Et il est ordonné:

1. Que le nombre des actionnaires de la compagnie (à l'exception de ceux qui sont à l'emploi de la compagnie) est par les présentes limité à cinquante, deux ou plusieurs personnes détenant une ou plusieurs actions conjointement étant considérées comme un seul actionnaire;

2. Que le droit de transférer les actions du capital-actions de la compagnie sera restreint, et qu'aucun actionnaire ne pourra, sans le consentement exprès des directeurs attesté par une résolution passée par le Bureau, transférer son ou ses actions;

3. Qu'il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire toutes actions ou débentures ou actions-débentures de la compagnie;

4. Que la compagnie pourra employer aucun de ses fonds à l'achat d'actions dans toute autre compagnie;

5. Que la compagnie peut tenir des assemblées de ses actionnaires et directeurs à tout endroit autre qu'au bureau-chef, soit dans ou en dehors de la Province de Québec, exception faite de l'assemblée générale annuelle de la compagnie et des assemblées pour l'élection des directeurs.

Le bureau principal de la Compagnie sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de mai 1937.

ARMAND VIAU,

3149-o Sous-secrétaire suppléant de la Province.

"Tremblay-Joubert Coal Oil Co. Ltd—Les Mines d'Huiles & Pétrole Tremblay-Joubert Cie Léte". (Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies Minières de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q. 1925, des lettres patents en date du dix-septième jour de mai 1937, constituant en corporation: Alfred Tremblay marchand, Ladislas Joubert, comptable public licencié, Maxime Matteau, Joseph Mousseau, prospecteurs, tous de Montréal, et Léopold Joubert, pharmacien chimiste, de Westmount, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations et des recherches pour des mines et minéraux, huiles et charbon;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des mine-

property or against any person or company and privileges and choses in action of all kinds;

6. To act as agents or attorneys for the transaction of any business, the management of estate the sale of property, the investment and collection of moneys, rents, interest, dividends, mortgages, bonds, bills, notes and other securities;

7. To erect, alter, improve, repair, maintain and manage buildings, upon any lands in which the company may have any interest and generally to carry on the business of a real estate and improvement company;

8. To guarantee the payment of and to supply out of its assets security for the debts or obligations of any person or corporation, under the name of "The C. F. Investment Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars ($10.00) each.

And it is ordained:

1. That the number of shareholders of the company (exclusive of those who are in the employ of the company) is hereby limited to fifty, two or more persons holding one or more shares jointly being counted as a single shareholder;

2. That the right to transfer shares of the capital stock of the company shall be restricted, and that no shareholder shall, without the express sanction of the directors, to be signified by a resolution passed by the Board, transfer his or her share or shares;

3. That any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures or debenture stock of the company is prohibited;

4. That the company may use any of its funds for the purchase of shares in any other company;

5. That the company may hold meetings of its shareholders and directors at any place other than the head office, either within or without the Province of Quebec, excepting however the annual general meeting of the company, and meetings for the election of directors.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of May, 1937.

ARMAND VIAU,

3150-o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Tremblay-Joubert Coal Oil Co. Ltd—Les Mines d'Huiles & Pétrole Tremblay-Joubert Cie Ltée". (No personal liability.)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the seventeenth day of May, 1937, incorporating: Alfred Tremblay, merchant, Ladislas Joubert, licensed public accountant, Maxime Matteau, Joseph Mousseau, prospectors, all of Montreal, and Léopold Joubert, druggist-chemist, of Westmount, for the following purposes:

1. Porspect and explore for mines and minerals, oil and coal;

2. Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals, wahtsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner, render such

rais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder, et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriété, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnées;

4. Construire, entretenir et exploiter sur ces propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, de lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins entrepôts et hangars, nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 et 112 de la Loi des Mines de Québec (Chap. 80) en la manière y prescrite;

6 Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils, et appareils, requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

8. Recevoir en paiement de min rais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrage faits, des actions, bons, obligations, ou autres valeurs émis par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

9. Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer ou faire elle-même en vertu de la présente loi, et les payer, en tout ou en partie, si cette personne ou compagnie y consent, par la remise d'actions libérées, et assumer les dettes et charges de l'actif ainsi acquis;

10. Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réal sation des fins de sa constitution en corporation;

11. Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou qu'ils ont convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Tremblay-Joubert Coal Oil Co., Ltd—Les Mines d'Huiles & Pétrole Tremblay-Joubert Cie, Ltée" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de quarante-neuf mille dollars ($49,000.00), divisé en quarante-neuf mille (49,000) actions de un dollars ($1.00) au pair chacune.

Le montant du capital pour commencer les opérations sera de cinq mille dollars ($5,000.00).

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce dix-septième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
3151—o Sous-secrétaire de la Province.

3. Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

5. Exercise all the powers enumerated in Sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (Chap. 80) in the manner therein prescribed;

6. Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

7. Build, acquire, possess, charter and employ the vessel necessary for its operations and for the transport of its products;

8. Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise and works;

9. Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business, which it itself may carry on under this Act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. Do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it is incorporated;

11. The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid for or agreed to be paid to the Company for its shares, under the name of "Tremblay-Joubert Coal Oil Co., Ltd—Les Mines d'Huiles & Pétrole Tremblay-Joubert Cie, Ltée" (No personal liability), with a total capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into forty nine thousand (49,000) shares of one dollar ($1.00) each, par value.

The amount of the capital required to commence its operations will be five thousand dollars ($5,000.00).

The head office of the Company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
3152 Assistant Provincial Secretary.

"Woodcraft Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la Province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'artic e 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du treizième jour de mai 1937, constituant en corporation: Maurice Hart, de la cité d'Outremont Solomon Weber, avocats et Samuel

"Woodcraft Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the thirteenth day of May, 1937, incorporating: Maurice Hart, of the City of Outremont, Solomon Weber, advocates, and Samuel Senzilet, notary, both of the

Senzilet, notaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, vendre, acheter et autrement disposer d'ameublement, accessoires, nattes, tapis, carpettes et machineries, et aucun et toutes sortes d'objets semblables, et vendre et manufacturer aucune et toutes marchandises ou matériaux utilisés en iceux ou aucun d'eux;

2. Exercer toute autre industrie manufacturière ou autrement qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie;

3. Acheter, vendre, posséder, améliorer, administrer, développer, louer, utiliser et avoir en sa possession ou autrement négocier ou faire le commerce de biens immobiliers;

4. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie par l'émission d'obligations, débentures ou autrement;

5. Solliciter, acheter ou autrement acquérir, tous brevets, permis, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif, ou limité, à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui semblera propre à servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition ou vente peut paraître susceptible directement ou indirectement de profiter à la présente compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignement ainsi acquis;

6. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

7. Prêter ou avancer de l'argent ou garantir les contrats ou se porter garant ou autrement aider toute compagnie, firme ou individu, et placer aucun des deniers de cette compagnie dans ou sur tous biens, mobiliers ou immobiliers, et telles autres entreprises ou valeurs que cette compagnie jugera convenables de temps à autre;

8. Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

9. Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, pour garantir le paiement d'emprunts ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

10. Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

11. Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées, toutes actions, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

12. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

City of Montreal, all of the District of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, sell, buy, and otherwise dispose of furniture, appliances, mats, rugs, carpets and machinery, and any and all kinds of the same, and to sell and manufacture any and all goods or materials used therein, or any of them;

2. To carry on any other business whether manufacturing or otherwise, which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

3. To buy, sell, possess, improve, administer, develop, lease, use and enjoy, or otherwise deal in or with immoveable property;

4. To borrow money upon the credit of the Company by the issue of bonds, debentures or otherwise;

5. To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive, non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, develop or grant licenses, in respect thereof, or otherwise turn to account the property rights or information acquired;

6. To take or otherwise acquire and hold shares in any other Company having objects altogether or in part similar to those of the Company or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the Company;

7. To lend or advance moneys to or guarantee the contracts of or become security for, or otherwise assist any Company, firm or individual, and to invest any of the moneys of this Company, in or upon any property, moveable or immoveable, and such other undertakings or securities as this Company may from time to time deem expedient;

8. To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, or otherwise dispose of any or all of the property moveable or immoveable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this Company, upon such terms and conditions as this Company may see fit;

9. To hypothecate, pledge, or otherwise affect the moveable or immoveable property of the Company, to secure the payment of loans, or the payment of performance of any other debt, contract or obligations of the Company;

10. To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock, which the company is by law entitled to issue;

11. To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or ither securities of this company either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

12. To invest and deal with the monies of the Company not immediately required on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

13. Faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

14. Prendre et détenir des gages, hypothèques, privilèges ou charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou tous deniers dus à la compagnie par les acquéreurs, ou avances faites par la compagnie aux acquéreurs ou autres pour fins de construction ou autres améliorations, ou deniers dus à la compagnie pour toute autre raison;

15. Acquérir ou se charger de la totalité ou toute partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant les biens convenant aux fins de la présente compagnie;

16 Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, ou fonds de commerce;

17. Acheter, louer, échanger ou autrement acquérir et posséder tous biens mobiliers et immobiliers que la compagnie croira nécessaires ou utiles à son commerce ou opération ou opérations;

18. Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Woodcraft, Limited", avec un capital-total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la Compagnie, sera à Terrebonne, district de Terrebonne.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce treizième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
3153 Sous-secrétaire de la Province.

13. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and either alone or in conjunction with others

14. To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the Company or any money due to the Company from purchasers, or advances by the Company to purchasers or others for building purposes or other improvements, or moneys owing to the Company for any reason;

15. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

16. To purchase, take on lease or in exchange, hire, or otherwise acquire any personal property, any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular any machinery, plant, or stock-in-trade;

17. To purchase, lease, exchange, or otherwise acquire, and possess all moveable and immoveable property which the company may deem necessary or useful for its business or operation or operations;

18. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Woodcraft Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the Company, will be at Terrebonne, in the district of Terrebonne.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
3154—o Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Sorel Steel Foundries, Limited".

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, articles 41, 47 et suivants, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la Province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt et unième jour de mai 1937, à la compagnie "Sorel Steel Foundries, Limited", ratifiant un règlement comme suit, à savoir:

Que toutes les actions du capital-actions de la compagnie présentement émises et en cours, dont le nombre est de 2,999 actions, d'une valeur au pair de $100.00 par action, soient par les présentes converties et déclarées privilégiées quant aux dividendes et au capital, comme suit:

1. Les porteurs des actions privilégiées auront droit de recevoir, à même les bénéfices de la compagnie disponibles pour les dividendes, lorsque et suivant que déclarés par le bureau de direction de la compagnie, des dividendes en argent, au taux de six pour cent (6%) par année, et pas davantage, sur le montant capital de temps à autre versé sur icelles, ces dividendes étant payables semi-annuellement par chèque ou man-

Supplementary Letters Patent

"Sorel Steel Foundries, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Vompanies' Act, articles 41, 47 and following, supplementary letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty-first day of May, 1937, to the Company "Sorel Steel Foundries, Limited", ratifying a by-law as follows, to wit:

That all of the Capital Stock of the Company at present issued and out-standing, being 2, 999 shares, having a par value of $100.00 per share, is hereby converted into and declared to be preferred as to dividends and capital, as follows:

1. The holders of the preferred shares shall be entitled to receive out of the profits of the Company available for dividends, when and as declared bu the Board of Directors of the Company, cash dividends at the rate of six per cent (6%) per annum and no more on the capital amounts from time to time paid up thereon, such dividends to be payable semi-annually by cheque or warrant of the Company

dat de la compagnie, les premiers jours de janvier et juillet et seront cumulatifs et nul dividende ne sera déclaré, payé ou mis de côté sur les autres actions de la compagnie à moins que tous les dividendes courus sur les actions privilégiées alors émises et en cours n'aient été payés ou déclarés ou mis de côté;

2. Les porteurs des actions privilégiées auront droit, dans toute liquidation, dissolution ou ventilation de la compagnie ou autre distribution des biens de la compagnie entre les actionnaires (autre que par voie de dividende ou bonus pris à même le surplus des profits) au remboursement du montant du capital payé sur telles actions privilégiées avec ensemble tous les dividendes accrus et impayés sur icelles (lequel montant, pour telles fins sera traité comme si tels dividendes couraient jusqu'à la date de telle distribution, qu'ils aient été gagnés ou non) et pas davantage;

3. La compagnie pourra en aucun temps et de temps à autre, d'après une résolution du bureau de direction, acheter la totalité ou toute partie des actions privilégiées en cours sur le march, ou par soumission ou autrement, à un prix n'excédant pas le montant capital versé sur icelles avec tous les dividendes impayés et un montant calculé comme si les dividendes sur icelles couraient pour la période à compter du dernier paiement jusqu'à la date d'achat. A compter de la date de rachat de toutes telles actions privilégiées en vertu des dispositions des présentes, les actions privilégiées ainsi achetées seront censées être rachetées;

4. Sur avis tel que ci-après, la compagnie pourra, à toute date de dividende semi-annuel, racheter la totalité ou toute partie des actions privilégiées alors en cours, sur le paiement du montant capital versé sur icelles, avec en plus tous les dividendes impayés et un montant pour couvrir le paiement du dividended privilégié couru sur telles actions pour la période à compter de la date du paiement du dernier dividende jusqu'à la date du rachat;

5. Au cas où une partie seulement des actions privilégiées en cours serait rachetée de la manière ci-dessus énoncée, le bureau de direction choisira au sort, de la manière qu'il pourra déterminer, les actions privilégiées à être rachetées, ou il pourra prendre les actions qui seront rachetées de chaque actionnaire privilégié au pro rata d'après le nombre d'actions détenues par tel actionnaire, tel qu'indiqué dans les livres de la compagnie à la date à laquelle l'avis de rachat est donné; les fractions d'actions seront aussi rachetées. Excepté dans le cas des actions achetées tel que prévu plus haut, la compagnie devra donner un avis d'au moins trente (30) jours, par écrit, de son intention de racheter la totalité ou aucune des actions privilégiées en cours à leurs détenteurs, tels qu'inscrits dans les livres de la compagnie à la date de tel avis. Cet avis sera donné en le mettant à la poste par lettre recommandée et affranchie à l'adresse de chaque actionnaire intéressé, à la dernière adresse de tel actionnaire telle qu'elle apparaît dans les livres de la compagnie; cet avis devra indiquer la date à laquelle cet achat aura lieu et, à compter de la date ainsi spécifiée, la compagnie devra payer ou faire payer aux détenteurs enregistrés de telles actions le prix du rachat, sur présentation et livraison, au bureau-chef de la compagnie ou en tout autre endroit désigné dans l'avis, des certificats des actions appelées pour être rachetées; après cela les dites actions seront censées être rachetées;

6. A compter de la date spécifiée dans tel avis, les porteurs d'actions privilégiées appelées pour

on the first days of January anf July and to be cumulative and no dividend shall be declared paid or set apart upon the other shares of the Company unless all accrued dividends on the preferred shares then issued and outstanding shall have been paid or declared and set apart;

2. The holders of the preferred shares shall be entitled, on the liquidation, dissolution or winding up of the Company or other distribution of the assets of the Company among the shareholders (other than by way of dividend or bonus out of surplus profits) to repayment of the capital amount paid up on such preferred shares, together with accrued and unpaid dividends thereon (which for such purposes shall be treated as if such dividends were accruing to the date of such distribution, whether or not the same shall have been earned) and no more;

3. The Company may at any time and from time to time pursuant to resolution of the Board of Directors purchase the whole or any part of the preferred shares outstanding in the open market or by tender or otherwise, at a price not exceeding the capital amount paid up thereon, together with all unpaid dividends thereon and an amount calculated as if the dividends thereon had accrued from the period from the then last payment date to the date of purchase. From and after the date of purchase of any such preferred shares under the provisions hereof, the preferred shares so purchased shall be deemed to be redeemed;

4. Upon giving notice as hereinafter provided the Company may, on any semi-annual dividend date, redeem the whole or any part of the preferred shares then outstanding upon payment of the capitl amount paid up thereon, together with all unpaid dividends and an amount calculated as if the preferred dividends on such shares were accruing for the period from the then last dividend payment date to the date of such redemption;

5. In the event of a part only of the outstanding preferred shares being redeemed as aforesaid, the Board of Directors may select by lot, in such manner as they may determine, the preferred shares to be redeemed, or they may take the shares to be redeemed from each preferred shareholder pro rata according to the number of shares held by such holder as shown by the books of the Company on the date of giving of notice of redemption. Fractional shares shall also be redeemed. Except in the case of shares purchased as above provided, the Company shall give at least thirty (30) days notice in writing of its intention to redeem all or any of the outstanding preferred shares to the holders of the shares to be redeemed, as registered in the Company's books at the date of giving such notice. Such notice shall be given by posting the same in a postpaid registered letter addressed to each shareholder at the last address of such shareholders as its appears on the books of the Company; it shall set out the date on which redemption is to take place and on and after the date so specified for redemption the Company shall pay or cause to be paid to the registered holders of such shares the redemption price on presentation and surrender at the head office of the Company or at any other place designated in such notice of the certificates for such shares called for redemption; thereupon such shares shall be deemed to be redeemed;

6. From and after the date specified in such notice the holders of preferred shares called for

rachat n'auront pas le droit d'exercer aucun des droits d'actionnaires en ce qui les concerne, à moins que le paiement du prix de rachat n'ait pas été fait par la compagnie sur présentation et livraison des certificats. Advenant le cas où les porteurs de toutes actions privilégiées ainsi appelées pour rachat feraient défaut de présenter les certificats les représentant dans les quinze (15) jours après la date spécifiée pour rachat, la compagnie aura le droit de déposer le prix de rachat de telles actions à toute banque à charte ou compagnie de fiducie au Canada au crédit d'un ou plusieurs comptes spéciaux en fiducie pour les porteurs respectifs des dites actions, à être payés à eux sur livraison à telle banque ou compagnie de fiducie des certificats les représentent, et sur tel dépôt, telles actions, en autant que la responsabilité de la compagnie est concernée, seront censées être rachetées. Après que la compagnie aura fait un dépôt tel que susdit relativement aux actions privilégiées, les droits des porteurs de telles actions contre la compagnie seront limités à recevoir les montants ainsi déposés et tels porteurs n'auront pas droit à une participation additionnelle dans les profits ou biens de la compagnie ou à exercer tous droits comme porteurs de telles actions ainsi rachetées;

7. Avant de déclarer et de payer des dividendes sur aucune des actions de la compagnie, les directeurs pourront faire toute réserve qu'ils jugeront convenables. Ils pourront mais ne seront pas obligés à pourvoir au rachat de toutes ou d'aucune partie des actions privilégiées avant de déclarer et de payer tous dividendes sur les actions ordinaires;

8. Les actions privilégiées ne seront pas sujettes à annulation ou réduction pour cause de perte ou dépréciation de l'actif de la compagnie;

9. Nul porteur d'actions du capital-actions de la compagnie, de quelque classe qu'elles soient, n'aura des droits de souscription pour aucune action ou pour aucune émission de valeurs de la compagnie à moins que ces droits soient accordés à tels actionnaires par le bureau de direction, à sa discrétion et pour le montant ainsi accordé;

10. Les dispositions ci-dessus énoncées concernant les actions privilégiées ne seront pas abrogées ou modifiées à moins d'une autorisation par un règlement de la compagnie, confirmé par un vote des détenteurs d'au moins les deux-tiers (⅔) de ces actions privlégiées alors en cours, à une assemblée générale spéciale convoquée dans le but de prendre en considération telle abrogation ou modification, et de plus confirmé par des lettres patentes supplémentaires.

Qu'il soit et il est par les présentes de plus décrété:

Que le capital autorisé de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté par la création de dix mille (10,000) actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, telles actions seront émises pour telle considération que les directeurs pourront déterminer. Le montant du capital avec lequel la compagnie exercera ses opérations est de trois cent neuf mille neuf cent dollars ($309,900.00), divisé et représenté par deux mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (2,999) actions privilégiées d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune, et dix mille (10,000) actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt et unième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

3159

redemption shall not be entitled to exercise any of the rights of shareholders in respect thereof unless payment of the redemption price shall not be made by the company upon presentation and surrender of the certificates. Should the holders of any preferred shares so called for redemption fail to present the certificates representing the same within fifteen (15) days after the date specified for redemption, the Company shall have the right to deposit the redemption price of such shares with any chartered bank or trust company in Canada to the credit of a special account or accounts in trust for the respective holders of such shares to be paid to them upon surrender to such bank or trust company of certificates representing the same, and upon such deposit such shares shall, as far as the liability of the Company is concerned, be deemed to be redeemed. After the company has made a deposit as aforesaid with respect to any preferred shares, the rights of the holders of such shares against the Company shall be limited to receiving the amount so deposited and such holders shall not be entitled to any further participation in the profits or assets of the Company nor to exercise any rights as holders of such shares so redeemed;

7. Before declaring and paying dividends on any of the shares of the Company, the Directors may set up such reserves as they think expedient. They may but shall not be bound to provide for the redemption of all or any part of the preferred shares before declaring and paying any dividends in respect of the common shares;

8. The preferred shares shall not be liable to cancellation or deduction by reason of loss or depreciation of the Company's assets;

9. No holders of shares of the capital stock of the Company of whatsoever class shall have any rights of subscription to any shares or to any issue of securities of the Company unless such rights be extended to such shareholders by the Board of Directors in its discretion and to the extent so extended;

10. The foregoing provisions respecting preferred shares shall not be repealed or modified unless authorized by By-law of the Company, confirmed by a vote of the holders of at least two-thirds (⅔) of the preferred shares then outstanding, at a special general meeting called for the purpose of considering such repeal or modification and further confirmed by Supplementary Letters Patent;

Be it and it is hereby further enacted:

That the autorized capital of the Company be and it is hereby increased by the creation of ten thousand (10,000) shares of Common Stock without nominal or par value, such shares to be issued for such consideration as the Directors may fix. The amount of capital with which the Company will carry on its operations will be three hundred and nine thousand nine hundred dollars ($309,900), divided into and represented by two thousand nine hundred and ninety-nine (2,999) shares of Preferred stock having a par value of one hundred dollars ($100) each, and ten thousand (10,000) shares of Common stock having no nominal or par value.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

3160—o

"La Vogue-Lucille, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-cinquième jour de mai 1937, changeant le nom de la compagnie "La Maison Lucille, Limited", en celui de "La Vogue-Lucille, Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de mai 1937.

ARMAND VIAU,

3155—o Sous-secrétaire suppléant de la Province

"La Vogue-Lucille, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty fifth day of May, 1937, changing the name of the company "La Maison Lucille, Limited", to that of "La Vogue-Lucille, Limited".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of May 1937.

ARMAND VIAU,

3156 Acting Assistant Provincial Secretary.

"National Fruit Exchange, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la Première partie de la loi des Compagnies de Québec, articles 47 et suivants, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la Province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-deuxième jour de mai 1937, à la compagnie "National Fruit Exchange Incorporated", ratifiant un règlement augmentant son capital de $20,000.00 à $40,000.00 par la création de 200 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de $100.00 chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de mai 1937.

ARMAND VIAU,

3157—o Sous-secrétaire suppléant de la Province

"National Fruit Exchange, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 47 and following, supplementary letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty second day of May, 1937, to the Company "National Fruit Exchange, Incorporated", ratifying a by-law increasing its capital from $20,000.00 to $40,000.00 by the creation of 200 additional common shares of a par value of $100.00 each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of May, 1937.

ARMAND VIAU,

3158 Acting Assistant Provincial Secretary.

Ratification de titre

Canada, Province de Québec, District de Trois-Rivières. Cour Supérieure. No 3724.

L'honorable F.-J. Leduc, en sa qualité de Ministre de la Voirie, dans l'exécutif du Gouvernement de la Province de Québec, Requérant-expropriation; vs Dame Eva Doucet, épouse contractuellement séparée de biens de Emile Halin, courtier en assurance, des cité et district des Trois Rivières, et le dit Emile Halin, partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse, tous deux des cités et district des Trois-Rivières,expropriés.

AVIS DE REQUETE EN RATIFICATION DE TITRE
(*Article 1068 c.p.*)

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la Cour supérieure pour le district des Trois-Rivières, une copie de jugement rendu le 19 août 1936, par l'Honorable juge Aimé Marchand, homologuant l'ordonnance de la Commission des Services Publics rendu le 8 août 1936 et fixant à la somme de cent cinquante-six dollars et quatre-vingts cents ($156.80) l'indemnité qui devra être payée par la partie expropriante à la partie expropriée, tant pour le terrain exproprié à même le lot No 6 de la subdivision du lot 418 du cadastre officiel de la ville du Cap de la Madeleine que pour tous les dommages résultant de ladite expropriation et de l'élargissement de la route Trois-Rivières-Grand'Mère, aussi bien pour le résidu du lot exproprié que pour les dommages subis par les lots Nos 419-3 et 419-4 du cadastre officiel du Cap de la Madeleine, comté de Champlain.

Confirmation of title

Canada, Province of Quebec, District of Trois Rivières. Superior Court. No. 3724.

The Honourable F. J. Leduc, in his capacity of Minister of the Roads, in the Executive of the Government of the Province of Quebec, Expropriating petitioner, vs Dame Eva Doucet, wife separate as to property of Emile Halin, insurance broker, and the said Emile Halin, party to these presents to authorize his said wife, both of the City and District of Trois-Rivières, Expropriated parties.

NOTICE OF PETITION FOR CONFIRMATION OF TITLE
(*Art. 1068*)

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the Superior Court, in the District of Trois Rivières, a copy of the judgment rendered on the 19th of August 1936 by the Honourable Justice Aimé Marchand, homologating the order of the Public Service Commission given on the 8th of August 1936 and fixing to the sum of one hundred fifty six dollars and eighty cents ($156.80) the indemnity to be paid by the expropriating party to the expropriated party as well for the land expropriated froming part of lot No. 6 of the subdivision of lot 418 of the official cadastre for the town of Cap de la Madeleine, county of Champlain, and for all the damages caused by the said expropriation and by the widening of the road Trois Rivières Grand'Mere as well as for the remaining part of the expropriated lot than for all damages sustained by lots Nos. 419-3 and 419-4 of the said official cadastre.

Et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel les dits immeubles ci-dessus décrits ont été acquis par ladite Dame Eva Doucet sont averties qu'il sera présentée à ladite Cour, le quatorzième jour de juillet 1937, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le régistrateurs est tenu, par les dispositions du Code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signer leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

Trois-Rivières, le 2 juin 1937.

Le protonotaire,
AD. PROVENCHER,
Le procureur du requérant expropriation,
3173—24-2-o LEON METHOT.

And all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immoveable immediately before the registration of the said deed by which the said lot was acquired by the said Dame Eva Doucet are hereby notified that application will be made to the said Court on the fourteenth day of July 1937 for a judgement of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the Code of Civil Procedure to include in his certificate to be filed in this cause, they are hereby required to serve their opposition in writing and file the same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

Trois-Rivières, June 2nd 1937.

AD. PROVENCHER,
Prothonotary.
LEON METHOT,
3174-24-2-o Attorney for expropriating petitioner

Ventes—Loi de faillite

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Cour Supérieure, No 3193-F. Dans l'affaire de Amédée Bureau, huissier, de Lambton, comté de Frontenac, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné, que MARDI, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN 1937, à TROIS heures p.m. (heure avancée), sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de Stratford, comté Wolfe, l'immeuble ci-après décrit et appartenant au cédant.

Une part indivise dans la moitié sud du lot numéro vingt-sept (27) du rang cinq, du cadastre du canton de Stratford.

Cet immeuble sera vendu aux charges et conditions suivantes:

L'immeuble ci-dessus décrit sera vendu au plus haut enchérisseur.

La vente sera faite à la charge par l'acquéreur de prendre l'immeuble dans l'état où il se trouve actuellement à ses risques et périls, sans aucune garantie de la part des syndics et sujet aux taxes municipales et scolaires et à toutes autres impositions quelconques à partir de la date de la vente.

L'acquéreur devra payer tous les droits dus au gouvernement sur la vente, ainsi que tous les frais encourus pour l'exécution de l'acte de vente et de son enregistrement.

Cette vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées à l'immeuble.

Les vendeurs ne s'engagent à donner à l'acquéreur que les titres de propriétés qui leur auront été fournis par le cédant.

Cette vente sera faite sous l'autorité d'un jugement de la dite cour, en date du vingt-cinquième jour de mai 1937 et conformément aux dispositions des articles 716, 717 et 719*a* du C. P. C. et aussi à l'article 45, chap. 11, S. R. Q., 1927, de la Loi de faillite, qui équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Les syndics autorisés,
AMÉDÉE BINET & ÉMILE RACINE.
Québec, le 26 mai 1937.
Bureaux: 17 rue Saint-Jacques,
Québec, Qué. 2901-22-2-o

Sales—Bankruptcy Act

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

Superior Court, No. 3193-F. In the matter of Amédée Bureau, bailiff, of Lambton, Frontenac county, Que., assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY NINTH day of JUNE, 1937, at THREE o'clock p. m. (advanced hour), will be sold by public auction, at the parish church door of Stratford, Wolfe county, Que. The following immoveable property, to wit:

An individual part in the half South of lot number twenty seven (27) of the fifth range of the cadastral of the township of Stratford.

The said immoveable property will be sold for the following charges and conditions.

The said immoveable property above described will be sold to the highest bidder.

This sale will be made to the charge by the buyer to take the property in the state as it is actually at is own risk without any guarantee on the part of the trustees and subject to municipal and school taxes and all others impositions whatsoever starting from the date of the sale.

The buyer will have to pay all charges due to the Government on the sale and all others costs occurred and also the deed of sale and his registration.

This sale will be made with all active and passive services, apparent or occult, attached to the said property.

The vendors do not bind themselves to give to the buyer other titles than those given by the assignor.

This sale will be made pursuant to a judgment of the said court, dated the twenty fifth day of May, 1937, and in conformity with the provisions of articles 716, 717 and 719*a* C. C. P. and also of article 45, chapter 11, R. S. Q., 1927, of the Bankruptcy Act, shall have the effect of a Sheriff's sale.

Term of payment: Cash.

AMÉDÉE BINET & EMILE RACINE,
Quebec, May 26th, 1937.
Trustees.
Offices: 117 Saint James Street,
Quebec, Que. 2902-22-2-o

LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Gilberte Généreux, fille majeure, 10 rue Demers, Saint-Romuald, P. Q., cédante.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le TRENTE JUIN 1937, à ONZE hrs a. m.

Sera vendu par encan public à mes bureaux,, 71 rue Saint-Pierre, Québec, l'immeuble suivant, savoir:

Le lot numéro (221) deux cent vingt et un du cadastre pour la paroisse de Saint-Romuald, comté de Lévis—avec bâtisse dessus construite circonstances et dépendances.

Cet immeuble sera vendu au plus haut et dernier enchérisseur.

Cette vente sera faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C. et aussi à l'article 45 de la Loi de faillite qui équivaut à une vente par le shérif et aura l'effet du décret.

Les titres, certificats et conditions de vente peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux du syndic soussigné.

Condition de paiement: Argent comptant.

Le syndic,
G.-H. BOULET, C. A.

Bureaux: 71 rue Saint-Pierre,
Québec, le 22 mai 1937. 2893-22-2-o

THE BANKRUPTCY ACT.

AUCTION SALE

In the matter of Gilberte Généreux, major daughter, 10 Demers Street, Saint Romuald, P. Q., assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, THIRTIETH JUNE, 1937, at ELEVEN o'clock a. m.

Will be sold by public auction at my office, 71 Saint Peter Street, Quebec, the immovable property as follow:

The lot number (221) two hundred and twenty one of the book of references for the parish of Saint Romuald, Levis country—with building thereon constructed, circumstances and dependencies.

This property will be sold to the highest and last bidder.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 of the C. C. P. and also to articles 45 of the Bankruptcy Act. This sale will have the effects of a Sheriff's sale.

Titles, certificates and conditions of sale may be examined at any time at the offices of the undersigned tustee.

Terms of payment: Cash.

G. H. BOULET, C. A.,
Trustee.

Offices: 71 Saint Peter Street,
Quebec, May 22nd, 1937. 2894-22-2-o

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Cour Supérieure, No 3193-F. Dans l'affaire de Amédée Bureau, huissier, de Lambton, comté Frontenac, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN 1937, à DIX heures a. m. (heure avancée, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Romain, comté Frontenac, l'immeuble ci-après décrit et appartenant au cédant.

Une part indivise dans la moitié sud-ouest de la demie nord-ouest du lot numéro un (½ s.-o. de la ½ n.-o. du No 1) du cadastre officiel pour le premier rang nord-ouest du canton de Winslow.

Cet immeuble sera vendu aux charges et conditions suivantes:

L'immeuble ci-dessus décrit sera vendu au plus haut enchérisseur.

La vente sera faite à la charge par l'acquéreur de prendre l'immeuble dans l'état où il se trouve actuellement à ses risques et périls, sans aucune garantie de la part des syndics et sujet aux taxes municipales et scolaires et à toutes autres impositions quelconques à partir de la date de la vente.

L'acquéreur devra payer tous les droits dus au gouvernement sur la vente, ainsi que tous les frais encourus pour l'exécution de l'acte de vente et de son enregistrement.

Cette vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées à l'immeuble.

Les vendeurs ne s'engagent à donner à l'acquéreur que les titres de propriété qui leur auront été fournis par le cédant.

Cette vente sera faite sous l'autorité d'un jugement de la dite cour, en date du vingt-cinquième jour de mai 1937, et conformément aux dispositions des articles 716, 717 et 719*a* du C. P. C. et aussi à l'article 45, chap. 11, S. R. Q., 1927,

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

Superior Court, No. 3193-F. In the matter of Amédée Bureau, bailiff, of Lambton, Frontenac county, Que., assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY NINTH day of JUNE, 1937, at TEN o'clock a. m. (advanced hour), will be sold by public auction at the parish church door of Saint Romain, Frontenac county, Que., the following immoveable property, to wit:

An individual part in the half of Southwest of the half Northwest of lot number one (½ S. W. of the ½ N. W. of No. 1) of the official cadastral for the first range Northwest of the township of Winslow.

The said immoveable property will be sold for the following charges and conditions;

The said immoveable property above described will be sold to the highest bidder.

This sale will be made to the charge by the buyer to take the property in the estate as it is actually at is own risk without any guarantee on the part of the trustees and subject to municipal and school taxes and all others impositions whatsoever starting from the date of the sale.

The buyer will have to pay all charges due to the government on the sale and all other costs occurred and also the deed of sale and his registration.

This sale will be made with all active and passive services, apparent or occult, attached to the said property.

The vendors do not bind themselves to give to the buyer other titles than those given by the assignor.

This sale will be made pursuant to a judgment of the said court, dated the twenty fifth day of May, 1937, and in conformity with the provisions of articles 716, 717 and 719*a* C. C. P. and also of article 45, chapter 11, R. S. Q., 1927, of the

de la Loi de faillite, qui équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de Paiement: Argent comptant.

Québec, le 26 mai 1937.

Les syndics autorisés,
AMEDEE BINET & ÉMILE RACINE.

Bureaux: 17 rue Saint-Jacques,
Québec, Qué. 2903-22-2-o

SOUS LA LOI D'ARRANGEMENT ENTRE CULTIVATEURS ET CRÉANCIERS, 1934

Avis public est par le présent donné que le LUNDI, CINQUIÈME jour de JUILLET, mil neuf cent trente-sept, à ONZE heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Brigitte-des-Saults, dans le comté de Nicolet, seront vendus aux enchères publiques et adjugés au plus haut et dernier enchérisseur, les immeubles dont la désignation suit, et qui forment l'actif du cédant:

Dans l'affaire de Ernest Cardinal cultivateur, Sainte-Brigitte, cédant.

Un terrain situé en la paroisse Sainte-Brigitte-des-Saults, en la concession du neuf; de la contenance de trois arpents de largeur sur vingt-huit arpents de profondeur, plus ou moins; borné en front au chemin de front de la concession du dix; du côté sud-est à Elphège Boisvert; et du côté nord-ouest à Hormisdas Desfossés; lequel terrain est connu et décrit comme étant partie du lot de terre numéro quatre cent dix (p. 410) du township de Wendover, situé en la paroisse Sainte-Brigitte-des-Saults.

Un autre terrain situé en la concession du huit, de la dite paroisse Sainte-Brigitte; de la contenance de trois arpents de largeur sur vingt-huit arpents de profondeur; le tout plus ou moins; borné en front au chemin du neuf; du côté nord-est, à la succession Joseph Robert; en profondeur au chemin du sept; et du côté nord-ouest à Tancrède Bergeron ou représentant; lequel terrain est connu et décrit comme étant le lot de terre numéro trois cent quatre-vingt-quinze (395) du dit cadastre du township de Wendover, paroisse Sainte-Brigitte.

Cette vente faite suivant les dispositions de la loi de faillite et conformément aux dispositions du C. P. C., a les mêmes effets légaux qu'une vente faite par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Saint-Grégoire, le 1er jour de juin 1937.

Comté de Nicolet, P. Qué.

Le séquestre officiel et syndic,
3035-23-2-o ELISÉE BEAULAC.

LOI DE FAILLITE

AVIS DE VENTE

Dans l'affaire de François-Xavier Proulx, épicier-boucher, 1912, rue Masson, Montréal, cédant autorisé, et Albert Lamarre, de la cité et du district de Montréal, syndic.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement du Régistraire de la Loi de Faillite, district de Montréal, en date du 27 mai 1937, sera vendu par encan public, au bureau du shérif, palais de justice, Montréal, JEUDI, le HUITIEME jour de JUILLET 1937, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée), l'immeuble suivant, savoir:

"DÉSIGNATION".

Un emplacement situé à l'angle sud-ouest des rues Chabot et Masson, dans la cité de Montréal,

Bankruptcy Act, shall have the effect of a Sheriff's sale.

Term of payment: Cash.

Quebec, May 26th, 1937.

AMEDEE BINET & EMILE RACINE,
Trustees.

Offices: 17 Saint James Street,
Quebec, Que. 2904-22-2-o

UNDER THE FARMERS' CREDITORS ARRANGEMENT ACT, 1934

In the matter of Ernest Cardinal, farmer, Sainte Brigitte, assignor.

Public notice is hereby given that on MONDAY, the FIFTH day of JULY, nineteen hundred and thirty seven, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the parochial church door of Sainte Brigitte des Saults, in the county of Nicolet, there shall be sold by public auction and adjuged to the hights and last bidder, the immoveables designated as follows, and which form the assets of the assignor.

A lot of land situate in the parish of Sainte Brigitte des Saults, in the "Concession du neuf"; measuring three arpents in width by twenty eight arpents in depth, more or less; bounded in front by the front road of "Concession du dix"; on the Southeast side by Elphège Boisvert; and on the Northwest side by Hormisdas Desfossés; said lot of land being known and designated as being part of lot of land number four hundred and ten (pt. 410) of the township of Wendover, situate in the parish of Sainte Brigitte des Saults.

Another lot of land sitate in "Concession du huit", of the said parish of Sainte Brigitte, measuring three arpents in width by twenty eight arpents in depth; the whole more or less; bounded in front by the "Chemin du neuf", on the Northeast by the Joseph Roberge Estate, on the depth by the "Chemin du sept", and on the Northwest by Tancrède Bergeron or representative; said lot of land being known and designated as being lot of land number three hundred and ninety five (395) on said cadastre for the township of Wendover, parish of Sainte-Brigitte.

This sale, made pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act and in conformity with the provisions of the C. C. P., shall have the same legal effect as a Sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

Saint Grégoire, this 1st day of June, 1937,
County of Nicolet, P. Q.

ELISÉE BEAULAC,
3036-23-2 Official Receiver & Trustee.

BANKRUPTCY ACT.

NOTICE OF SALE.

In the matter of François-Xavier Proulx, grocer-butcher, 1912 Masson street, Montreal, authorized assignor, and Albert Lamarre, of the city and district of Montreal, trustee.

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Registrar of the Bankruptcy Act, district of Montreal, dated May 27th., 1937, there shall be sold by public auction, at the Sheriff's Office, Court House, Montreal, THURSDAY, the EIGHTH day of JULY, 1937, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time), the following immovable, to wit:

"DESIGNATION"

An emplacement situate at the Southwest corner of Chabot and Masson streets, in the city

mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-trois pieds de profondeur, et composé:—

a) D'une lisière de terre de deux pieds de largeur par soixante-trois pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, connue et désignée comme redivision numéro UN, du lot subdivision numéro cinq cent treize, du lot originaire numéro cent soixante-un (161-513-1) des plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé de la Côte de la Visitation;

b) Du lot de terre connu et désigné comme redivision numéro Un, du lot subdivision numéro cinq cent douze, du lot originaire numéro cent soixante-un (161-512-1) des plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé de la Côte de la Visitation, mesurant vingt-trois pieds de largeur par soixante-trois pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins.

Avec bâtisses sus-érigées, comprenant deux magasins et deux logements, portant les numéros civiques 5354 et 5356 rue Chabot, et 1908, 1910 et 1912 rue Masson.

La dite vente sera faite en vertu de l'article 45 de la Loi de Faillite et aura l'effet du décret.

Pour le cahier des charges et autres informations, s'adresser au syndic soussigné.

Le syndic,
ALBERT LAMARRE.

19 est, rue Saint-Jacques,
Montréal. 3061—23-2-o

Loi d'arrangements entre cultivateurs et créanciers

VENTE—LOI DE FAILLITE

Dans l'affaire de Hilas Girard, cultivateur, de la paroisse de Saint-Prime, district de Roberval, cédant.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le QUINZIEME jour de JUILLET 1937, à DIX (10) heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Prime, l'immeuble ci-après désigné—avec les bâtisses dessus construites et dépendances, savoir:

Le lot de terre numéro trente-trois (No 33) rang trois, du cadastre officiel du canton Ashuapmouchouan.

Cette vente sera faite en vertu de l'article 45 de la Loi de Faillite et conformément aux articles 716, 717 du C.P.C. et équivaudra à la vente par le Shérif.

Conditions de vente: Argent comptant.

Saint-Félicien, 3 juin 1937.

Le séquestre officiel et Syndic,
3181—24-2-o F.-X. LAMONTAGNE, N.P.

Loi d'arrangements entre cultivateurs et créanciers.

VENTE—LOI DE FAILLITE

Dans l'affaire de Lorenzo Germain, cultivateur de la paroisse de Saint-Félicien, district de Roberval, cédant.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le QUINZIEME jour de JUILLET 1937, à DEUX (2) heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félicien, l'immeuble ci-après désigné—avec les bâtisses dessus construites et dépendances, comprenant, savoir:

1. Le lot de terre numéro vingt-deux-B (No 22-B) rang un, du cadastre officiel du canton Demeules, sauf à distraire le terrain de James Bay & Eastern Ry.

of Montreal, measuring twenty five feet in width by sixty three feet in depth, and composed of:—

a) A strip of land of two feet in width by sixty three feet in depth, English measure, more or less, known and designated as redivision number One, of subdivision lot number Five Hundred and Thirteen, of original lot number One Hundred and Sixty One (161-513-1) of the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Côte de la Visitation;

b) A lot of land known and designated as redivision number One, of subdivision lot number Five Hundred and Twelve, of original lot number One Hundred and Sixty One (161-512-1) of the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Côte de la Visitation, measuring twenty three feet in width by sixty three feet in depth, English measure, more or less.

With buildings thereon erected, comprising two stores and two dwellings, bearing civic numbers 5354 and 5356 Chabot street, and 1908, 1910 and 1912 Masson street.

The said sale shall be made pursuant to article 45 of the Bankruptcy Act and will have the effect of a sheriff's sale.

For the list of charges and other information, apply to the undersigned trustee.

ALBERT LAMARRE,
Trustee.

19 Saint James street East,
Montreal. 3062—23-2

Farmers' Creditors Arrangement Act.

SALE—BANKRUPTCY ACT.

In the matter of Hilas Girard, farmer, of the parish of Saint Prime, District of Roberval, Assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the FIFTEENTH day of JULY 1937, at TEN (10) o'clock in the forenoon, there shall be sold at public auction, at the parochial church door of Saint Prime, the immoveable hereinafter designated—with the buildings thereon erected and dependencies, to wit:

The lot of land number thirty three (33) range three, of the official cadastre of the Ashuapmouchouan townships.

The said sale shall be made in conformity with article 45 of the Bankruptcy Act and pursuant to articles 716 and 717 of the C.C.P. and shall have the effet of a Sheriff's sale.

Conditions of Sale: Cash.

Saint Félicien, June 3, 1937.

F. X. LAMONTAGNE, N.P.,
3182—24-2-o Official Receiver and Trustee.

Farmers' Creditors Arrangement Act.

SALE—BANKRUPTCY ACT.

In the matter of Lorenzo Germain, farmer, of the parish of Saint Félicien, District of Roberval, Assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the FIFTEENTH day of JULY 1937, at TWO (2) o'clock in the afternoon, there shall be sold at public auction, at the parochial church door of Saint Félicien, the immovable hereinafter designated—with the buildings thereon erected and dependancies, to wit:

1. The lot of land number twenty two-B (No. 22-B) range one, of the official cadastre of the township of Demeules, save to be deducted the land of the James Bay & Eastern Ry.

2. Le lot numéro vingt-deux-C (No 22-C) rang deux, du cadastre officiel du canton Demeules, sauf à distrraire une lisière de terrain d'un arpent de profondeur sur la largeur du lot, le long du chemin séparant les rangs deux et trois, au sud-ouest du dit lot.

Cette vente sera faite en vertu de l'article 45 de la Loi de faillite et conformément aux articles 716, 717 du C.P.C. et équivaudra à la vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent Comptant.

Saint-Félicien, 3 juin 1937.

Le Séquestre-Officiel et Syndic,
F.-X. LAMONTAGNE, N.P.

3183—24-2

2. Lot number twenty-two-C (No. 22-C) range two, of the official cadastre of the township of Demeules, save to be deducted a strip of land of one arpent in depth by the width of the lot, along the road separating the second and third ranges, southwest of the said lot.

The said sale shall be made in accordance with article 45 of the Bankruptcy Act and pursuant to articles 716, 717 of the C.C.P., and shall have the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

Saint Felicien, June 3, 1937.

F. X. LAMONTAGNE, N.P.,
Official Receiver & Trustee.

3184—24-2

Vente pour taxes municipales—Sale for municipal taxes

PROVINCE DE QUÉBEC.—COMTÉ DE LÉVIS

VILLE DE LAUZON.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Lévis Bourassa, secrétaire de la susdite ville, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique à la salle de l'Hôtel de Ville, ville de Lauzon, comté de Lévis, P.Q., SAMEDI, le VINGT-SIXIEME jour de JUIN 1937, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et intérêts mentionnés ci-dessous et les frais qui seront subséquemment encourus, à moins que les dites taxes, intérêts et frais n'aient été payés avant la vente au bureau du Trésorier de la ville de Lauzon, à l'Hôtel de Ville, en la ville de Lauzon, P.Q.

PROVINCE OF QUEBEC.—COUNTY OF LEVIS.

TOWN OF LAUZON

Public notice is hereby given by the undersigned Levis Bourassa, Secretary of the aforesaid town, that the properties hereinunder designated shall be sold by public auction in the Council room, Town Hall, in the town of Lauzon, County of Levis, P.Q., on SATURDAY, the TWENTY SIXTH day of JUNE, 1937, at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of municipal and school taxes and interest hereinunder mentioned and the costs subsequently incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale at the office of the treasurer of the town of Lauzon, in the Town Hall, in the town of Lauzon, P.Q.

Propriétaires / Proprietors	Cadastres—Cadastral: No	Cadastres—Cadastral: Subdivisions	Montant dû / Amount due
Les lots suivants relèvent du cadastre officiel pour le village incorporé de Bienville—The following lots according to the official cadastre for the Incorporated Village of Bienville.			
1.—Pelletier, D.	175	11	$ 495.07
2.— " "	175	12	440.57
3.— " "	175	10	400.79
4.— " "	175	13	54.77
5.— " "	194	7	478.34
Tous les lots suivants relèvent du cadastre officiel pour le village incorporé de Lauzon—All the following lots according to the official cadastre for the Incorporated Village of Lauzon.			
6.—Pelletier, D.	1098	Partie—Part.	$ 99.22
7.—Roe, Dame-Mrs. J.	1032		363.73
8.—Bélanger, Adélard	357	Partie-Part	482.69
9.— " "	248	Sub. 6	36.71
Le lot suivant relève du cadastre officiel pour le village de St-Joseph-de-Lévis.—The following lot according to the official cadastre for the village of Saint Joseph de Levis.			
10.—Laflamme, J.-A.	3		$591.91

Tous les immeubles ci-dessus décrits pour être vendus avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Donné en la ville de Lauzon, ce 1er jour de juin 1937.

Le secrétaire,
LEVIS BOURASSA.

Le Procureur de la ville de Lauzon,
Par MAURICE PELLETIER.

3039-23-2

All the hereinabove described immovables to be sold with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Dated in the town of Lauzon, this 1st day of June 1937.

LEVIS BOURASSA,
Secretary.

Per MAURICE PELLETIER,
Attorney for the town of Lauzon.

3040—23-2

Bureaux-chef

AVIS DE LA FORMATION DE L'ASSOCIATION "ORDER SONS OF ITALY IN CANADA".

Avis est par les présentes donné que l'association dite "Order Sons of Italy in Canada", ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, province de Québec, a été constituée en corporation par Loi spéciale du Parlement de la Province de Québec, le 20ème jour de mai 1937, 1 George VI, 1937.

"ORDER SONS OF ITALY IN CANADA",
Le Grand-Secrétaire-Archiviste,
3171 GUSTAVO D'ERRICO.

Province de Québec.—District de Montréal.

THEATRE FRONTENAC, LIMITÉE

Avis est par les présentes donné que "Théâtre Frontenac, Limitée", incorporée par lettres patentes accordées par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 28 avril, 1937, et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a établi son bureau à Chambre 701, 10, ouest, rue Saint-Jacques, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 3 juin 1937.

Le président,
3175—o J.-A. DESEVE.

"CORMIER, LIMITÉE".

Règlement No 21

Attendu que la compagnie "Cormier, Limitée" ayant son bureau principal à Waterloo, Qué., ne fait plus d'affaires dans le district de Bedford et qu'il est dans l'intérêt de ladite compagnie de changer son bureau principal.

Il est décidé qu'à partir d'aujourd'hui le bureau principal de la dite compagnie sera situé dans la cité des Trois-Rivières, Qué.

Passé et adopté ce 25ième jour de mai 1937.

Certifié vraie copie.

Le président,
3195—o J.-D. CORMIER.

Chief Offices

NOTICE OF THE FORMATION OF THE "ORDER SONS OF ITALY IN CANADA"

Notice is hereby given that the "Order Sons of Italy in Canada", having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, was incorporated by Special Act of the Parliament of the Province of Quebec on the 20th day of May 1937, 1 George VI, 1937.

ORDER SONS OF ITALY IN CANADA.
GUSTAVO D'ERRICO,
3172—o Grand Recording Secretary.

Province of Quebec.—District of Montreal.

"THEATRE FRONTENAC, LIMITÉE".

Notice is hereby given that Theatre Frontenac Limitée", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the 28th of April, 1937, and having its head office at the city of Montreal, has established its head office at Room 701, 10 Saint James Street, West, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 3rd day of June, 1937.

J. A. DESEVE,
3176—o President.

"CORMIER, LIMITÉE".

By-law No. 21.

Whereas the company "Cormier, Limitée" having its Head Office at Waterloo, Que., no longer carries on business in the district of Bedford and that it is in the interest of the said company to change its Head Office.

It is decided that from this date the Head Office of the said company shall be situate in the city of Trois Rivières, Que.

Passed and carried this 25th day of May, 1937.

Certified True Copy.

J. D. CORMIER,
3196 President.

Département de l'Instruction publique

No 667-37.

Québec, le 2 juin 1937.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Almaville village, comté de Laviolette, les lots compris dans les limites de la paroisse de Sainte-Jeanne d'Arc d'Almaville (en haut), même comité, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de Guillemette".

3063-23-2-o

Department of Public Instruction

No. 667-37.

Québec, June 2, 1937.

Application is made to detach from the school municipality of Almaville village, county of Laviolette, the lots comprised within the limits of the parish of Sainte Jeanne d'Arc d'Almaville (En Haut), same county, and to erect said territory into a separate school municipality under the name of "La municipalité scolaire de Guillemette".

3064-23-2

Liquidation—Avis de

Avis est par les présentes donné que la compagnie "La Compagnie d'Immeubles Jacques-Cartier, Limitée" a passé une résolution, en date du vingt-cinquième jour de mai 1937, déclarant que

Winding up Notice

Notice is hereby given that the company "La Compagnie d'Immeubles Jacques-Cartier, Limitée" has passed a resolution, dated the twenty fifth day of May, 1937, declaring that the affairs

les affaires de la compagnie seront liquidées volontairement, que la compagnie sera dissoute, en vertu des dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que M. Jean Blais, avocat, du bureau légal Chauveau, Rivard & Blais, 51, rue des Jardins, Québec, a été nommé liquidateur de la dite compagnie.

JEAN BRUCHESI,
3177—o Sous-secrétaire de la Province.

of the company will be voluntarily liquidated, that the company shall be dissolved under the provisions of the Voluntary Winding Up Act of Joint Stock Companies, and that Mr. Jean Blais, advocate, of the law office of Chauveau, Rivard & Blais, 51 des Jardins Street, Quebec, has been appointed liquidator of the said company.

JEAN BRUCHESI,
3178 Assistant Provincial Secretary.

Avis divers

Miscellaneous Notices

AVIS DE DEMANDE DU DÉPÔT DES PLANS ET DEVIS

Avis est donné au public, conformément à l'article 7, de la Loi du régime des eaux courantes, que

"La Compagnie de Bois de Luceville, Ltée", de Luceville, comté de Rimouski, P. Q., se propose de demander l'autorisation de construire et maintenir un barrage en bois sur le cours d'eau (rivière Neigette), qui traverse le lot No 14 du canton Neigette, dans le rang II de la paroisse de Saint-Anaclet, comté de Rimouski, P. Q.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis, indiquant l'emplacement choisi pour le barrage et le terrain qui sera affecté par le refoulement des eaux a été transmise au ministère des Terres et Forêts de la province, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau d'enregistrement de Rimouski, division de Rimouski, P. Q.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en conseil, le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle*.

La requérante,
"LA COMPAGNIE DE BOIS DE LUCEVILLE, LTÉE",
Par le président,
L.-P. ST-LAURENT.

Daté à Luceville, ce 15ième jour de mai 1937.

2891-22-4-o

APPLICATION AND NOTICE OF DEPOSIT OF PLANS AND SPECIFICATIONS.

Public notice is hereby given in accordance with section 7 of the Water-Course Act, that

"La Compagnie de Bois de Luceville, Ltée", of Luceville, county of Rimouski, P. Q., intends to apply for authorization to construct and maintain a wooden dam over the water course (Neigette river), which passes across lot No. 14 of the township of Neigette, in range II of the parish of Saint Anaclet, county of Rimouski, P. Q.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications, showing the site chosen for the dam and the land which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests of the Province, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the Registry Office of Rimouski, Division of Rimouski, P. Q.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Official Gazette*.

"LA COMPAGNIE DE BOIS DE LUCEVILLE, LTÉE",
Applicant.
Per L. P. ST-LAURENT,
President.

Dated at Luceville, this 15th day of May, 1937.

2892-22-4

AVIS.

Avis est donné au public conformément à l'article 7 de la loi du régime des eaux courantes, que James Richardson Company, Limited ayant son principal bureau d'affaires au village Saint-Jérôme de Matane, et son principal établissement au village de Saint-Norbert du Cap-Chat, dans le comté de Gaspé-Nord, se propose de demander l'autorisation de faire faire un barrage (dam) sur la rivière Cap-Chat, cours d'eau qui borde et traverse sa propriété, ledit barrage à travers la dite rivière et appuyé du côté ouest sur la subdivision 13 du No 65 du cadastre officiel pour la dite paroisse du Cap-Chat, et du côté est sur la subdivision 1 du dit lot 65 du dit cadastre.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement choisi pour la confection de cet ouvrage et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux ou autrement, a été transmise au Ministère des Terres et Forêts et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Gaspé Nord à Sainte-Anne des Monts.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en

NOTICE

Public notice is hereby given in accordance with article 7 of the Water-Course Act, that James Richardson Company, Limited, having its head office in the Village of Saint Jérôme de Matane, and its main place of business in the Village of Saint-Norbert du Cap-Chat, in the county of Gaspé North, intends to apply for authorization to have constructed a dam on Cap-Chat river, the water-course which borders upon and crosses its property, the said dam crossing the said river and abutting, on the west side, on subdivision 13 of No. 65 of the official cadastre for the said parish of Cap-Chat, and on the east side on subdivision 1 of the said lot 65 of said cadastre.

Notice is also given that a petition to that effect, accompagnied by a plan and specifications of such work, showing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water or otherwise, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of the county of Gaspé North, at Sainte Anne des Monts.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-

conseil, le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

JAMES RICHARDSON COMPANY, LIMITED.
Par les procureurs:
GAGNON & SIMARD.

3165—24-4o

Governor in Council, on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

JAMES RICHARDSON COMPANY, LIMITED.
Per GAGNON & SIMARD,
Attorneys.

3166—24-4

"DUVER CREEK GOLD MINES, LIMITED"
(Libre de responsabilité personnelle).

Règlement No 2a.—Directeurs.

Section 1.—Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de cinq (5) directeurs dont trois formeront quorum.

Section 2.—Les directeurs seront en fonction pour un an et jusqu'à l'élection de leurs successeurs.

Section 3.—Advenant la mort d'un directeur, ou son incapacité à agir comme tel ou s'il cesse d'être actionnaire, la position devenue ainsi vacante sera remplie pour la période non-expirée du terme, par le bureau de direction, qui choisira parmi les actionnaires éligibles de la compagnie;

Section 4.—Un directeur ne sera pas inhabile en raison de sa charge pour passer des contrats avec la compagnie, soit directement ou indirectement, mais l'intérêt de tout directeur, en aucun contrat à être fait avec la compagnie, sera déclaré avant l'exécution de tel contrat et tel directeur ne pourra voter en rapport avec tel contrat.

Section 5.—Les directeurs auront le pouvoir de fixer la rémunération qui sera payée à tous les officiers ou directeurs de la compagnie, recevant un salaire, et la modifier suivant qu'ils le jugeront opportun.

Lu, adopté et signé séance tenante, ce 22ème jour de mars 1937.

Le secrétaire-trésorier,
R. FARKAS.

3167

"DUVER CREEK GOLD MINES, LIMITED"
(No personal liability).

By-Law No. 2a.—Directors.

Section 1.—The affairs of the Company shall be managed by a Board of five (5) Directors, three of whom shall form a quorum.

Section 2.—The Directors shall hold office for one year and until their successors shall be appointed.

Section 3.—In the event of the death of a Director or his being unable to act as such, or his ceasing to be a Shareholder, the vacancy created thereby may be filled for the unexpired portion of the term by the Board, from among the qualified Shareholders of the Company.

Section 4.—A Director shall not be disqualified by reason of his office from contracting with the Company either directly or indirectly, but the interest of any Director, in any contract to be made with the Company, shall be disclosed before the execution of such contract and such director shall not vote in respect thereof.

Section 5.—The Directors shall have the power to fix the remuneration to be paid to all officers or directors of the company, receiving salary, and to vary same when it may be deemed expedient to do so.

Read, adopted and signed, seance tenante, this 22nd day of March, 1937.

R. FARKAS,
Secretary Treasurer.

3168—o

AVIS DE FORMATION DE SUCCURSALES
de
l'Association appelée "ORDER SONS OF ITALY IN CANADA".

Avis est par les présentes donné que l'association dite "The Order Sons of Italy in Canada", constituée en corporation par une Loi spéciale du Parlement de la Province de Québec, 1 George VI, 1937, et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, Province de Québec, a établi des Loges succursales sous les noms et aux endroits ci-après désignés, dans la Province de Québec, à savoir:

1.—Loggia Piave, Montréal, P.Q.
2.—Loggia Armando Diaz, Montréal, P. Q.
3.—Loggia Giovanni Caboto, Montréal, P.Q.
4.—Loggia Vittorio Veneto, Montréal, P. Q.
5.—Loggia Annita Garibaldi, Montréal, P. Q.
6.—Loggia Concordia Femminile, Montréal, P. Q.
7.—Loggia Galileo Galilei, Montréal, P. Q.
8.—Loggia Littorio, Montréal, P. Q.
9.—Loggia Monte Rosa, Montréal, P. Q.
10.—Loggia Marche, Montréal, P. Q.
11.—Loggia Calabria, Montréal, P. Q.
12.—Loggie Riunite Margherita di Savoia e Duca d'Aosta, Hull, P. Q.

Donné conformément aux dispositions de en la cité de Montréal, Province de Québec, l'article 67, de la Loi des Assurances de Québec, ce 29ème jour de mai 1937.

ORDER SONS OF ITALY IN CANADA,
Le Grand Secrétaire Archiviste,
GUSTAVO D'ERRICO.

3169

NOTICE OF FORMATION OF BRANCHES
of
"ORDER SONS OF ITALY IN CANADA".

Notice is hereby given that "The Order Sons of Italy in Canada", incorporated by special Act of the Parliament of the Province of Quebec, 1 George VI, 1937, and having its head office in the City of Montreal, Province of Quebec, has established Subordinate Lodges under the names and at the places hereinafter designated, in the Province of Quebec, namely:

1.—Loggia Piave, Montreal, P. Q.
2.—Loggia Armando Diaz, Montreal, P. Q.
3.—Loggia Giovanni Caboto, Montréal, P. Q.
4.—Loggia Vittorio Veneto, Montreal, P. Q.
5.—Loggia Annita Garibaldi, Montreal, P. Q.
6.—Loggia Concordia Femminile, Montreal, P. Q.
7.—Loggia Galileo Galilei, Montreal, P. Q.
8.—Loggia Littorio, Montreal, P. Q.
9.—Loggia Monte Rosa, Montreal, P. Q.
10.—Loggia Marche, Montreal, P. Q.
11.—Loggia Calabria, Montreal, P. Q.
12.—Loggie Riunite Margherita di Savoia e Duca d'Aosta, Hull, P. Q.

Given pursuant to the provisions of article 67 of the Quebec Insurance Act, at the city of Montreal, Province of Quebec, this 29th day of May, 1937.

ORDER SONS OF ITALY IN CANADA.
GUSTAVO D'ERRICO,
Grand Recording Secretary.

3170

"LA COOPÉRATIVE CATHOLIQUE DES CONSOMMATEURS DE COMBUSTIBLE, LIMITÉE".

Règlement No XXV

Que le nombre des directeurs soit et il est par les présentes réduit de cinq à quatre.

Certifié copie conforme.

PAUL PAYETTE, président.
W. H. LAIDLEY, secrétaire.

Montréal, ce 31ième jour de mai 1937. 3191

"LA COOPÉRATIVE CATHOLIQUE DES CONSOMMATEURS DE COMBUSTIBLE, LIMITÉE".

By-Law No. XXV

The number of Directors be and is hereby reduced from five to four.

Certified true copy.

PAUL PAYETTE, president.
W. H. LAIDLEY, secretary.

Montreal, this 31st day of May, 1937. 3192–o

"ST. TITE SHOE, LIMITED—CHAUSSURE ST. TITE, LTÉE".

Amendement au règlement No 9

Il est proposé par M. G.-A. Boulet, secondé par M. Alphonse Béland que le règlement No 9 de la compagnie soit amendé afin qu'à l'avenir la compagnie ne soit plus administrée que par un bureau composé de trois directeurs.

Adopté à l'unanimité.

J.-U. TRUDEL, président.
G.-A. BOULET, secrétaire.

Daté à Saint-Tite, ce 1er jour de juin 1937.

3193—o

"ST. TITE SHOE, LIMITED—CHAUSSURE ST. TITE, LTÉE".

Amendment to by-law No. 9.

It is proposed by Mr. G. A. Boulet, seconded by Mr. Alphonse Béland that by-law No. 9 of the company be amended so that in the future the company shall be managed by a board composed of three directors.

Unanimously adopted.

J. U. TRUDEL, President,
G. A. BOULET, Secretary.

Dated at Saint Tite, this 1st day of June, 1937.

3194

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 251

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du lundi, 7 juin 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Roberval;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Roberval.

2. La région de Roberval comprend la cité de Roberval.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Roberval, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à trois sous la chopine et six sous la pinte.

La présente ordonnance entrera en vigueur le 15 juin 1937.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette Officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE.
P.-D. McARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie, Laitière.

Québec, le 7 juin 1937. 3205–o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 251

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Monday, June 7, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs H. C. Bois, president, Theo. J. Lafreniere, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary; and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Roberval;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Roberval.

2. The region of Roberval includes the city of Roberval.

3. No person shall, within the limits of the region of Roberval, offer sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to three cents a pint and six cents a quart.

The present order will come into force on June 15, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. MCARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry, Commission.

Quebec, June 7, 1937. 3206–o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 253

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du lundi, 7 juin 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P. D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Chicoutimi;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Chicoutimi.

2. La région de Chicoutimi comprend la cité de Chicoutimi, et la municipalité de village de Rivière-du-Moulin.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.75 net F.A.B., la ferme du producteur.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.65 net F.A.B., la ferme du producteur.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de la dite région de Chicoutimi, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Chicoutimi, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois et demi sous la chopine et sept sous la pinte.

La présente Ordonnance annule l'Ordonnance No 230 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 24 avril 1937, et entre en vigueur le 15 juin 1937.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans la prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie, Laitière.
Québec, le 7 juin 1937. 3209-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 253

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Monday, June 7, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Chicoutimi;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivery milk within the limites of the region of Chicoutimi.

2. The region of Chicoutimi includes the city of Chicoutimi, and the village municipality of Riviere du Moulin.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, $1.75 net F.O.B. farm of producer.

4. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, $1.65 net F.O.B. farm of producer.

5. Save the provisions of article 6 hereunder, no person shall, within the limits of the region of Chicoutimi, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Chicoutimi, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

The present order cancels Order No. 230 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec*, dated April 24, 1937, and comes into force on June 15, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR,

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.
Quebec, June 7, 1937. 3210-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 252

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du lundi, 7 juin 1937, tenue au

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 252

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Monday, June 7, 1937, held

bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P. D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Jonquière;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Jonquière.

2. La région de Jonquière comprend les villes de Jonquière et de Kénogami et la cité d'Arvida.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.75 net F.A.B., la ferme du producteur-fournisseur.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.65 net F.A.B., la ferme du producteur-fournisseur.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la dite région de Jonquière, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de la dite régions de Jonquière, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois et demi sous la chopine et sept sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 231 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 24 avril 1937, et entre en vigueur le 15 juin 1937.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans la prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 7 juin 1937. 3207-o

in the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Jonquière;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivery milk within the limits of the region of Jonquière.

2. The region of Jonquière includes the towns of Jonquière and Kénogami and the city of Arvida.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, $1.75 net F.O.B., farm of producer-supplier.

4. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, $1.65 net F.O.B., farm of producer-supplier.

5. Save the provisions of article 6 hereunder no person shall, within the limits of the region of Jonquière, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Jonquière, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

The present order cancels Order No. 231 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec*, dated April 24, 1937, and comes into force on June 15, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR,

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, June 7, 1937. 3208-o

Action en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal. No 155074. Dans la Cour Supérieure. Dame Bernadette *alias* Germaine Grignon, épouse commune en biens de Hector Bélanger, de Saint-Lambert, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Hector Bélanger, de Saint-Lambert, district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 27ième jour de mars 1936.

Le procureur de la demanderesse,
L.-C. MEUNIER.

Montréal, 2 avril 1936. 3163—o

Action for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal. No. 155074. In the Superior Court. Dame Bernadette *alias* Germaine Grignon, wife common as to property of Hector Bélanger, of Saint Lambert, district of Montreal, duly authorized to "ester en justice", plaintiff; vs the said Hector Bélanger, of Saint-Lambert, district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 27th of March 1936.

L. C. MEUNIER,
Attorney for the Plaintiff.

Montreal, April 2nd, 1936. 3164

Soumissions

LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE VERDUN.

Emprunt de $240,000.00

Canada, province de Québec, district de Montréal.

Avis public est par les présentes donné que la Commission des Ecoles Catholiques de Verdun dans le comté de Montréal-Verdun, recevra d'hui au 29 juin 1937 à 6 heures p.m., à leur bureau, 4948 Ave Verdun, dans la dite cité de Verdun, des soumissions écrites, cachetées, endossées: "Soumission pour obligations scolaires", pour l'achat de $240,000.00 dollars d'obligations avec intérêts accrus au moment de leur livraison datées le 2 juillet 1937 et remboursables par une série de paiements annuels, au cours de la période de trente ans de leur date.

Les susdites obligations porteront intérêt au taux de 4% l'an, payable semi-annuellement le 2 janvier et le 2 juillet de chaque année. Le capital et les intérêts sur le susdit emprunt, seront payables à toute succursale de la Banque Provinciale du Canada, dans la province de Québec, Canada, à l'option du porteur.

Ces obligations seront émises par coupures de $100., de $500. et de $1,000. au choix de l'acquéreur.

Nonobstant ce que dit ci-dessus, ces obligations seront remboursables d'après le tableau suivant:

Date	*Intérêt* — *Interest*	*Amortissement* — *Sinking Fund*	*Annuité* — *Annuity*	*Capital* — *$240,000.00*
1938	$9,600.00	$4,200.00	$13,800.00	$235,800.00
1939	9,432.00	4,400.00	13,832.00	231,400.00
1940	9,256.00	4,600.00	13,856.00	226,800.00
1941	9,072.00	4,800.00	13,872.00	222,000.00
1942	8,880.00	5,000.00	13,880.00	217,000.00
1943	8,680.00	5,200.00	13,880.00	211,800.00
1944	8,472.00	5,500.00	13,972.00	206,300.00
1945	8,252.00	5,700.00	13,952.00	200,600.00
1946	8,024.00	5,800.00	13,824.00	194,800.00
1947	7,792.00	6,100.00	13,892.00	188,700.00
1948	7,548.00	6,300.00	13,848.00	182,400.00
1949	7,296.00	6,500.00	13,796.00	175,900.00
1950	7,036.00	6,800.00	13,836.00	169,100.00
1951	6,764.00	7,100.00	13,864.00	162,000.00
1952	6,480.00	162,000.00	168,480.00	000,000.00
	$ 122,584.00	$ 240,000.00	$362,584.00	

Les soumissions seront prises en considération à la séance de la Commission des Ecoles Catholiques de Verdun, le 29 juin 1937, à 8 heures p.m., au lieu ordinaire des réunions des dits commissaires, à une séance publique à l'Académie Notre-Dame-de-la-Paix, 3500, rue Wellington, Verdun.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté à l'ordre de la Commission des Ecoles Catholiques de Verdun, pour un montant égal à 1% de la valeur au pair de l'émission. Le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée, lui sera remis après l'exécution de son contrat, sans intérêt, les autres après le refus de leurs soumissions.

La Commission des Ecoles Catholiques de Verdun se réserve le droit de rejeter aucune ou tout offre de soumission ou d'accepter en tout ou en partie aucune des soumissions.

Tenders

THE CATHOLIC SCHOOL COMMISSION OF VERDUN.

Loan of $240,000.00

Canada, Province of Quebec, District of Montreal.

Public notice is hereby given that the Catholic School Commission of Verdun in the county of Montreal-Verdun, shall receive from to-day until the 29th of June, 1937, at 6 o'clock P.M., at their office, 4948 Verdun Ave., in the said city of Verdun, written sealed tenders, endorses "Tender for School Bonds", for the purchase of $240,000.00 dollars of Bonds with accrued interest up to the date of their delivery dated July 2, 1937, and redeemable serially in annual payments, over a period of thirty years from their date.

The foregoing bonds shall bear interest at the rate of 4% per annum, payable semi-annually the 2nd of January and the 2nd of July of each year. The capital and interest on the said loan, shall be payable at any branch of the Banque Provinciale du Canada, in the Province of Quebec, Canada, at the option of the bearer.

The said Bonds shall be issued in denominations of $100., $500., and $1,000. at the option of the purchaser.

Notwithstanding what is hereinabove stated, the said Bonds will be redeemable according to the following schedule:

The tenders shall be taken into consideration at a meeting of the Catholic School Commission of Verdun, on June 29, 1937, at 8 o'clock P.M., at the usual meeting place of the said Commissioners at a public meeting in the Academie Notre-Dame-de-la-Paix, 3500, Wellington Street, Verdun.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque to the order of the Catholic School Commission of Verdun, for an amount equal to 1% of the par value of the issue. The cheque of the tenderer whose offer shall be accepted, shall be returned to him after the execution of his contract, without interest, the others after the non-acceptance of their tenders.

The Catholic School Commission of Verdun reserves the right of rejecting all or any tenders or of accepting in whole or in part any of the tenders.

Tous renseignements supplémentaires pourront être obtenus en s'adressant au soussigné.

LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE VERDUN,

Le secrétaire-trésorier,

3179—o RODOLPHE E. MACKAY, N.P.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE VILLE DE MAGOG

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8 hres P.M., mardi le vingt-neuf juin 1937, pour l'achat d'une émission d'obligations du Bureau des Commissaires des Ecoles catholiques de la ville de Magog, datée du 1er juin 1937 au montant de $80,000.00 portant intérêt au taux de 3½ ou de 4% l'an, remboursable par série aux dates et jusqu'à concurrence des montants ci-après:

1938, 1er juin:	$4,000.	1953, 1er juin:	$2,000.		
1939 " "	4,000.	1954 " "	2,000.		
1940 " "	4,000.	1955 " "	2,500.		
1941 " "	4,000.	1956 " "	2,500.		
1942 " "	4,000.	1957 " "	2,500.		
1943 " "	1,500.	1958 " "	2,500.		
1944 " "	1,500.	1959 " "	2,500.		
1945 " "	1,500.	1960 " "	3,000.		
1946 " "	1,500.	1961 " "	3,000.		
1947 " "	1,500.	1962 " "	3,000.		
1948 " "	1,500.	1963 " "	3,000.		
1949 " "	2,000.	1964 " "	3,500.		
1950 " "	2,000.	1965 " "	3,500.		
1951 " "	2,000.	1966 " "	3,500.		
1952 " "	2,000.	1967 " "	4,000.		

Intérêts semi-annuels payables les premier juin et décembre de chaque année. Capital et intérêts payables à la Banque Canadienne de Commerce à Magog, Québec et Montréal.

Objet de l'émission: Construction et aménagement d'une nouvelle école.

Chaque soumission devra donner un prix pour les dites obligations à 3½% et à 4% et être accompagnée d'un chèque certifié égal à 1% du montant de l'émission.

Les soumissions devront spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

La Commission Scolaire se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Les dites soumissions seront ouvertes à une assemblée spéciale du Bureau des Commissaires, le vingt-neuf juin 1937 à 8 heures P.M.

Donné à Magog, ce huit juin 1937.

Le secrétaire-trésorier,

OLIVIER TOURIGNY.

3197—o 68, rue Main, Magog, P.Q.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA CITÉ DE SOREL.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions seront reçues par le soussigné pour l'achat d'une émission d'obligations des commissaires d'écoles de la cité de Sorel, dans le comté de Richelieu, au montant de $22,500.00, datées du 2 juillet 1937, portant intérêt au taux de 4% l'an et remboursables annuellement par séries sur une période de quinze ans.

Les dites soumissions seront reçues jusqu'à neuf heures du soir (heure d'été), mardi, le 29 juin 1937, alors que les commissaires en session les ouvriront.

Ces obligations sont émises en coupures de $1,000., $500. et $100.

Further information may be obtained from the undersigned.

THE CATHOLIC SCHOOL COMMISSION OF VERDUN,

RODOLPHE E. MACKAY, N.P.,

3180 Secretary-Treasurer.

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE TOWN OF MAGOG.

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tender for Bonds" will be received by the undersigned until 8 o'clock P.M. Tuesday the twenty ninth of June, 1937, for the purchase of an issue of bonds of the Board of Catholic School Commissioners of the town of Magog, dated June 1st, 1937, for $80,000.00 bearing interest at the rate of 3½ or 4% per annum, redeemable serially on the date and in the amounts hereinbelow set forth:

1938, June 1st:	$4,000.	1953, June 1st:	$2,000.		
1939 " "	4,000.	1954 " "	2,000.		
1940 " "	4,000.	1955 " "	2,500.		
1941 " "	4,000.	1956 " "	2,500.		
1942 " "	4,000.	1957 " "	2,500.		
1943 " "	1,500.	1958 " "	2,500.		
1944 " "	1,500.	1959 " "	2,500.		
1945 " "	1,500.	1960 " "	3,000.		
1946 " "	1,500.	1961 " "	3,000.		
1947 " "	1,500.	1962 " "	3,000.		
1948 " "	1,500.	1963 " "	3,000.		
1949 " "	2,000.	1964 " "	3,500.		
1950 " "	2,000.	1965 " "	3,500.		
1951 " "	2,000.	1966 " "	3,500.		
1952 " "	2,000.	1967 " "	4,000.		

Semi annual interest payable the first of June and December of each year. Capital and interest payable at the Canadian Bank of Commerce at Magog, Quebec and Montreal.

Object of the issue: Building and furnishing of a new school.

Each tender must give a price for the said bonds at 3½% and at 4% and be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue.

The tenders must specify whether the accrued interest is included or not in the price of the tender.

The School Commission does not obligate itself to accept the highest nor any of the tenders.

The said tenders shall be opened at a special meeting of the Board of Commissioners, on the twenty ninth of June, 1937, at 8 o'clock, P.M.

Dated at Magog, this eight day of June, 1937.

OLIVIER TOURIGNY,

Secretary Treasurer,

3198 68 Main Street, Magog, P.Q.

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE CITY OF SOREL

Notice is hereby given that bids will be received by the undersigned for the sale of an issue of $22,500.00 bonds of the School Commissioners of the City of Sorel, in the county of Richelieu, said bonds dated July 2nd 1937, bearing interest at the rate of 4% per annum and payable by series annually during a period of fifteen years.

Said bids will be received until nine o'clock P.M., (daylight saving time) Tuesday, the 29th of June 1937, when said commissioners at their meeting will open same.

These bonds are issued in denominations of $1,000., $500. and $100.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté, à l'ordre desdits commissaires, au montant de $225.00.

Toute soumission devra spécifier que les intérêts accrus seront payés en outre du prix offert.

Aucune de ces soumissions ne sera nécessairement acceptée.

Donné à Sorel, ce 9 juin 1937.

Le secrétaire-trésorier,
A.-O. CARTIER.

3199—o

To every bid shall be annexed an accepted cheque to the order of the said Commissioners at the amount of $225.00.

Every bid shall specify that the accrued interest will be paid apart from the amount of the bid.

None of the bids shall be necessarily accepted.

Given at Sorel, this 9th of June 1937.

A. O. CARTIER,
Secretary-Treasurer.

3200—o

Ministère de l'agriculture

AVIS PUBLIC.

Concernant la formation d'une société d'agriculture de district, dans le district judiciaire de Rimouski.

Avis est par le présent donné qu'une société d'agriculture de district a été constituée dans le district judiciaire de Rimouski, sous le nom de "Société d'agriculture du district de Rimouski", conformément à l'article 18 de la Loi des sociétés d'agriculture (Statuts refondus de 1925, chapitre 54), et que cette société est composée des sociétés d'agriculture des comtés de Rimouski, Matapédia, Matane et Rivière-du-Loups.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
ALBERT RIOUX.

Québec, le 5 juin 1937. 3161—o

AVIS DE FORMATION D'UN SYNDICAT D'ÉLEVAGE

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Stanstead, sous le nom de "syndicat d'élevage de Coaticook".

Le sous-ministre de l'Agriculture,
ALBERT RIOUX.

Québec, le 5 juin 1937. 3211—o

Department of Agriculture

PUBLIC NOTICE.

Respecting the formation of a district agricultural society, in the judicial district of Rimouski.

Notice is hereby given that a district agricultural society has been formed in the judicial district of Rimouski, under the name of "Société d'agriculture du district de Rimouski", pursuant to article 18 of the Agricultural Societies Act (Revised Statutes of 1925, chapter 54), and that the said society is composed of the agricultural societies of the counties of Rimouski, Matapédia, Matane and Rivière-du-Loup.

ALBERT RIOUX,
Deputy Minister of Agriculture.

Quebec, June 5, 1937. 3162

NOTICE OF THE FORMATION OF A BREEDING SYNDICATE

Notice is hereby given that a breeding syndicate has been formed in the county of Stanstead under the name of "syndicat d'élevage de Coaticook".

ALBERT RIOUX,
Deputy Minister of Agriculture.

Quebec, June 5, 1937. 3212

Arrêtés en Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 29 mai 1937, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 29 mai 1937.

Concernant la création d'un parc national dans la partie des Laurentides située à l'ouest de la province.

L'Honorable Ministre des Mines et des Pêcheries, dans un mémoire en date du 29 mai (1937) expose:

Attendu que le Comité de Chasse et Pêche, a adopté une résolution pour prier le Gouvernement de s'aboucher avec le Gouvernement Fédéral, en vue de la création d'un Parc National dans la partie des Laurentides située à l'Ouest de la province;

Attendu que le Parc de la Montagne Tremblante pourrait être un des sites mis à l'étude pour ces fins;

En conséquence, recommande que la prospection et l'exploitation des mines dans le canton de Viel soient prohibées, et que l'arrêté-en-con-

Orders in Council

COPY of a Report of a Committee of the Honourable Executive Council, dated May 29th, 1937, approved by the Lieutenant-Governor, on May 29th, 1937

Concerning the creation of a National Park in that part of the Laurentides (Laurentian Plateau), situated in the Western Part of the Province.

The Honourable the Minister of Mines in a memorandum dated May 29th, 1937, states that:

Whereas the Game and Fisheries Commitee has adopted a resolution praying that the Government of Quebec seek an interview with the Federal Government to have a conference regarding the establishment of a National Park in that part of the Laurentides situated in the Western part of the province;

Whereas the Park of the Montagne Tremblante could well be one of the suitable sites which could be studied and considered for this purpose;

Consequently recommends that prospecting and the working of mines in Viel Township be prohibited, and that the Order-in-Council of

seil du 23 décembre 1936, portant le No. 3522, soit révoqué, sauf en ce qui concerne le permis d'exploitation No. 5101, en vigueur depuis le 8 août 1928, lequel est reconnu et maintenu.

Certifié
A. MORISSET,
3201–o Greffier Conseil Exécutif.

December 23rd, 1936, bearing No 3522 be repealed with the exception of the area covered by the Mining License No 5101, in force since August 8th, 1928, and which is recognized and held in good standing.

Certified,
A. MORISSET,
3202–o Clerk of the Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 18 mai 1937, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 18 mai 1937.

COPY of a Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated May 18th, 1937, approved by the Lieutenant-Governor on May 18th, 1937.

Concernant le site du nouveau parc

Concerning the location of a new Park

No 1371

No 1371

L'Honorable Ministre des Mines et des Pêcheries, dans un mémoire en date du 18 mai (1937), expose:

Attendu qu'une loi a été passée pourvoyant à la création du Parc National de la Gaspésie, dont le site doit être fixé par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Attendu qu'il est nécessaire, pour écarter tout obstacle à la mise à exécution de cette loi, de soustraire à la prospection et au piquetage de claims miniers l'étendue dans laquelle il est question de fixer le site du nouveau parc.

Et vu l'article 181 de la Loi des Mines (Chapitre 80 S. R. Q., 1925).

En conséquence, l'Honorable Ministre des Mines et des Pêcheries, recommande que les cantons de Courcelettes, Lapotardière, de Lesseps, Deslandes, Boisbuisson et Lemieux, comté de Gaspé, soient réservés et soustraits au piquetage de claims miniers pour toute l'étendue des dits cantons non encore occupés par des concessions minières, des permis de mise en valeur ou des claims miniers.

Certifié,
A. MORISSET,
3203–o Greffier Conseil Exécutif.

The Honourable the Minister of Mines and Fisheries in a memorandum dated May 8th, 1937, states that:

Whereas a law was passed and sanctioned to establish the Gaspesia National Park, the location of which is to be determined by the Lieutenant-Governor in Council;

Whereas it is necessary, to avoid all obstacles to the carrying out of this law, to withdraw from prospecting and staking mining claims in the area in which it is being considered to establish the site of the new Park;

And in consideration of article 181 of the Mining Law, (Chapter 80 R. S. of Q. 1925);

Consequently, the Honourable the Minister of Mines and Fisheries recommends that the Townships of Courcelettes, Lapotardière, de Lesseps, Deslandes, Boisbuisson and Lemieux, in the County of Gaspé, be reserved and withdrawn from staking into mining claims, over the area of the said Townships which are not yet occupied in virtue of mining concessions, development licenses or mining claims.

Certified,
A. MORISSET,
3204–o Clerk of the Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 29 mai 1937 approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 29 mai 1937.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated May 29, 1937, approved by the Lieutenant-Governor, on May 29, 1937.

Concernant le permis de circulation sur les terres de la Couronne entre le 29 mai et le 15 novembre 1937

Respecting the travel permit on Crown Lands between May 29 and November 15, 1937.

No 1412.

No. 1412.

L'honorable Ministre des Terres et Forêts, dans un mémoire en date du 29 mai (1937) expose:

Que, pour assurer la protection des bois contre le feu, il convient de mettre en force l'article 144 de la loi des Terres et Forêts, (Statuts refondus 1925, chap. 44) concernant le permis de circulation, l'expérience ayant démontré l'efficacité de cette mesure.

En conséquence, il recommande que tous ceux qui voudront pénétrer en forêt, pendant la période entre le 29 mai et le 15 novembre de l'année 1937, devront, au préalable, se munir d'un permis de circulation, tel que requis par l'article 144 de la loi des Terres et Forêts, (S.R.Q. 1925, chap. 44), et le montrer à tout garde-feu qui l'exigera.

Certifié,
A. MORISSET,
3221—o Greffier Conseil Exécutif.

The Honourable Minister of Lands and Forests in a memorandum dated May 29, 1937, sets forth:

That to assure the protection of forests against fire, it is expedient to enforce article 144 of the Lands and Forests Act (Revised Statutes 1925, chap. 44) respecting the Travel Permit, experience having shown the efficaciousness of this measure.

Therefore, he recommends that anyone wishing to enter the forest during the period between May 29 and November 15 of the year 1937, shall previously obtain a travel permit, as exacted by article 144 of the Lands and Forests Act (R.S.Q., 1925, chap. 44), and shows same to any fire Warden when requested to do so.

Certified,
A. MORISSET,
3222 Clerk of the Executive Council.

Nominations

Il a plu à Monsieur l'Administrateur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire la nomination suivante:

Québec, le 3 juin 1937.

M. J.-Charles Langlois, avocat, de Buckingham, à compter du premier juin 1937: juge de la Cour des Sessions de la Paix, avec résidence dans la cité de Montréal. 3227—o

Appointments

His Honour the Administrator has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointment:

Quebec, June 3rd, 1937.

Mr. J. Charles Langlois, advocate, of Buckingham, from and after the first of June 1937: to be a Judge of the Court of Sessions of the Peace, with residence in the city of Montreal. 3228

VENTES PAR LE SHÉRIF

BEAUCE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } JOSEPH HEBERT, demandeur; vs ADELARD DUBOIS, défendeur.
No 15611. }

Les deux lots de terre, numéro (121 et 122) un cent vingt et un et un cent vingt-deux du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Elzéar-de-Beauce—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Elzéar-de-Beauce, MARDI, le (22ième) VINGT-DEUXIEME jour de JUIN 1937, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif, XAVIER BEAUDOIN.
Saint-Joseph, Beauce, 17 mai 1937.

[Première publication, 22 mai 1937]

2751—21-2-o

SHERIFF'S SALES

BEAUCE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } JOSEPH HEBERT, plaintiff; vs ADELARD DUBOIS, defendant.
No. 15611. }

Those two lots of land, numbers (121 and 122) one hundred and twenty one and one hundred and twenty two on the official cadastre for the parish of Saint Elzéar de Beauce—with buildings and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Elzéar de Beauce, on the (22nd) TWENTY SECOND day of JUNE, 1937, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

XAVIER BEAUDOIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, May 17th, 1937.

[First publication, May 22nd., 1937]

2752—21-2

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauharnois.

Province de Québec, } ALPHONSE DEMERS, demandeur; vs OLIVIER BETOURNAY, défendeur.
No B-151255. }
C.S. Montréal. }

Saisis comme appartenant au dit défendeur:

La part indivise du dit défendeur dans la moitié des immeubles suivants, savoir:

1. Une terre sise et située dans la concession de la Rivière des Anglais Edwardstown, dans la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, étant partie du lot de terre portant le numéro huit cent cinquante-six (Pt.856) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, dans le comté de Châteauguay, borné au nord-est par partie du même No 856 appartenant à Joseph Boulé ou représentants, au nord-ouest par les lots numéros 857 et 858 des même plan et livre de renvoi officiels, à l'ouest par un chemin public, au sud-est par les numéros 854 et 855 des même plan et livre de renvoi; contenant cinquante-huit arpents et soixante treize perches en superficie, plus ou moins.

2. Une terre sise et située dans la concession de la Rivière-des-Anglais Edwardstown, connue

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauharnois.

Province of Quebec, } ALPHONSE DEMERS, plaintiff; vs OLIVIER BETOURNAY, defendant.
No-B-151255. }
S. C. Montreal. }

Seized as belonging to the said defendant:

The undivided share of the said defendant in the half of the following immovables, to wit:

1. A farm lying and situate in the Edwardstown English River Concession, in the parish of Saint Jean Chrysostôme, being part of the lot of land bearing number eight hundred and fifty six (Pt. 856) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Jean Chrysostôme, in the County of Chateauguay, bounded on the Northeast by part of the said No. 856 belonging to Joseph Boulé or representatives, on the Northwest by lots numbers 857 and 858 of the same official plan and book of reference, on the West by a public road, on the Southeast by numbers 854 and 855 of the same plan and book of reference; containing fifty eight arpents and seventy three perches in area, more or less;

2. A farm lying and situate in the Edwardstown English River concession, known and de-

et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, sous le numéro huit cent soixante (860) contenant soixante et six arpents et soixante-sept perches en superficie, plus ou moins, étant de forme irrégulière; bornée à l'est par le chemin public, au nord-ouest par le numéro 861, à l'ouest par la rivière des Anglais, au sud-est par le numéro 854 appartenant à Narcisse Payant—avec bâtisses.

3. Une terre sise et située dans le township de Havelock, dans le comté de Huntingdon, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de ce township sous le numéro deux cent quatre-A (204-A) dans le cinquième rang des terres concédées—avec bâtisses dessus érigées.

4. Une terre sise et située dans le township de Havelock étant connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels dudit township sous le numéro deux cent trois-B (203-B) du cinquième rang du dit township, contenant cinquante arpents en superficie—avec bâtisses.

5. Un morceau de terre sise et située dans le premier rang des réserves du Clergé dans le township de Havelock étant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit township de Havelock sous le numéro quinze-K (15-K) du dit premier rang des réserves du Clergé—avec bâtisses.

6. Une terre sise et située dans le township de Havelock, étant connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du dit township de Havelock sous le numéro deux cent trois-A (203-A) du cinquième rang du dit township contenant cinquante-trois acres et une perche en superficie—avec bâtisses.

7. Une terre sise et située dans le township de Havelock, étant connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du dit township de Havelock sous le numéro deux cent trois C (203-C) contenant soixante et quinze arpents en superficie—avec bâtisses.

Le tout sauf erreur ou omission.

Pour être vendu, en bloc, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, au village de Saint-Chrysostôme, dans le comté de Châteauguay, district de Beauharnois, VENDREDI, le VINGT-CINQUIEME jour de JUIN 1937, à ONZE heures de l'avant-midi, heure avancée.

Le shérif,

Bureau du Shérif. J.-BTE de REPENTIGNY.
Salaberry de Valleyfield, ce 14 mai 1937.

2753—21-2-o

[Première publication, 22 mai 1937].

signated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Jean Chrysostôme, under number eight hundred and sixty (860) containing sixty six arpents and sixty seven perches in area, more or less, being of an irregular figure; bounded on the East by the public road, on the Northwest by number 861, on the West by the English River, on the Southeast by number 854 belonging to Narcisse Payant—with buildings.

3. A farm lying and situate in the township of Havelock, in the county of Huntingdon, known and designated on the official plan and book of reference of this township under number two hundred and four A (204-A) in the fifth range of the granted lands—with buildings thereon erected;

4. A farm lying and situate in the Township of Havelock being known and designated on the official plan and book of reference of the said township under number two hundred and three B (203-B) of the fifth range of the said township, containing fifty arpents in area—with buildings.

5. A parcel of land lying and situate in the first range of the Clergy reserves in the township of Havelock being known and designated on the official plan and book of reference of the said township of Havelock under number fifteen K (15-K) of the said first range of the Clergy reserves—with buildings.

6. A farm lying and situate in the township of Havelock, being known and designated on the official plan and book of reference of the said township of Havelock under number two hundred and three A (203-A) of the fifth range of the said township containing fifty three acres and one perch in area—with buildings.

7. A farm lying and situate in the township of Havelock, being known and designated on the official plan and book of reference of the said township of Havelock under number two hundred and three C (203-C) containing seventy five arpents in area—with buildings.

The whole save error or omission.

To be sold, "en bloc", at the parochial church door of the parish of Saint Jean Chrysostôme, in the Village of Saint Chrysostôme, in the County of Chateauguay, district of Beauharnois, FRIDAY, the TWENTY FIFTH day of JUNE 1937, at ELEVEN o'clock in the forenoon, Daylight Saving Time.

J. BTE de REPENTIGNY,
Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, May 14, 1937.

2754-21-2

[First publication, May 22, 1937]

BEDFORD

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, No 781.

LA COMMISSION DU PRET AGRICOLE CANADIEN, requérante; vs JOSEPH A. GROULX, intimé.

Comme appartenant à l'intimé.

Le quart ouest du lot neuf dans le quatrième rang du canton de Stukely, de la contenance de cinquante acres en superficie, plus ou moins, maintenant connu et désigné sous le numéro trois cent vingt-quatre (324) du cadastre officiel du canton de Stukely, district de Bedford.

Un lot de terre connu et désigné sous le cadastre officiel par le numéro trois cent vingt-cinq

BEDFORD

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court, No. 781.

THE CANADIAN FARM LOAN BOARD, petitioner; vs JOSEPH A. GROULX, respondent.

As belonging to the respondent.

The West quarter of lot nine in the fourth range of the township of Stukely, of an area of fifty acres in superficies, more or less, now known and designated under number three hundred and twenty four (324) of the official cadastre of the township of Stukely, district of Bedford.

A lot of land known and designated on the official cadastre under number three hundred

(325) du canton de Stukely, district de Bedford, contenant cinquante acres, plus ou moins.

Les lots de terre situés dans le canton de Stukely, district de Bedford, connus et désignés sous les numéros trois cent quatre-vingt (380), trois cent quatre-vingt-trois (383), et trois cent vingt-deux (322), du cadastre officiel du dit canton de Stukely—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Anne-de-Stukely, à Sainte-Anne-de-Stukely, dit district, le VINGT-TROISIEME jour de JUIN 1937, à DIX heures de l'avant-midi, heure solaire.

Le shérif,

Bureau du shérif, W. FREDERICK KAY.
Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, Que., 17 mai 1937. 2761-21-2-o
Sweetsburg, Que., May 17., 1937. 2762-21-2
[Première publication, 22 mai 1937]
[First publication, May 22nd., 1937]

IBERVILLE

Exécution émané en vertu de La Charte de la Cité de Saint-Jean.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, Qué., à savoir: LA CITE DE SAINT-JEAN, corps politique et incorporé, ayant son siège d'affaires en la cité de Saint-Jean, dans le district d'Iberville; vs RICHARD BENOIT, de Bolton, dans le district de Bedford, saisi:

No 102.

Saisi comme appartenant au susdit saisi:

Un emplacement connu comme étant le coin nord-est du lot numéro deux cent vingt-trois (No 223) du cadastre officiel de la ville de Saint-Jean—avec les bâtisses y érigées, décrit comme suit;

Commençant à un point situé sur la rue Saint-Louis, à quatre-vingt-cinq pieds et deux pouces, mesure anglaise, à l'est de la borne ouest dudit lot; de là, se dirigeant vers le sud, sur une distance de quatre-vingt pieds, mesure anglaise, jusqu'au point situé à environ cent cinquante-cinq pieds, mesure anglaise, de la borne ouest de la rue Champlain, de là, se dirigeant vers l'est sur une ligne se trouvant parallèle à la borne nord du chemin ou passage commun, créé par l'acte d'acquisition de M. Guy C. Boright, (lequel chemin ou passage commun se trouve à environ quarante-cinq pieds, mesure anglaise, de cette dite ligne parallèle) sur une distance d'environ cent cinquante-cinq pieds, mesure anglaise, jusqu.à la borne Ouest de la rue Champlain; de là, se dirigeant vers le nord, le long de la rue Champlain, jusqu'à l'intersection des dites rues Champlain et Saint-Louis; de là, se dirigeant vers l'ouest, en suivant la ligne du nord dudit lot numéro deux cent vingt-trois, jusqu'au point de départ.

Cet emplacement sus-décrit se trouve borné en front par la rue Champlain, au nord par la rue Saint-Louis, à l'ouest par la partie ouest du même lot appartenant à M. Clifford Trotter, et au sud par une autre partie du même lot, appartenant à M. Omer Landry.

A être vendu pour taxes et redevances municipales.

Pour être vendu au bureau du Shérif, au Palais de Justice, dans la Cité de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, le TREIZIEME jour

IBERVILLE

Execution issued in virtue of the Charter of the City of Saint Jean.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint-Jean, Qué., to wit: THE CITY OF SAINT-JEAN, a politic and incorporated body, having its business place in the city of Saint-Jean, in the district of Iberville, vs RICHARD BENOIT, of Bolton, in the district of Bedford, seized.

No. 102.

Seized as belonging to the said distrained:

An emplacement known and designated as being the North-East corner of lot number two hundred and twenty three (No. 223) of official cadastre of the town of Saint Jean—with building thereon erected described as follow:

Starting at a point situated on Saint Louis Street, at eighty five feet and two inches, english measure, on the East side of the West boundaries of said lot; from there, going towards the South, for a distance of eighty feet, english measure, to a point situated about one hundred and fifty five feet, English measure from the West boundaries of Champlain Street; from there, going towards East on a parallel line to the North boundaries of the road or common alley, created by the acquisition act of Mr. Guy C. Boright, (which road or common alley is about forty five feet, English measure, from the said parallel line) on a distance of about one hundred and fifty five feet, English measure, till the West boundaries of Champlain Street, from there, towards the North along Champlain Street; to the corner of Champlain and Saint Louis Street; from there, going towards the West following the North line of the said lot number tow hundred and twenty three, to the starting point.

This emplacement above described is bounded in front by Champlain Street, on the North by Saint Louis Street, on the West side by the West part of the same lot belonging to Mr. Clifford Trotter, on the South side by an other part of the same lot belonging to Mr. Omer Landry.

To be sold for municipal taxes and municipal dues.

To be sold at the Sheriff's Office, at the Court House, in the City of Saint Jean, in the district of Iberville, the THIRTEENTH day of JULY

de JUILLET prochain, mil neuf cent trente-sept, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif. ADELARD FORGET.
Saint-Jean, Qué., le 8 juin 1937. 3213-24-2-o
[Première publication, 12 juin 1937]

Bref d'exécution émané en vertu de la Charte de la Cité de Saint-Jean.
Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: No 101. } LA CITE DE SAINT-JEAN, corps politique et incorporé ayant son siège d'affaires dans la cité de Saint-Jean, dans le district d'Iberville; vs DAME ARSENE ZAHRA, de Cowansville, dans le district de Bedford, saisi.

Saisi comme appartenant à la dite Dame Arsène Zahra:

Un emplacement situé en la cité de Saint-Jean, côte ouest de la rue Notre-Dame, composé de:

(*a*) Le lot numéro cinq de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent trente (No 430-5) du cadastre officiel de la ville de Saint-Jean, P. Q.

(*b*) La moitié nord du lot numéro six de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent trente (No 430-6) du cadastre officiel de la ville de Saint-Jean, mesurant trente-six pieds de largeur sur trente-six pieds de profondeur, bornée au nord par la rue Saint-Joseph, au sud par la moitié sud du dit lot, appartenant à M. Casimir Nolin, à l'est par le dit lot numéro cinq et à l'ouest par le numéro sept de la dite subdivision.

(*c*) Une lisière du lot numéro sept de la subdivision officielle du dit lot numéro quatre cent trente (No 430-7) du cadastre officiel de la ville de Saint-Jean, de la contenance de six pieds anglais de la borne est à la borne ouest, sur trente-six pieds anglais, de la borne nord à la borne sud, borné au nord par la rue Saint-Joseph, au sud par une autre partie du dit lot, à l'est par le dit lot numéro six et à l'ouest par la partie ouest dudit lot numéro sept, appartenant à Mme Joseph Gaudreau.

Cette dite lisière de terrain est sujette au droit de passage des propriétaires des autres subdivisions du dit lot numéro quatre cent trente (No 430).

A être vendu pour taxes et redevances municipales.

En l'absence du Juge, une motion fut accordée; par E. Thibodeau, député-protonotaire de la Cour Supérieure, du district d'Iberville, pour vendre "en bloc".

Pour être vendu au bureau du shérif, au Palais de Justice, dans la cité de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, le QUATORZIEME jour de JUILLET prochain, mil neuf cent trente-sept, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif. ADELARD FORGET.
Saint-Jean, Qué., le 8 juin 1937. 3215—24-2-o
[Première publication, 12 juin 1937]

Writ of Execution, issued in virtue of the charter of the City of Saint Jean.
Superior Court.—District of Iberville.

Saint-Jean, to wit: No. 101. } THE CITY OF SAINT-JEAN, a politic and an incorporated body, having its business place, in the city of Saint-Jean, in the district of Iberville; vs MADAM ARSENE ZAHRA, of Cowansville, in the district of Bedford, seized.

Seized as belonging to the said Dame Arsène Zahra:

An emplacement situated in the city of Saint Jean, on the west side of Notre Dame street, composed of:

(*a*) The lot number five, of the official subdivision of lot number four hundred and thirty (No. 430-5) of official cadastre of the town of Saint Jean, P.Q.

(*b*) The north half of lot number six of the official subdivision of lot number four hundred and thirty (430-6) of the official cadastre of the town of Saint Jean, measuring thirty six feet in width by thirty six feet in depth, bounded to the north, by Saint Joseph street, to the south by the south half of said lot, belonging to Casimir Nolin, to the east by the said lot number five and to the west side by the number seven of the said subdivision.

(*c*) A strip of lot number seven of the official subdivision of said lot number four hundred and thirty (No. 430-7) of the official cadastre of the town of Saint Jean, containing six english feet from the East Bound to the West bound, by thirty six English feet from the North bound to the South bound, bounded at the North by Saint Joseph Street, at the South by another part of said lot, at the East by said lot number six and at the West by the West part of said lot number seven, belonging to Mme Joseph Gaudreau.

This said strip of land is liable to the right of way of the propriotaries of the others subdivisions of said lot number four hundred and thirty (No. 430).

To be sold for municipal dues and taxes.

In the absence of the Judge, a motion to sell "en bloc" was granted by E. Thibodeau, Deputy Prothonotary for the Superior Court of the District of Iberville.

To be sold at the Sheriff's Office, at the Court House, in the City of Saint-Jean, in the District of Iberville, the FOURTEENTH day of JULY next, one thousand nine hundred and thirty seven, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADELARD FORGET,
Sheriff's Office. Sheriff.
Saint-Jean, Qué., June 8th, 1937. 3216-24-2-o
[First publication, June 12th, 1937]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: A-156581. } LA SOCIETE SAINT-JEAN BAPTISTE DE MONTREAL (Caisse Nationale d'Econo-

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: A-156581. } LA SOCIETE SAINT-JEAN BAPTISTE DE MONTREAL (Caisse Nationale d'Econo-

mie), demanderesse; vs HERVE ARCHAMBAULT, défendeur.

Un immeuble situé sur l'avenue de L'Eglise, au coin de la rue Bannantyne, en la cité de Verdun, mesurant soixante-quinze pieds de largeur sur l'avenue de L'Eglise, par soixante-deux pieds de profondeur, sur la rue Bannantyne, laquelle profondeur n'est que de cinquante pieds dans l'autre ligne du sud-est, mesure anglaise et plus ou moins, et composé:

a. Du lot numéro un de la résubdivision du lot numéro six cent vingt-cinq de la subdivision du lot numéro trois mille quatre cent cinq (3405-625-1) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, qui contient vingt-cinq pieds de largeur par cinquante pieds de profondeur et est borné en front au sud-ouest par l'avenue de L'Eglise, en arrière par le lot numéro 3405-625-2, du côté nord-ouest par le lot No 3405-626-1 et du côté sud-est par le lot No 3405-624;

b. Du lot numéro un de la résubdivision du lot numéro six cent vingt-six de la subdivision du lot numéro trois mille quatre cent cinq (3405-626-1) des dits plan et livre de renvoi officiels, mesurant onze pieds de largeur par cinquante pieds de profondeur et borné en front au sud-ouest par l'avenue de L'Eglise, en arrière et du côté nord-ouest par le lot No 3405-626-2 et au sud-est par le lot No 3405-625-1 ci-dessus décrit;

c. Du lot numéro deux de la résubdivision du lot numéro six cent vingt-six de la subdivision du dit lot numéro trois mille quatre cent cinq (3405-626-2) des dits plan et livre de renvoi officiels, mesurant quatorze pieds de largeur jusqu'à une profondeur de cinquante pieds, et ensuite vingt-cinq pieds de largeur par une nouvelle profondeur de douze pieds; borné en front au sud-ouest par l'avenue de L'Eglise, en arrière par le lot No 3405-626-3, du côté nord-ouest par le lot No 3405-627-1, et du côté sud-est, partie par le lot No 3405-626-1 ci-dessus décrit et partie par le lot No 3405-625-2;

d. Du lot numéro un de la résubdivision du lot numéro six cent vingt-sept de la subdivision du dit lot numéro trois mille quatre cent cinq (3405-627-1) des dits plan et livre de renvoi officiels, qui contient vingt-cinq pieds de largeur par soixante-deux pieds de profondeur et borné en front au sud-ouest par l'avenue de L'Eglise, en arrière par le lot No 3405-627-2, du côté nord-ouest par la rue Bannantyne et du côté sud-est par le lot No 3405-626-2 ci-dessus décrit.

Le tout formant une seule et même exploitation avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros impairs 509 à 517 de l'avenue de L'Eglise et avec droit de passage en commun avec d'autres pouvant y avoir droit et aux charges ordinaires d'entretien dans la ruelle désignée sous le numéro deux de la résubdivision du lot numéro six cent vingt-cinq de la subdivision du lot numéro trois mille quatre cent cinq (3405-625-2) des dits plan et livre de renvoi officiels, qui contient douze pieds de largeur par vingt-cinq pieds de profondeur et sujet à un droit de passage de douze pieds de largeur sur l'arrière partie du dit lot No 3405-626-2 et 3405-627-1 pour communiquer de la dite ruelle No 3405-625-2 jusqu'à la rue Bannantyne.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $3,885.00 sera exigé de tout

mie), plaintiff; vs HERVE ARCHAMBAULT, defendant.

An immovable situate on Church Avenue, at the corner of Bannantyne Street, in the city of Verdun, measuring seventy five feet in width on Church Avenue, by sixty two feet in depth on Bannantyne Street, the said depth is but fifty feet in the other line on the Southeast, English measure and more or less, and composed of:

a. Lot number one of the resubdivision of lot number six hundred and twenty five of the subdivision of lot number three thousand four hundred and five (3405-625-1) of the official plan and book of reference of the Parish of Montreal, which measures twenty five feet in width by fifty feet in depth and is bounded in front, on the Southwest by Church Avenue, in rear by lot number 3405-625-2, on the Northwest by lot No. 3405-626-1 and on the Southeast side by lot No. 3405-624;

b. Lot number one of the resubdivision of lot number six hundred and twenty six of the subdivision of lot number three thousand four hundred and five (3405-626-1) of the said official plan and book of reference measuring eleven feet in width by fifty feet in depth and bounded in front on the Southwest by Church Avenue, in rear and on the Northwest side by lot No. 3405-626-2 and on the Southeast by lot No. 3405-625-1 hereinabove described;

c. Lot number two of the resubdivision of lot number six hundred and twenty six of the subdivision of said lot number three thousand four hundred and five (3405-626-2) of the said official plan and book of reference, measuring fourteen feet in width as far as a depth of fifty feet, and thence twenty five feet in width by a new depth of twelve feet; bounded in front on the Southwest by Church Avenue, in rear by lot No. 3405-626-3, on the Northwest side by lot No. 3405-627-1, and on the Southeast side, partly by lot No. 3405-626-1 hereinabove described and partly by lot No. 3405-625-2;

d. Lot number one of the resubdivision of lot number six hundred and twenty seven of the subdivision of said lot number three thousand four hundred and five (3405-627-1) of the said official plan and book of reference, which measures twenty five feet in width by sixty two feet in depth and bounded in front on the Southwest by Church Avenue, in rear by lot No. 3405-627-2, on the Northwest side by Bannantyne Street and on the Southeast side by lot No. 3405-626-2 hereinabove described.

The whole forming one and the same lot of land with the buildings thereon erected bearing the odd numbers 509 to 517 Church Avenue and with right of way in common with others having a right thereto and subject to the common maintenance charges in the lane described under number two of the resubdivision of lot number six hundred and twenty five of the subdivision of lot number three thousand four hundred and five (3405-625-2) of the said official plan and book of reference, which measures twelve feet in width by twenty five feet in depth and subject to a right of passage of twelve feet in width on the rear part of said lot No. 3405-626-2 and 3405-627-1 to communicate from the said lane No. 3405-625-2 to Bannantyne Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $3,885.00 shall be exacted from

offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Curran, daté le 10 mai 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, 17 mai 1937. 2757—21-2-o
[Première publication, 22 mai 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: JOSEPH-EDOUARD DESROCHERS, demandeur; vs DELLE EVA PREFONTAINE, defenderesse. B-157631.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Girouard, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâces, de la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la partie sud-est du lot numéro treize de la subdivision du lot originaire numéro cent soixante-seize-A (176*a*-13 ptie), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant la dite partie de lot, vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix-sept de profondeur, et une superficie de deux mille quatre cent trente-sept pieds et demi, le tout mesure anglaise et plus ou moins, et bornée en front: par l'avenue Girouard, vers le sud-est, par le lot numéro douze du dit cadastre; vers le sud-ouest, par le lot numéro trente-six du dit cadastre, et vers le nord-ouest par la partie ou moitié restante du dit lot numéro treize—avec une maison d'habitation portant le No 4138 de la dite avenue Girouard et autres bâtisses y érigées, et tous droits et servitudes y attachés.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $550.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Surveyer, daté le 11 mai 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 18 mai 1937. 2763—21-2-o
[Première publication, 22 mai 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: THE COMMERCIAL LOAN CO., LTD., demanderesse; vs NOEL AUGE, défendeur. B-157755.

Le lot de terre ayant front sur la rue Saint-Hubert, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent trente-cinq de la subdivision du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (489-135) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, avec droit de passage en commun avec tous autres ayant le même droit dans la ruelle en arrière dudit lot, ce dernier mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-sept de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $400.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 18 mai 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, 18 mai 1937. 2769—21-2-o
[Première publication, 22 mai 1937]

---

each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated May 10, 1937.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, May 17th, 1937. 2758—21-2
[First publication, May 22nd., 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: JOSEPH EDOUARD DESROCHERS, plaintiff; vs MISS EVA PREFONTAINE, defendant. B-157631.

An emplacement fronting on Girouard Avenue, in Notre Dame de Graces Ward, of the city of Montreal, known and designated as being the Southeast part of lot number thirteen of the subdivision of original lot number one hundred and seventy six-A (176*a*-pt. 13) of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring the said part of lot, twenty five feet in width by ninety seven feet in depth, and having an area of two thousand four hundred and thirty seven feet and one half, the whole English measure and more or less, and bounded in front, by Girouard Avenue, towards the Southeast by lot number twelve of the said cadastre; towards the Southwest, by lot number thirty six of the said cadastre, and towards the Northwest by the remaining part or half of said lot number thirteen—with a dwelling house bearing No. 4138 of said Girouard Avenue and other buildings thereon erected, and all rights and servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $550.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated May 11th., 1937.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 18th., 1937. 2764—21-2
[First publication, May 22nd., 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: THE COMMERCIAL LOAN CO., LTD., Plaintiff; vs NOEL AUGE, Defendant. B-157755.

The lot of land fronting on Saint Hubert street, in the city of Montreal, known and designated under number one hundred and thirty five of the subdivision of original lot number four hundred and eighty nine (489-135) on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, with right of passage in common with all others having the same right in the lane in rear of the said lot, the latter measuring twenty five feet in width by eighty seven in depth, English measure and more or less—with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $400.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated May 18, 1937.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, May 18, 1937. 2770—21-2
[First publication, May 22nd, 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } RAYMOND MASSON
A-156571. } *et al.*, demandeurs *es-qual.;* vs BARNABE CORBEIL, défendeur.

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal, portant le numéro (620) des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier, contenant cent vingt-trois pieds et quatre pouces de largeur, par quatre-vingt-quatorze pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—avec maison en brique et autres bâtisses dessus construites, avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans la ruelle et les passages ci-après mentionnés.

A distraire néanmoins de ce lot un morceau de terre d'environ dix-huit pieds et six pouces de largeur par environ quarante-quatre pieds de profondeur, dont la ligne nord-ouest se trouve à environ quarante-deux pieds de la ligne nord-ouest du dit lot numéro six cent vingt, et dont la ligne sud-est se trouve à environ soixante-dix pieds et onze pouces de la ligne sud-est du dit lot numéro six cent vingt, et borné en front, au nord-est par l'avenue de l'Hôtel de Ville, en arrière par une ruelle de douze pieds de largeur située en arrière du morceau présentement décrit, et ainsi qu'en arrière de trois autres morceaux du dit lot numéro six cent vingt, ayant chacun une étendue égale au morceau de terre présentement décrit, deux desquels lots se trouvent au nord-ouest du morceau de terre présentement décrit, et le troisième se trouve au sud-est du morceau de terre présentement décrit, sur lequel morceau de terre présentement décrit se trouve érigée une maison portant les Nos 1656 à 1664 et 1672 à 1678 de l'Avenue de l'Hôtel de Ville, et lequel morceau de terre est sujet à un droit de passage dans ladite ruelle ainsi que dans un passage mitoyen situé à l'extrémité nord-ouest du dit lot numéro six cent vingt ainsi que dans un autre passage couvert qui se trouve à environ dix-huit pieds et six pouces au sud-est du dit morceau présentement décrit, pour communiquer par ladite ruelle et lesdits passages à l'Avenue de l'Hôtel de Ville, moins les droits de mitoyenneté dans le mur situé sur la limite des lots No 619-620 vendus suivant acte enregistré sous le No 84550.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de JUIN prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $1,950.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 17 mai 1937.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 18 mai 1937. 2765-21-2-o

[Première publication, 22 mai 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } RAYMOND MASSON
A-156571. } *et al.*, plaintiffs *es-qual.;* vs BARNABE CORBEIL, defendant.

A lot of land situate in Saint Louis Ward in the city of Montreal, bearing number (620) of the official plan and book of reference of the said Ward, measuring one hundred and twenty three feet and four inches in width, by ninety four feet in depth, more or less, English measure —with a brick house and other buildings thereon erected, with right of way in common with all others having a right thereto in the lane and the passages hereinafter mentioned.

To be deducted however from the said lot, a parcel of land of about eighteen feet and six inches in width by about forty four feet in depth, whereof the Northwest line lies at about forty two feet from the Northwest line of said number six hundred and twenty, and whereof the Southeast line lies at about seventy feet and eleven inches from the Southeast line of said lot number six hundred and twenty, and bounded in front, on the Northeast by City Hall Avenue, in rear by a lane of twelve feet in width situate in rear of the parcel presently described, as well as in rear of three other parcels of the said lot number six hundred and twenty, having each an equal extent to the parcel of land presently described, two of the said lots lies on the Northwest of the parcel of land presently described, and the third is situate to the Southeast of the parcel of land presently described, upon the said parcel of land presently described is erected a house bearing Nos 1656 to 1664 and 1672 to 1678 City Hall Avenue, and the said parcel of land is subject to a right of way in the said lane as well as in a mitoyen passage situate at the Northwest extremity of said lot number six hundred and twenty as well as in another covered passage which is situate at about eighteen feet and six inches Southeast of the said parcel of land presently described, to communicate by the said lane and the said passages to City Hall Avenue, less the rights of *mitoyenneté* in the wall situate on the limit of lots Nos 619-620 sold according to deed registered under No. 84550.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of JUNE next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $1,950.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated May, 17, 1937.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 18, 1937. 2766-21-2

[First publication, May 22, 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME ALVINA MI-
F-161746. } RON, *et vir.*, demanderesse; vs LES HERITIERS de feu Rosalie Miron, défendeurs.

Un emplacement situé à Montréal, ayant front sur la rue DeVilliers, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, sous le numéro deux cent quatorze de la subdivision du lot numéro trois mille neuf cent trente (No 3930-214) avec bâtisses sus-érigées et droit de passage en commun dans la ruelle située en arrière du dit immeuble, aux charges ordinaires d'entretien.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME ALVINA MI-
F-161746. } RON, *et vir.*, Plaintiff; vs THE HEIRS of The Late Rosalie Miron, Defendant.

An emplacement situate in Montreal, fronting on Devilliers street, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, under number Two hundred and fourteen of the subdivision of lot number three thousand nine hundred and thirty (No. 3930-214) —with buildings thereon erected and right of way in common in the lane situate in rear of the said immovable, subject to the ordinary charges of maintenance.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de JUIN prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, 18 mai 1937. 2767—21-2-o
[Première publication, 22 mai 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: C-158524. LA SOCIETE SAINT-JEAN BAPTISTE DE MONTREAL (Caisse Nationale d'Economie), demanderesse; vs DAME ALICE MORIN, veuve de Rémi Décary, en son vivant, voyageur de commerce, en sa qualité de grevée de substitution aux termes d'un acte de donation du 14 septembre, 1918, devant Mtre J.-A. Brunet, notaire, BENJAMIN DECARY, bourgeois, ès-qualité de curateur à la dite substitution, DAME SUZANNE DECARY, veuve de Charles-Emile Lalonde, MAURICE DECARY, couvreur, OSCAR DECARY, chauffeur, ces derniers ès-qualité de majeurs appelés à la dite substitution, tous des cité et district de Montréal, défendeurs.

a. Trois emplacements contigus, situés au quartier Sainte-Cunégonde, en la cité de Montréal, et portant les numéros cinquante-six, cinquante-sept et cinquante-huit (56, 57 et 58) de la subdivision du numéro trois cent quatre-vingt-six (386) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, dans le comté d'Hochelaga, contenant chacun vingt-deux pieds et six pouces de largeur, par quatre-vingts pieds de profondeur, le tout plus ou moins, mesure anglaise; bornés en front, au nord-ouest, par la rue Coursol, en arrière par une ruelle de vingt pieds de largeur, portant le numéro quarante et un de la dite subdivision, du côté nord-est, par le lot numéro 55, et du côté sud-ouest, par le lot numéro 59 de la dite subdivision,—avec droit de passage en commun avec d'autres dans la dite ruelle, avec toutes les bâtisses et dépendances dessus érigées et portant les numéros civiques 2526 à 2536 de la rue Coursol.

Pour être vendu "en bloc", suivant jugement de l'hon. juge Curran, daté le 10 mai 1937.

b. Un emplacement ou lot de terre situé sur la rue Calumet, au quartier Sainte-Cunégonde, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le numéro cent soixante-dix (170) de la subdivision officielle du lot de terre portant le numéro trois cent quatre-vingt-six (386) des plan et livre de renvoi officiel du cadastre de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant vingt-quatre pieds de largeur, en front et en arrière, par cent six pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec le droit de passage en commun, avec ceux y ayant droit, dans les ruelles connues sous les numéros cent soixante-douze et cent soixante-quatre (172 et 164) de la dite subdivision officielle; mais sans aucun droit d'encombrer les dites ruelles ou chacune d'icelles; et avec les dépendances y appartenant—avec une maison et autres bâtisses dessus construites et portant les numéros civiques 956 à 960 de la rue Calumet; et droit de mitoyenneté dans le mur de division construit dans la ligne de division entre le dit lot cent soixante-dix et le lot numéro cent soixante-neuf de la dite subdivision; ainsi que dans le terrain sur lequel le mur est construit.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of JUNE next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, May 18th., 1937. 2768—21-2
[First publication, May 22nd, 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: C-158524. LA SOCIETE SAINT-JEAN BAPTISTE DE MONTREAL, (Caisse Nationale d'Economie), plaintiff; vs DAME ALICE MORIN, widow of Rémi Décary, in his lifetime, commercial traveller, in her quality of institute, according to the terms of a deed of donation of the 14th of September, 1918, before Mtre J. A. Brunet, notary, BENJAMIN DECARY, gentleman, *es-qualité* of curator to the said substitution, DAME SUZANNE DECARY, widow of Charles Emile Lalonde, MAURICE DECARY, roofer, OSCAR DECARY, chauffeur, the last three *ès-qualité* of substitutes of the age of majority, all of the city and district of Montreal, defendants.

a. Three contiguous emplacements, situate in Sainte Cunégonde Ward, in the city of Montreal, and bearing numbers fifty six, fifty seven and fifty eight (56, 57 and 58) of the subdivision of number three hundred and eighty six (386) on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, in the county of Hochelaga, each measuring twenty two feet and six inches in width by eighty feet in depth, the whole more or less, English measuse; bounded in front on the Northwest by Coursol Street, in the rear by a lane of twenty feet in width, bearing number forty one of said subdivision, on the Northeast side by lot number 55, and on the Southwest side by lot number 59 of said subdivision, with right of way in common with others in the said lane—with all the buildings and dependencies thereon erected, and bearing civic numbers 2526 to 2536 of Coursol Street.

To be sold "en bloc" pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated May 10th., 1937;

b. An emplacement or lot of land situate on Calumet Street, in Sainte Cunegonde Ward, in the city of Montreal, known and designated as being number one hundred and seventy (170) of the official subdivision of that lot of land bearing number three hundred and eighty six (386) on the official cadastral plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, measuring twenty four feet in width, in front and in rear, by one hundred and six feet in depth, English measure and more or less—with right of way, in common with others having rights therein, in the lanes known under numbers one hundred and seventy two and one hundred and sixty four (172 and 164) of said official subdivision; but without any right to encumber the said lanes or any of them, and with the dependencies appertaining thereto,—with a house and other buildings thereon erected, and bearing civic numbers 956 to 960 of Calumet Street; and party right (droit de mitoyenneté) in the division wall, built in the division line between said lot one hundred and seventy and lot number one hundred and sixty nine of said subdivision; and also in and upon the land upon which the wall is erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Un dépôt de $1,100.00 quant au paragraphe "A" et $530.00 quant au paragraphe "B", sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Curran, daté le 10 mai 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 17 mai 1937. 2759—21-2-o
[Première publication, 22 mai 1937]

A deposit of $1,100.00 as to paragraph "A", and of $530.00 as to paragraph "B", shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated May 10th., 1937.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, May 17th., 1937. 2760—21-2
[First publication, May 22nd., 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { JAMES T. STANGER & COMPANY, "*In Trust*", Demandeurs; vs DUNCAN FINLAYSON, Défendeur.
No 160619.

L'immeuble portant les numéros civiques 3157–61 de la rue Saint-Antoine, cité de Westmount, district de Montréal, connu et désigné sous la subdivision numéro cent soixante-et-huit du lot originaire trois cent quatre-vingt-quatre (384-168) du cadastre de la paroisse de Montréal—avec les bâtiments et bâtisses y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, 7 juin 1937. 3185—24–2–o
[Première publication, 12 juin 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { JAMES T. STANGER & COMPANY, "*In Trust*", Plaintiffs; vs DUNCAN FINLAYSON, Defendant.
No. 160619.

The immovable bearing civic numbers 3157-61 Saint Antoine street, City of Westmount, district of Montreal, known and designated under subdivision number one hundred and sixty eight of original lot three hundred and eighty four (384-168) of the cadastre for the parish of Montreal—with the buildings and constructions thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, June 7, 1937. 3186—24–2
[First publication, June 12th, 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { M.-J.-L.-L. RODIER *ET AL*, Demandeurs *Es-qualité;* vs JOSEPH ARCHAMBAULT, en sa qualité de curateur à la succession vacante de feu Jules-J.-B. Brière, Défendeur.
A-150592.

1. Un emplacement situé sur la rue du Couvent, Quartier Saint-Henri, de la cité de Montréal, mesurant 18 pieds de largeur par une profondeur de 92 pieds mesure anglaise et plus ou moins, sans garantie de mesure précise, connu et désigné comme étant la partie sud-est du lot numéro onze cent soixante et onze (Ptie S.-E. 1171) aux plan et livre de renvois officiels de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses y érigées et portant le numéro civic 775, de la dite rue du Couvent, borné en front par la rue du Couvent, du côté du Sud-Est, par le lot numéro onze cent soixante-douze (1172) de l'autre côté au Nord-Ouest par le surplus du lot onze cent soixante et onze (1171) et en profondeur par le lot onze cent soixante-deux (1162).

2. Un lot de terre situé dans la ville de Dorion, dans le comté de Vaudreuil, au coin de l'Avenue Adèle et de l'avenue du Club, de la contenance d'environ treize mille, trois cent trente trois (13,333) pieds anglais, plus ou moins—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées, le dit lot de terre est connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Vaudreuil, sous le numéro trois cent quatre-vingt-un "A" (381*a*).

Pour être vendus, le premier paragraphe à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin, et le deuxième paragraphe à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de la Très-Sainte-Trinité de Dorion, Cté de Vaudreuil, le SEIZIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $400.00 dollars quant au paragraphe "1" sera exigé de tout offrant ou enchérisseur,

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { M. J. L. L. RODIER & *AL.*, Plaintiffs, *es-qualité;* vs JOSEPH ARCHAMBAULT, in his quality of curator of the vacant estate of the late Jules J. B. Brière, defendant.
A-150593

1. An emplacement situate on Du Couvent Street, Saint Henri Ward, of the city of Montreal, measuring 18 feet in width by a depth of 92 feet, English measure and more or less, without warranty of exact measurement, known and designated as being the southeast part of lot number eleven hundred and seventy one (S.E.Pt. 1171) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected, and bearing civic number 775, of said Du Couvent street, bounded in front by Du Couvent street, on the southeast side by lot number eleven hundred and seventy two (1172) on the other side to the northwest by the surplus of lot eleven hundred and seventy one (1171) and in depth by lot eleven hundred and sixty two (1162).

2. A lot of land situate in the town of Dorion, in the county of Vaudreuil, at the corner of Adèle Avenue and Avenue du Club, containing about thirteen thousand three hundred and thirty three (13,333) feet, English measure, more or less—with a house and other buildings thereon erected, the said lot of land is known and designated on the offlcial plan and book of reference of the parish of Vaudreuil, under number three hundred and eighty one "A" (381-*a*).

To be sold, the first paragraph at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon, and the second paragraph at the parochial church door of the parish of Très Sainte Trinité de Dorion, Co. of Vaudreuil, on the SIXTEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $400.00 as to paragraph "1" shall be exacted from each and every bidder, pursuant

suivant jugement de l'honorable juge Surveyer, daté le 8 juin 1937.

Le shérif,
Bureau du Shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, 8 juin 1937. 3187—24-2-o
[Première publication, 12 juin 1937]

to a judgment of the Honourable Justice Surveyer, dated June 8, 1937.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, June 8, 1937. 3188—24-2
[First publication, June 12th, 1937]

PONTIAC

Cour Supérieur.—Pontiac.

Canada, Province de Québec, District de Pontiac. No 4412. } ANTOINE ARBIC, de Bristol, district de Pontiac, cultivateur, Demandeur; vs THOMAS PATRICK MOUSSEAU, de Bristol, district de Pontiac, cultivateur, Défendeur.

La moitié est du lot numéro deux-B (½ E 2-B) des plan et livre de renvoi officiel pour le canton de Bristol, comté de Pontiac, province de Québec, contenant plus ou moins cent acres de terre et situé dans le premier rang du dit canton—avec bâtisses ci-dessus érigées, sauf cette partie dudit lot déjà vendue à la Canadian Northern Railway Company et sujet à une servitude en faveur de Hydro and Ottawa Valley Power Company; ainsi que:

Le lot numéro deux-C (2-C) des plan et livre de renvoi officiel pour le canton de Bristol, comté de Pontiac, province de Québec, contenant plus ou moins cent acres de terre et situé dans le septième rang dudit canton—avec toutes les bâtisses sus érigées.

Pour être vendus au Bureau d'Enregistrement pour le comté de Pontiac, village de Campbell's Bay, MARDI, le TREIZIEME jour de JUILLET mil neuf cent trente-sept, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du Shérif. CHARLES BELEC.
Campbell's Bay, ce huitième jour de juin 1937.
3189—24-2
[Première publication, 12 juin 1937]

PONTIAC

Superior Court.—Pontiac.

Canada, Province of Quebec, District of Pontiac. No. 4412. } ANTOINE ARBIC, of Bristol, district of Pontiac, farmer, Plaintiff; vs THOMAS PATRICK MOUSSEAU, of Bristol, district of Pontiac, farmer, Defendant.

The east half of lot number two-B (E ½ 2-B) of the official plan and book of reference of the township of Bristol, county of Pontiac, Province of Quebec, containing more or less one hundred acres of land and situate in the first range of the said township—with buildings thereon erected, save that part of the said lot already sold to the Canadian Northern Railway Company and subject to a servitude in favour of the Hydro and Ottawa Valley Power Company; as well as:

Lot number two-C (2-C) of the official plan and book of reference of the township of Bristol, county of Pontiac, Province of Quebec, containing one hundred acres of land more or less and situate in the seventh range of the said township with all the buildings thereon erected.

To be sold at the registrar's office for the county of Pontiac, in the village of Campbell's Bay, on TUESDAY, the THIRTEENTH day of JULY, one thousand nine hundred and thirty seven, at TEN of the clock in the forenoon.

CHARLES BELEC,
Sheriff's Office. Sheriff.
Campbell's Bay, this eight day of June, 1937.
3190—24-2
[First publication, June 12th, 1937]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: No 25252. } O. CHALIFOUR INC., corporation légale ayant son principal bureau et lieu d'affaires en la cité de Québec; contre ALFRED MORISSETTE, marchand de glace, et J.-ERNEST DESBIENS, hôtelier, tous deux de La Tuque, Comté de Champlain, à savoir:

Saisi comme appartenant à J.-Ernest Desbiens.

1. La subdivision No 143 (cent quarante-trois) du lot No 23*a* (vingt-trois-a) du cadastre officiel pour le premier rang du canton Mailhot, comté de Champlain, étant un lot de terre situé en la ville de La Tuque—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Les subdivisions Nos 209, 212, 213 et 216 (deux cent neuf, deux cent douze, deux cent treize et deux cent seize) du lot No 25*a* (vingt-cinq-*a*) du cadastre officiel pour le premier rang du canton Mailhot, comté de Champlain, étant des lots de terre situés en la ville de La Tuque—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: No. 25252. } O. CHALIFOUR INC., a body politic and corporate having its head office and place of business in the city of Quebec; against ALFRED MORISSETTE, ice merchant, and J. ERNEST DESBIENS, hotel keeper, both of I a Tuque, County of Champlain, to wit:

Seized as belonging to J. Ernest Desbiens.

1. Subdivision No. 143 (one hundred and forty three) of lot No. 23*a* (twenty three *a*) of the official cadastre for the first range of Mailhot Township, county of Champlain, being a lot of land situate in the town of La Tuque—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Subdivisions Nos. 209, 212, 213 and 216 (two hundred and nine, two hundred and twelve, two hundred and thirteen and two hundred and sixteen) of lot No. 25*a* (twenty five-*a*) of the official cadastre for the first range of Mailhot Township, county of Champlain, being lots of land situate in the town of La Tuque—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de La Tuque, comté de Champlain, le DEUXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 26 mai 1937. 2961-22-2-o
[Première publication, 29 mai 1937]
[Deuxième publication, 12 juin 1937]

To be sold at the parochial church door of La Tuque, County of Champlain, on the SECOND day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard Time).

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec May 26, 1937. 2962-22-2
[First publication, May 29, 1937]
[Second publication, June 12, 1937]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

District de Rimouski. / No 3839. } J. A. GAGNE, vs ALPHONSE BOUILLON, savoir:

1. Partie est de ½ arpent de large du numéro cent vingt-sept et partie ouest de 1½ arpent de large du numéro cent vingt-huit au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Anaclet, bornées à l'ouest à Michel Lauzier ou représentants et à l'ouest à Octave Ross ou représentants.

2. Le lot numéro cent trente au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Anaclet, à distraire la partie vendue à Martial St-Laurent.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Anaclet, le VINGT-DEUXIEME jour de JUIN prochain, 1937, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif. CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 18 mai 1937. 2777—21-2-o
[Première publication, 22 mai 1937]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Rimouski. / No. 3839. } J. A. GAGNE, vs ALPHONSE BOUILLON, to wit:

1. The East part ½ arpent wide of number one hundred and twenty seven and west part 1½ arpents wide of number one hundred and twenty eight of the official cadastre of the parish of Saint Anaclet, bounded on the west by Michel Lauzier or representatives and on the West by Octave Ross or representatives.

2. Lot number one hundred and thirty on the official cadastre for the parish of Saint Anaclet to be deducted the part sold to Martial St. Laurent.

To be sold at the church door of the parish of Saint Anaclet, on the TWENTY SECOND day of JUNE next, 1937, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff's Office. Sheriff
Rimouski, May 18, 1937. 2778—21-2
[First publication, May 22nd, 1937]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Saint-François. / No 798. } JAMES W. MACKAY, cultivateur du canton de Dudswell, district de Saint-François, Demandeur; vs PHILIAS BERNIER, cultivateur du canton de Dudswell, dit district, Défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur:

Ces certains morceaux de terre situés dans le quatorzième rang du canton de Stoke, connus et désignés comme étant les lots numéros dix-neuf A, vingt A et cette partie du lot numéro vingt et un A situé du côté nord-est de la route (No 19*a*, 20*a* et 21*a* Pt.) sur le plan et au livre de renvoi officiels pour le dit canton, anciennement désignés comme étant la partie des lots 19, 20 et 21 du dit canton de Stoke située entre la ligne de division séparant le canton de Dudswell du canton de Stoke, et le chemin public, contenant cinquante toises et une demi acre (53½) en superficie plus ou moins—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de Saint-Philémon-de-Sotke, MARDI, le TREIZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée).

Le shérif,
Bureau du Shérif. J.-P.-C. LEMIEUX.
Sherbrooke, ce 8 juin 1937. 3219—24-2-o
[Première publication le 12 juin 1937]

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Saint Francis. / No. 798. } JAMES W. MACKAY, farmer of the township of Dudswell, district of Saint Francis, Plaintiff; vs PHILIAS BERNIER, farmer of the township of Dudswell, district of Saint Francis, Defendant.

Seized as belonging to the said Defendant:

Those certain parcels of land situated in the fourteenth range of the township of Stoke, known and designated as being lots numbers nineteen A, twenty A and that part of lot number twenty one A situated on the north east side of the road (No. 19*a*, 20*a* and 21*a* Pt.) upon the official plan and book of reference for the said township, formerly designated as being the part of lots 19, 20 and 21 of said township of Stoke situated between the division line separating the township of Dudswell from the township of Stoke, and the public road, containing fifty "toises" and one half acre (53½) in superficies more or less—with buildings thereon erected.

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of Saint Philemon de Stoke, TUESDAY, the THIRTEENTH day of JULY next, at TEN A.M. (Daylight saving time).

J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff's Office. Sheriff.
Sherbrooke, this 8th of June 1937. 3220-24-2-o
[First publication, June 12th, 1937]

Assurance

AVIS DE FORMATION DE SOCIÉTÉ CHARITABLE

Avis est par le présent donné que la formation d'une société charitable sous le nom de Quebec Society for the Protection of Women and Children a été autorisée par un ordre-en-conseil portant le No-1421, et approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 29ième jour de mai 1937.

Le but de ladite société est déclaré être: au moyen de contributions ou souscriptions volontaires, dons ou donations de ses membres ou du public, de secourir les affligés par suite de maladie, accident, revers de fortune, les veuves et les orphelins, ou de retirer du vice et de réformer les femmes déchues et de prévenir les actes de cruauté envers les femmes et les enfants, ou d'atteindre d'autres objets analogues.

Le siège principal de la dite société est déclaré être dans la cité de Québec.

Donné conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 66 de la Loi des Assurances de Québec, ce 4ième jour de juin, 1937.

L'Assistant Surintendant des Assurances,
J.-A. PARADIS,
3229–o Pour le Trésorier de la Province.

Insurance

NOTICE OF FORMATION OF A CHARITABLE ASSOCIATION

Notice is hereby given that the formation of a charitable association, under the name of Quebec Society for the Protection of Women and Children has been authorized by order-in-council bearing No-1421, and approved on the 29th. day of May, 1937.

The purpose of the said association are stated to be: by means of voluntary contributions, subscriptions, gifts or donations from its members or from the public, of making provision for those afflicted by sickness, accident, or reverses of fortune, and for widows and orphans, or for rescuing from vice and reforming fallen women, for the prevention of cruelty to women and children, or for the purpose of attaining any other similar object.

The head office of the said association is stated to be in the City of Quebec.

Given pursuant to the provisions of subsection 5 of section 66 of the Quebec Insurance Act, this 4th, day of June 1937.

J. A. PARADIS,
Assistant Superintendent of Insurance.
3230–o For the Treasurer of the Province.

Ministère des Mines et des Pêcheries

AVIS.

Vu, la loi, Ed VIII (2ème session), chapitre 22, section 7, donnant au Ministre des Mines et des Pêcheries le pouvoir de révoquer toute concession de terrains pour fins d'exploitation des minerais qui s'y trouvent et pour lesquels des lettres patentes ont été émises avant le 1er juillet 1911 et toute concession de terrains contenant des minerais faite avant le 24 juillet 1880, et dont l'exploitation est demeurée inactive durant les cinq années qui ont précédé le premier octobre 1936.

Avis est par le présent donné que les concessions des blocs numéros vingt (20) du canton de Blanchet, trente-huit et quarante (38 et 40), du canton de Larocque, trente-deux et quarante-deux (32 et 42) du canton de Galt, quarante-quatre et cinquante-six (44 et 56) du canton de Baillargeon, comté de Gaspé, faites à Henry Grist le 24 mars 1868; du quart est du bloc trente-quatre (34) du canton de Larocque, et du bloc cinquante-quatre (54) du canton de Baillargeon, même comté, faites à Hon. D. McDonald le 19 mai 1868, ont été et sont par les présentes révoquées à toutes fins que de droit.

Le ministre des mines et des pêcheries,
O. GAGNON.
Québec, le 8 juin 1937. 3223—o

AVIS

Avis est par le présent donné que, conformément à l'article 35 du chapitre 80 des Statuts Refondus de Québec, 1925, (Loi concernant les Mines), le bloc "B" du canton de Beauchastel, comté de Témiscamingue, autrefois la propriété de la King of the North Gold Mines, Ltd, sera vendu à l'enchère publique, à titre de concession minière pour les métaux supérieurs, mardi, le vingt-neuvième jour de juin, mil neuf cent trente-

Department of Mines and Fisheries

NOTICE.

Whereas the Act Edward VIII, (2nd session), chapter 22, section 7, gives to the Minister of Mines and Fisheries, the power to cancel all concessions of lands for the exploitation of minerals therein contained, and for which letters patent have been issued before July 1st, 1911, and to cancel all concessions of lands containing minerals made before July 24th 1880 and the exploitation of which has been inactive during the five years preceding October 1st 1936.

Notice is hereby given that the concessions as blocks number twenty (20) of Blanchet township; Nos. thirty eight and forty (38 and 40) of Larocque township; Nos. thirty two and forty two (32 and 42) of Galt township; Nos. forty four and fifty six (44 and 56) of Baillargeon township, in the county of Gaspé, all of which were made to Henry Grist under date of March 24th, 1868; of the east quarter of Block thirty four (34) of Larocque township, and of Block fifty four (54) of Baillargeon township of same county, made to Hon. D. McDonald under date of May 19th, 1868, have been and are by the presents revoked and cancelled for all legal purposes.

O. GAGNON,
Minister of Mines and Fisheries.
Quebec, June 8th, 1937. 3224—o

NOTICE

Notice is hereby given that, in conformity with article 85 of chapter 80 of the Quebec Revised Statutes, 1925, (Quebec Mining Act), block "B" of Beauchastel township, Temiscamingue County, formerly the property of King of the North Gold Mines, Limited, shall be sold by public auction, as a mining concession for superior minerals, on Tuesday, the twenty ninth day of June, nineteen hundred and thirty seven, at

sept, à onze heures de la matinée, au Bureau du Sous-Ministre des Mines et des Pêcheries, Hôtel du Gouvernement, Québec.

La mise à prix sera de $15,500.00, et le prix entier de l'adjudication sera payable comptant.

Le dit bloc "B" du canton de Beauchastel est plus particulièrement décrit comme suit: "Un bloc de terrain situé au nord du bloc "A", arpenté par M. T. Simard, et borné, à l'ouest, par la ligne entre les cantons Dasserat et Beauchastel; au sud par le bloc "A"; à l'est par la prolongation vers le nord de la limite est du dit bloc "A"; au nord par une ligne est-ouest, à vingt-six chaines du dit bloc "A", contenant une superficie de 198 acres.

Le ministre des mines et des pêcheries,
O. GAGNON.

Hôtel du Gouvernenemnt, Québec.
Québec, 8 juin 1937. 3225—24-3-o

eleven o'clock of the forenoon, in the office of the Deputy Minister of Mines and Fisheries, Parliament Buildings, Quebec City.

The upset price shall be $15,500.00 and the entire price of the sale shall be payable cash on adjudication.

The said Block "B" of the township of Beauchastel is more definitely described as follows:

A block of land situated to the north of block "A", surveyed by Mr. T. Simard, and bounded on the west by the township line between Dasserat and Beauchastel; on the south by block "A"; on the east by the extension northward of the eastern boundary of said block "A", on the north by a east and west line, twenty six chains distant from block "A" containing an area of 198 acres.

O. GAGNON,
Minister of Mines and Fisheries.

Parliament Buildings, Quebec.
Quebec, June 8th, 1937. 3226—24-3-o

Arrêté en Conseil

COPIE du rapport d'un comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 25 mars 1937, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 30 mars 1937.

Concernant une convention collective de travail relative à l'industrie du meuble.

936

L'honorable ministre du Travail, dans un mémoire en date du 25 mars (1937), expose:

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi relative à l'extension des conventions collectives de travail, (24, George V, chapitre 56, amendée par 25-26 George V, chapitre 64 et 1 Edouard VIII, (2ième session), chapitre 24), les parties contractantes de la convention collective de travail rendue obligatoire par l'arrêté ministériel No 3100, du 30 octobre 1935, corrigé par l'arrêté No 3366, du 27 novembre 1935, et amendé par les arrêtés Nos 2282, du 1er août 1936, et 238, du 20 janvier 1937—convention collective de travail relative à l'industrie du meuble—lui ont demandé l'amendement suivant dudit arrêté:

"Les noms des employeurs suivants sont inscrits comme parties contractantes sous le titre:

ET D'AUTRE PART:

La Cie Industrielle de Chicoutimi, Chicoutimi, Qué.; Saguenay Furniture Co., Chicoutimi, Qué.; Edouard Ouellette, Daveluyville, Qué.; Henri Vallières, Nicolet, Qué.; Giffard Furniture Co., Ltd., Giffard, Qué.;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 30 janvier 1937;

Attendu qu'aucune objection n'a été présentée de cette date contre la dite requête;

L'honorable ministre du travail recommande son acceptation, conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi relative à l'extension des conventions collectives de travail, (24 George V, chapitre 56, amendée par 25-26, George V, chapitre 64 et 1 Edouard VIII (2ième session), chapitre 24).

Certifié,
A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

3231—o

Order in Council

COPY of the Report of a Committee of Honourable Executive Council dated March 25th, 1937, approved by the Lieutenant-Governor, on March 30th, 1937.

Concerning a collective labour agreement relating to the furniture industry.

936

The honourable Minister of Labour, in a memorandum dated March 25th, (1937), sets forth:

Whereas, pursuant to the provisions of section 5 of the Act respecting the extention of collective labour agreement, (24, Geo. V, chapter 56, amended by 25-26, Geo. V, chapter 64 and I, Edouard VIII (2nd Session), chapter 24), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by Order in Council No. 3100, of October 30th, 1935, modified by Order No. 3366, of November 27th, 1935 and amended by Orders Nos. 2282 of August 1st, 1936 and 238 of January 20th, 1937—collective labour agreement relating to the furniture industry,—have requested from him the following amendments to the said Order:

The names of the following employers are writen as contracting parties under heading:

ON THE OTHER PART:

La Cie industrielle de Chicoutimi, Chicoutimi, Qué.; Saguenay Furniture Co., Chicoutimi, Qué.; Edouard Ouellette, Daveluyville, Qué.; Henri Vallières, Nicolet, Qué.; Giffard Furniture Co. Ltd., Giffard Qué.;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of January 30th, 1937;

Whereas no objection has been presented from this date against the said request.

The Honourable Minister of Labour recommands its acceptation in conformity with the provisions of section 5 of the Act respecting the extension of collective labour agreements, (24, Geo. V, chapter 56, amended by 25-26, George V, chapter 64 and I, Edouard VIII, (2nd Section), chapter 24).

Certified,
A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

3232—o

Ministère du Travail

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi relative aux Salaires des Ouvriers, (1 Geo. VI, ch. 49), avis est donné par l'honorable William Tremblay, Ministre du Travail, que "The Montreal & Provincial Shoe Repairers Association, Inc.", et "The Shoe Repair Workers Union of Montreal", lui ont présenté, ce jour, une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

"The Montreal & Provincial Shoe Repairers Association, Inc.", un corps politique dûment incorporé selon la Loi et ayant son siège social dans la cité et le district de Montréal, représenté par MM. Ralph Di Fiore, P. Galardo et V. Massone, tous de la cité et du district de Montréal;

ET, D'AUTRE PART:

"The Shoe Repair Workers Union of Montreal" représenté par MM. Carmen Fidello, Joe Perrier et Bill Ricci, tous de la cité et du district de Montréal,

soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés du métier visé, suivant les conditions ci-après:

I.—Cette convention ne lie que les cordonniers et leurs employés, faisant affaires dans l'Ile de Montréal.

Toutefois, seront assujettis aux présentes dispositions, tous les ateliers exerçant leurs activités dans un rayon de 10 milles de l'île de Montréal si tels ateliers sollicitent ou reçoivent une partie notable de leurs commandes, d'après l'estimation de l'inspecteur, de citoyens de l'île de Montréal.

II.—Les personnes intéressées dans cette industrie seront divisées en trois classes: les apprentis, les ouvriers qualifiés et les artisans.

III.—Les apprentis seront ceux qui ont moins de 3 ans d'expérience dans le métier, et ils recevront les salaires minimum suivants:

a) Ceux ayant moins d'un an d'expérience.....$ 6.00 par semaine
b) Ceux ayant plus d'un an et moins de deux ans d'expérience..... 8.00 " "
c) Ceux ayant plus de deux ans et moins de trois ans d'expérience.....$10.00 " "

IV.—Tout ouvrier qualifié recevra un salaire minimum de quinze dollars ($15) par semaine, à moins qu'il ne soit un finisseur, il recevra, dans ce cas, un salaire minimum de douze dollars ($12) par semaine.

Un ouvrier qualifié est celui qui a déjà fait au moins trois (3) années d'apprentissage.

Un finisseur est celui qui s'occupe seulement des opérations de finissage.

V.—Un artisan est celui qui possède, gère, dirige, ou tient un atelier de réparation de chaussures ou qui travaille seul dans un atelier appartenant soit à lui-même ou soit à une autre personne; il sera entendu qu'il n'y aura qu'un artisan pour chaque atelier de réparation.

VI.—Durant les mois d'hiver, c'est-à-dire du 1er décembre au 31 mars inclusivement, un apprenti de plus de 2 années et de moins de 3 années d'expérience recevra un salaire minimum

Department of Labour

NOTICE

Pursuant to the provisions of Section 5 of the Act respecting Workmen's Wages, (1 Geo. VI, ch. 49) notice is given by the Honourable William Tremblay, Minister of Labour, that The Montreal & Provincial Shoe Repairers Association Inc., and The Shoe Repair Workers Union of Montreal, have presented him, this day, a request of extension of the Collective Labour Agreement entered into between:

ON THE ONE PART:—

"The Montreal & Provincial Shoe Repairers Association Inc.", a body politic and corporate duly incorporated according to law and having its head office in the city and district of Montreal, herein represented by Messrs. Ralph Di Fiore, P. Galardo and V. Massone, all of the city and district of Montreal.

And, ON THE OTHER PART:

"The Shoe Repair Workers Union of Montreal", herein represented by Messrs. Carmen Fidello, Joe Perrier and Bill Ricci, all of the city and district of Montreal.

be rendered obligatory for the employers and the employees of the trade concerned, according to the following conditions:

I.—This agreement shall only bind shoe repairers and their employees operating on the Island of Montreal.

However, are also governed by these provisions all establishments operated within a radius of 10 miles from the limits of the Island of Montreal, if such establishments solicit or obtain the greatest proportion of their orders, according to the opinion of the inspector, from citizens of the Island of Montreal.

II.—Those engaged in the industry shall be divided into three classes; apprentices, experienced workmen and artisans.

III.—The apprentices shall be those who have less than a full three-year experience in the trade and shall receive the following minimum wages:

a) Those having less than one year of experience.....$ 6.00 per week.
b) Those having more than one and less than two years of experience..... 8.00 " "
c) Those having more than two and less than three years of experience..... 10.00 " "

IV.—The experienced workman shall receive a minimum wage of ($15) fifteen dollars per week unless he shall be a finisher, in which case he shall receive a minimum wage of ($12) twelve dollars per week.

The experienced workman shall be one who has already completed at least three years of apprenticeship. The finisher shall be one who is engaged in purely finishing operations.

V.—The artisan is one who owns, manages, supervises, operates a shoe repair shop or works alone at that therein whether owned by him or by someone else, and there shall be deemed to be only one artisan to each repair shop.

VI.—During the winter months, namely from December 1st to March 31st inclusive, an apprentice of more than two years and less than three years of experience shall receive a minimum wage

de ($9.00) neuf dollars par semaine, mais l'apprenti-finisseur de la même classe recevra un salaire minimum de ($8.00) huit dollars par semaine.

VII.—Durant la période comprise entre le 1er décembre et le 31 mars de chaque année, l'ouvrier qualifié recevra un salaire minimum de ($10.00) dix dollars par semaine, et un finisseur qualifié recevra un salaire minimum de ($9.00) neuf dollars par semaine.

VIII.—Aucun cordonnier ne pourra charger moins que les taux suivants pour chacune des opérations suivantes:—

a) Pour les chaussures d'hommes:

Talons de cuir ou de caoutchouc	$ 0.50
Demi-semelles	1.25
Semelles complètes	2.25
Empeignes	0.50

b) Pour les chaussures de dames:

Talons de cuir	0.25
Talons de caoutchouc (boxed)	0.40
Talons de caoutchouc (slabs)	0.30
Talons de bois, recouverts de "kid" (neufs)	1.00
Talons neufs, recouverts de celluloid	0.75
Empeignes	0.25
Demi-semelles cloués	0.75
Demi-semelles cousues ou cimentées	1.00
Semelles complètes	2.25

c) Pour les chaussures pour garçons et adolescents, comprenant les chaussures dans les pointures de 10 à 13, et de 1 à 5:;

Talons de cuir ou de caoutchouc	$ 0.50
Demi-semelles	1.00
Semelles complètes	1.50

d) Pour les chaussures de jeunes filles:

Tel que classifiés dans l'industrie de la fabrication de la chaussure, et les mêmes taux que pour les chassures de dames.

IX.—Un comité conjoint sera formé, conformément aux dispositions de la Loi *relative aux salaires des ouvriers*. Ce comité conjoint sera composé d'un représentant de chacune des parties à la convention et d'un troisième membre, qui sera choisi par les deux autres comme président impartial.

X.—Il est entendu que pour les fins de la présente, les heures de travail seront telles que déjà déterminées par l'arrêté ministériel relatif à la limitation des heures de travail dans l'industrie de réparation des chaussures usagées, en date du 26 février 1936 et approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil le 27 février 1936.

XI.—Le comité conjoint aura le pouvoir d'ordonner l'atelier fermé, à la fin des heures de travail, tel que prescrit dans l'arrêté ministériel ci-haut mentionné.

XII.—Le comité conjoint aura le droit en cas de dispute ou s'il lui est demandé sur le paiement de l'honoraire tel que déterminé, lequel ne devra pas exéder le taux permis en vertu de la Loi relative aux salaires des ouvriers, d'accorder des certificats attestant la classe à laquelle un ouvrier appartient, que ce soit à celle des apprentis de 1ère, 2ième ou 3ième année, ou à celle des finisseurs ou des ouvriers qualifiés ou des artisans.

XIII.—Le comité conjoint aura aussi le droit d'accorder des permis, quand le besoin se fera sentir, et quand cette demande lui sera faite par un employé, classifiant cet employé anormal, dans une classe inférieure, et dans ce cas, il recevra le salaire payé à cette classe.

XIV.—Cette convention sera en vigueur pour une période de douze mois à compter de la date de la publication dans la *Gazette Officielle de Québec* de l'arrêté ministériel approuvant cette requête.

of nine dollars ($9.) per week, but the apprentice finisher of the same class receive a minimum wage of eight dollars ($8.) per week.

VII.—From the period of December 1st to March 31st of each year the experienced workman shall receive a minimum wage of ten dollars ($10.) per week, and an experienced finisher shall receive a minimum of nine dollars ($9.) per week.

VIII.—No shoe repairer shall be allowed to charge less than the following rates for each of the following operations:

a) For men's shoes:

Rubber or leather heels	$ 0.50
Half-soles	1.25
Full soles	2.25
Toe pices	0.50

b) For ladies' shoes:

Leather heels	0.25
Rubber heels (boxed)	0.40
Rubber heels (slabs)	0.30
New wood heels, new kid covered	1.00
New heels, celluloid covered	0.75
Toe pieces	0.25
Half soles nailed	0.75
Half soles sewed or cemented	1.00
Full soles	2.25

c) Boy's or youths' shoe which shall be classified as sizes ten (10) to thirteen (13) and one (1) to five (5)

Rubber or leather heels	$ 0.50
Half soles	1.00
Full soles	1.50

d) Misses' Shoes:—As classified in shoe manufacturing trades, same as ladies.

IX.—A joint committee shall be formed, in conformity with the provisions of the Act respecting workmen's wages. This joint committee shall consist of one representative chosen by each of the parties hereto, and a third to be chosen by the two aforementioned as impartial chairman.

X.—It is understood that for the present, the hours shall be such as already regulated by Order in Council relating to the limiting of the duration of labour in shoe repair industry dated February 26th, 1936 and approved by the Lieutenant-Governor in Council February 27th, 1936.

XI.—The joint committee shall have the power to order shops closed at the termination of working hours, as mentioned in the foregoing Order in Council.

XII.—The joint committee shall have the right in cases of dispute or if so required upon payment of such fee as they shall determine which shall not exceed that permitted under the Act respecting workmen's wages to grant certificates stating in which class a worker belongs, whether to that of apprentice of first, second or third year, or to that of a finisher or experienced workman or artisan.

XIII.—The joint committee shall also have the right to grant permits, when need arises, and when so requested by an employee, classifying that subnormal worker in a lower class, and in that case he shall receive a salary of one in that class.

XIV.—This agreement shall be in force for a period of twelve months from the date of publication of its approval in the *Quebec Official Gazette*.

Elle continuera d'être en vigueur après cette période, à moins qu'un avis écrit ne soit servi par l'une ou l'autre des parties contractantes, ou par les deux, à l'effet de l'abroger.

Cet avis doit être donné le ou avant le 1er mai de n'importe quelle année et prendra effet le 1er juillet suivant.

Durant les trente jours à compter de la publition de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

GÉRARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 12 juin 1937. 3231A-o

It shall continue to be in force after such period unless notice of discontinuance be given in writing by one or the other of the contracting parties or by both. Such notice of discontinuance must be given on or before the first of May in any year and shall become effective the 1st of July following.

During the thirty days following the publication of this notice, the honourable Minister of Labour shall receive objections which interested parties may desire to make againts the request contained in the present petition.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 12th, 1937. 3232A-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 24

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Grignon vs Bélanger 2193

ANNONCEURS:—AVIS AUX— 2127

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:—

Concernant la création d'un parc national dans la partie des Laurentides située à l'ouest de la Province 2196

Concernant le permis de circulation sur les terres de la Couronne entre le 29 mai et le 15 novembre 1937 2197
Concernant le site du nouveau parc 2197
Concernant l'industrie du meuble 2210

ASSURANCE:—

Quebec Society for the Protection of Women and Children 2209

AVIS DIVERS:—

Chaussure Saint-Tite, Ltée 2191
Cie de Bois de Luceville, ltée 2189
Commission de l'Industrie laitière 2191
Duver Creek Gold Mines, Ltd 2190
James Richardson Co., Ltd 2189
La Coopérative Catholique des Consommateurs de Combustible, Ltée 2191
Order Sons of Italy in Canada 2190

BUREAU-CHEF:—

Cormier, Limitée 2188
Order Sons of Italy in Canada 2188
Théâtre Frontenac, Limitée 2188

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Guillemette, munic. scolaire 2188

LETTRES PATENTES:—

Beaver Dam Gold Mines, Limited 2128
Cardinal Securities Corporation 2129
Club Aramis, Ltée—Aramis Club, Ltd 2132
Duverny-Dalquier Gold Mines Co., Ltd 2135
Handy Andy (Quebec), Inc 2136
Hopa-Tricia Syndicates, Inc 2140
Hopa-Tricia Syndicate, Inc 2143

Index of the Quebec Official Gazette, No. 24

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Grignon vs Bélanger 2193

ADVERTISERS:—NOTICE TO— 2127

ORDERS-IN-COUNCIL:—

Respecting the creation of a national park in that part of the Laurentides situated in the western part of the Province 2196
Respecting the travel permit on Crown lands between May 29, and November 15, 1937 2197
Respecting the location of a new park 2197
Respecting the furniture industry 2210

INSURANCE:—

Quebec Society for the Protection of Women and Children 2209

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Saint Tite Shoe Ltd 2191
Cie de Bois de Luceville, ltée 2189
Dairy Industry Commission 2191
Duver Creek Gold Mines, Ltd 2190
James Richardson Co., Ltd 2189
La Coopérative Catholique des Consommateurs de Combustible, Ltée 2191
Order Sons of Italy in Canada 2190

CHIEF-OFFICE:—

Cormier, Limitée 2188
Order Sons of Italy in Canada 2188
Théâtre Frontenac, Limitée 2188

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Guillemette, school munic 2188

LETTERS PATENT:—

Beaver Dam Gold Mines, Limited 2128
Cardinal Securities Corporation 2129
Club Aramis, Ltée—Aramis Club, Ltd 2132
Duverny-Dalquier Gold Mines Co., Ltd. 2135
Handy Andy (Quebec), Inc 2136
Hopa-Tricia Syndicates, Inc 2140
Hopa-Tricia Syndicate, Inc 2143

J.-A. Desrochers & Cie, Limitée..... 2144
J.-A. Morin, Incorporée..... 2146
Kold-Air Refrigerator, Limited..... 2147
La Bibliothèque des Enfants..... 2148
La Chaussure "Lévis", Ltée..... 2149
La Cie de Conserves de Valleyfield, Ltée—
Valleyfield Canning Co., Ltd..... 2150
La Cie de Construction Nouvelle—The
New Construction Co..... 2151
La Cie de Publication de Rouyn..... 2154
La Cie d'Occident, Inc..... 2155
La Machinerie Universelle, Limitée..... 2157
L.-G. Beaubien & Cie, Ltée—L. G.
Beaubien & Co., Ltd..... 2161
Marathon Construction Co., Ltd..... 2163
Northern Diamond Drilling Co., Ltd..... 2164
P. Lambert & Compagnie, Limitée..... 2165
Prospects, Limited..... 2167
Radiateur Plessis, Ltée—Plessis Radiator,
Ltd..... 2168
Scierie Victoria, Ltée—Victoria Sawmill
Ltd..... 2170
Theatre Holdings, Inc..... 2171
The C. F. Investment Company..... 2175
Tremblay-Joubert Coal Oil Co., Ltd—
Les Mines d'Huiles & Pétrole Trem-
blay-Joubert Cie, Ltée..... 2176
Woodcraft, Limited..... 2177

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

La Vogue-Lucille, Limited..... 2182
National Fruit Exchange, Incorporated.. 2182
Sorel Steel Foundries, Limited..... 2179

LIQUIDATION, AVIS DE:—

La Cie d'Immeubles Jacques-Cartier, Ltée 2188

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Société d'Agriculture du district de Ri-
mouski..... 2196
Syndicat d'élevage de Coaticook..... 2196

MINISTÈRE DES MINES ET DES PÊCHERIES:—

Beauchastel, canton de (Bloc "B")..... 2209
Concessions révoquées..... 2209

MINISTÈRE DU TRAVAIL:—

The Montreal & Provincial Shoe Repai-
rers Association Inc. *et al*..... 2211

NOMINATIONS:—

Langlois, J.-Charles..... 2198

RATIFICATION DE TITRE:—

Leduc vs Doucet *et vir*..... 2100

SOUMISSIONS:—

Magog, municipalité scolaire de la ville— 2195
Sorel, municipalité scolaire de la cité— 2195
Verdun, commission des Ecoles Catholi-
ques de—..... 2194

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Bureau, Amédée..... 2183
Bureau, Amédée..... 2184
Cardinal, Ernest..... 2185
Généreux, Gilberte..... 2184

J.-A. Desrochers & Cie, Limitée..... 2144
J.-A. Morin, Incorporée..... 2146
Kold-Air Refrigerator, Limited..... 2147
La Bibliothèque des Enfants..... 2148
La Chaussure "Lévis", Ltée..... 2149
La Cie de Conserves de Valleyfield, Ltée—
Valleyfield Canning Co., Ltd..... 2150
La Cie de Construction Nouvelle—The
New Construction Co..... 2151
La Cie de Publication de Rouyn..... 2154
La Cie d'Occident, Inc..... 2155
La Machinerie Universelle, Limitée..... 2157
L.-G. Beaubien & Cie, Ltée—L. G.
Beaubien & Co., Ltd..... 2161
Marathon Construction Co., Ltd..... 2163
Northern Diamond Drilling Co., Ltd..... 2164
P. Lambert & Compagnie, Limitée..... 2165
Prospects, Limited..... 2167
Radiateur Plessis, Ltée—Plessis Radiator,
Ltd..... 2168
Scierie Victoria, Ltée—Victoria Sawmill,
Ltd..... 2170
Theatre Holdings, Inc..... 2171
The C. F. Investment Company..... 2175
Tremblay-Joubert Coal Oil Co., Ltd—
Les Mines d'Huiles & Pétrole Trem-
blay-Joubert Cie, Ltée..... 2176
Woodcraft, Limited..... 2177

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

La Vogue-Lucille, Limited..... 2182
National Fruit Exchange, Incorporated.. 2182
Sorel Steel Foundries, Limited..... 2179

WINDING UP NOTICE:—

La Cie d'Immeubles Jacques-Cartier, Ltée 2188

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Société d'Agriculture du district de Ri-
mouski..... 2196
Syndicat d'élevage de Coaticook..... 2196

DEPARTMENT OF MINES AND FISHERIES:—

Beauchastel, township of (Block "B")... 2209
Concessions revoked..... 2209

MINISTER OF LABOR:—

The Montreal & Provincial Shoe Repai-
rers Association Inc. *et al*..... 2211

APPOINTMENTS:—

Langlois, J.-Charles..... 2198

CONFIRMATION OF TITLE:—

Leduc vs Doucet *et vir*..... 2100

TENDERS:—

Magog, School municipality of the town. 2195
Sorel, school municipality of the city.... 2195
Verdun, Catholic School Commission of 2194

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Bureau, Amédée..... 2185
Bureau, Amédée..... 2184
Cardinal, Ernest..... 2185
Généreux, Gilberte..... 2184

Germain, Lorenzo 2186
Girard, Hilas 2186
Proulx, François-Xavier 2185

VENTE POUR TAXES:—

Lauzon, ville de 2187

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

BEAUCE:—

Hébert vs Dubois 2198

BEAUHARNOIS:—

Demers vs Betournay 2198

BEDFORD:—

La Commission du Prêt Agricole Canadien vs Groulx 2199

IBERVILLE:—

Cité de Saint-Jean vs Benoit 2200
Cité de Saint-Jean vs Zahra 2201

MONTRÉAL:—

Desrochers vs Préfontaine 2203
James T. Stanger & Co. vs Finlayson 2206
La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal vs Archambault 2201
La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal vs Morin *et al* 2205
Masson *et al* vs Corbeil 2204
Miron *et vir* vs Héritiers R. Miron 2204
Rodier *et al* vs Archambault 2206
The Commercial Loan Co., Ltd. vs Augé. 2203

PONTIAC:—

Arbic vs Mousseau 2207

QUÉBEC:—

O. Chalifour, Inc. vs Morissette *et al* 2207

RIMOUSKI:—

Gagné vs Bouillon 2208

SAINT-FRANÇOIS:—

MacKay vs Bernier 2208

Germain, Lorenzo 2186
Girard, Hilas 2186
Proulx, François-Xavier 2185

SALE FOR TAXES:—

Lauzon, town of 2187

SHERIFFS' SALES:—

BEAUCE:—

Hébert vs Dubois 2198

BEAUHARNOIS:—

Demers vs Betournay 2198

BEDFORD:—

The Canadian Farm Loan Board vs Groulx 2199

IBERVILLE:—

City of Saint Jean vs Benoit 2200
City of Saint Jean vs Zahra 2201

MONTREAL:—

Desrochers vs Préfontaine 2203
James T. Stanger & Co. vs Finlayson 2206
La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal vs Archambault 2201
La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal vs Morin *et al* 2205
Masson *et al* vs Corbeil 2204
Miron *et vir* vs Heirs R. Miron 2204
Rodier *et al* vs Archambault 2206
The Commercial Loan Co., Ltd. vs Augé. 2203

PONTIAC:—

Arbic vs Mousseau 2207

QUEBEC:—

O. Chalifour, Inc. vs Morissette *et al* 2207

RIMOUSKI:—

Gagné vs Bouillon 2208

SAINT FRANCIS:—

MacKay vs Bernier 2208

QUÉBEC: Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC:—Printed by REDEMPTI PARADIS, King's Printer.